N°1 DEPUIS 1909 — HISTORIA.FR

HISTORIA

Carmen fête ses 150 ans

Apocalypse, l'expo de la BnF

Israël, Liban, Iran, Syrie

France et Moyen-Orient depuis 1945

M 02630 - 937H - F: 6,90 € - RD

MARS 2025
N°937
ALL 8,40 €
BEL/ESP/GR/ITA/LUX/PORT 7,90 €
CH 12 CHF - DOM/S 7,90 €
TOM/S 1030 XPFMAR 75 DH
TUN 11 TND - CAN $ 11,99

UNE JEUNESSE QUI REFUSE DE SUBIR L'HISTOIRE

HISTORIA
SFPA (Société française de promotion artistique).
10, boulevard de Grenelle, CS 10817,
75738 Paris Cedex 15.
www.historia.fr ; tél. : 01 87 39 84 84.

Pour toute question concernant votre abonnement : 01 55 56 70 56.
Historia service abonnements : 45, avenue du Général-Leclerc, 60643 Chantilly Cedex.
E-mail : serviceclients@historia.fr
Tarifs France : 1 an, 10 nos d'*Historia* : 65 € ; 1 an, 10 nos d'*Historia* + 4 *Historia Hors-série* (trimestriel) : 88 €.
Belgique : Edigroup. Tél. : 070 233 304.
Suisse : Edigroup. Tél. : 022 860 84 01.
Tarifs autres pays : nous consulter.

Directeur de la publication et gérant de SFPA :
Pierre Louette.
Éditrice : Claire Lénart.

Rédaction
Directeur éditorial : Franck Ferrand.
Rédacteur en chef : Éric Pincas.
Rédacteur en chef adjoint chargé du *Hors-série* : Victor Battaggion.
Assistante : Florence Jaccot.
Création graphique : Quintin Leeds.
Directeur artistique : Stéphane Ravaux.
Secrétaires de rédaction :
Alexis Charniguet, Nathalie-Anne Soumaire.
Rédactrice photo : Anne-Laure Schneider.
Rédacteur en chef adjoint chargé du Web :
Pierre-Louis Lensel.
Rédactrices Web : Véronique Dumas, Élise Neyret.
Comité éditorial : Jean-Yves Boriaud, Bruno Dumézil, Bruno Fuligni, Jean-Yves Le Naour, Catherine Salles, Thierry Sarmant, Laurent Vissière.
Directrice marketing et des revenus clients :
Lise Benamou.
Fabrication : Catherine Massabuau, Bruno Santin, Naïma Mensouri.
Ventes messageries : Gaëlle Trabut.
Réassort kiosque :
venteshistoria@teamdiffusion.fr
Agrément postal Belgique n° P207 231.

Publicité Les Échos-Le Parisien Médias
Tél. : 01 87 39 78 00. Pour obtenir votre correspondant, composer le 01 87 39 suivi des chiffres entre parenthèses.
Les adresses e-mail se constituent ainsi :
initialeduprenomnom@lesechosleparisien.fr
Présidente : Corinne Mrejen.
Directeur général adjoint : Nicolas Danard.
Directrice de la publicité : Karine Lyautey (89 87).
Directeur délégué : Bernard Villeneuve.
Impression : Maury Eurolivres Manchecourt.
Imprimé en France/Printed in France.

Dépôt légal : mars 2024.
Commission paritaire : n° 1026 K 80413.
ISSN : 1270-0835.
Historia est édité par SFPA.
RCS Paris 304 951 460.
Historia est une publication du groupe Les Échos-Le Parisien.
Ce numéro comporte un encart L'Homme moderne et un encart *Sciences et Avenir* sur la diffusion abonnés.
Photo de couverture : Tallandier/Bridgeman Images

Origine du papier : Finlande - Taux de fibres recyclées : 0% - Eutrophisation : PTot = 0,06kg/tonne de papier.

Édito

Par Éric Pincas

La difficile politique de l'équilibre

« Vers l'Orient compliqué, je volais avec des idées simples. » Dans ses *Mémoires de guerre*, le général de Gaulle fait référence au mois d'avril 1941, où il se montrait déterminé à porter la force et l'esprit de la France libre au Levant – alors sous mandat français – avant d'avoir à gérer le temps des indépendances: d'abord celle du Liban en 1943, encouragée par la Grande-Bretagne, puis celle, sanglante, de la Syrie, en 1946. Dix ans plus tard, la crise de Suez affaiblit l'image de la France dans les pays arabes et il faudra attendre 1962 avec l'indépendance algérienne – survenue après celles du Maroc et de la Tunisie en 1956 – pour que de Gaulle puisse enfin miser sur le développement des relations avec les acteurs politiques de la région. Au Proche et au Moyen-Orient, sa diplomatie revêt des enjeux stratégiques, notamment sur les plans économiques et militaires. Mais depuis la création de l'État d'Israël en 1948, la situation est complexe. La France cherche à défendre la souveraineté de l'État hébreu tout en exhortant les Israéliens à quitter les territoires occupés – Sinaï, Golan, Cisjordanie, Gaza – aux lendemains de l'offensive de Tsahal en juin 1967.

> « Une mission, faire entendre la voix de la paix »

Une politique d'équilibriste, pour faire entendre la voix de la paix tout en préservant ses intérêts. Dans l'objectif de développer sa politique arabe, la France a d'abord su trouver du soutien du côté du Liban, pays avec lequel les liens culturels n'ont jamais été rompus. Mais la guerre civile, qui a fracturé le pays au milieu des années 1970, a laissé la France impuissante et l'a incitée, au tournant des années 1990, à se montrer complaisante avec le régime syrien alors que celui-ci exerçait son emprise sur le pays du Cèdre. Quant aux relations avec l'Iran – pays chiite et non arabe –, elles furent longtemps conditionnées par la participation des Français au développement du nucléaire civil iranien, avant que la révolution islamiste de 1979 ne vienne refroidir cette coopération. La confiance a cédé la place à la défiance devant le régime des mollahs qui bafouent les droits humains et misent sur le nucléaire militaire, avec Israël dans le collimateur. Le Moyen-Orient est une poudrière où la France a aujourd'hui bien du mal à faire entendre sa voix face au géant américain. Il lui appartient pourtant, au-delà des tensions politiques, militaires ou religieuses, de ne jamais renoncer à y jouer de son influence pour y défendre les valeurs humanistes héritées des Lumières, ultime rempart contre l'obscurantisme.

HISTORIA SOMMAIRE

6

26

32

6 Portfolio

Quand le Moyen Âge raconte l'Apocalypse

Les enluminures médiévales qui évoquent le Jugement dernier sont à l'honneur à la BnF. **PAR GALLICA**

14 Échos de l'Histoire

L'actualité éclairée par l'Histoire avec, ce mois-ci, les ambitions territoriales « impériales » de Donald Trump, les réactions du Danemark face aux menaces qui pèsent sur le Groenland, les jeux dans la Préhistoire et l'ascenseur, une idée qui monte…

20 Ils font l'événement

Les femmes Vikings en pleine lumière. Cyrano de Bergerac, héros indémodable de la scène française. Dreyfus, c'est enfin son « affaire » !

26 Récit

Carmen, un public à l'amour rebelle

Il y a cent cinquante ans était donnée la première représentation de l'opéra de Bizet. L'accueil fut plus que mitigé… **PAR FRANCK FERRAND**

32 Dossier

Israël, Liban, Iran, Syrie
La France et le Moyen-Orient depuis 1945

Quelles relations a tissé la France avec ces pays dont elle partage des décennies d'histoire ? Comment ont-elles évolué depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ? Éléments de réponse à ces complexes questions.

34 **« Conjuguer puissance française et rêve d'Orient »** ENTRETIEN AVEC FRÉDÉRIC ENCEL

38 **FRANCE-LIBAN : de l'émancipation à l'entente cordiale** HENRY LAURENS

43 **La tribune d'** ALEXANDRE NAJJAR

44 **FRANCE-ISRAËL-LIBAN : Palestine, la France protectrice et impuissante** DOMINIQUE TRIMBUR

46 **L'histoire diplomatique et militaire française avec le Liban, la Syrie, l'Iran et Israël** CHARLES GIOL

48 **FRANCE-ISRAËL : de la lune de miel au couple de raison** DENIS CHARBIT

55 **La tribune d'** ÉLIE BARNAVI

56 **FRANCE-ISRAËL-IRAN : de la fusion à la fission** ARMAND SHAHBAZI

58 **Infographie : les échanges commerciaux entre la France et le Moyen-Orient** CHARLES GIOL

60 **FRANCE-IRAN : confiance puis défiance** EMMANUEL RAZAVI

66 **La tribune de** HILDA DEHGHANI-SCHMIT

68 **Récit**

Germaine Berton, celle qui voulait venger Jaurès…

En 1923, une jeune militante anarchiste assassine Marius Plateau, le secrétaire général de l'Action française. Après un court procès, elle sera acquittée. Une affaire de plus dans la série des « acquittements scandaleux » des Années folles.

PAR MARC HÉDRICH

72 **Une œuvre, un artiste**

L'Atelier rouge d'Henri Matisse

Lors de sa création, cette toile, forte et abstraite, semble déstabiliser son public. Il lui faudra quelques décennies pour être reconnue comme une œuvre majeure du maître du fauvisme.

PAR CLÉMENT DIRIÉ

76 **Cahier** culture

76 **Écrans** Ciné, télévision…
79 **Expos** L'Antiquité dans l'arène du cinéma, l'art dit « dégénéré »…
82 **Livres** La sélection bios et essais, romans, polars et BD.

90 **Tête-à-tête**

Julie Gayet & Olympe de Gouges

Chaque mois, une personnalité évoque son lien avec une figure historique.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE GATIGNOL

94 **Histoire sur ordonnance**

Noir et jardinier, Hamilton Naki devient l'atout du professeur Barnard en Afrique du Sud.

PAR JEAN-NOËL FABIANI-SALMON

97 **Mots croisés**

98 **L'humeur**

d'Emmanuel de Waresquiel

Contributeurs

Farid Ameur Historien spécialiste de l'histoire des États-Unis. **Élie Barnavi** Historien, diplomate, professeur émérite de l'université de Tel Aviv. **Sophie de Beaune** Préhistorienne, professeur à l'université Jean-Moulin de Lyon. **Denis Charbit** Chercheur en sciences politiques, professeur à l'université ouverte d'Israël. **Gérard de Cortanze** Écrivain. **Hilda Dehghani-Schmit** Conseillère en communication, titulaire du prix de la Laïcité 2023. **Clément Dirié** Historien et critique d'art. **Frédéric Encel** Géopolitologue, spécialiste du Moyen-Orient. **Jean-Noël Fabiani-Salmon** Professeur de médecine. **Stéphanie Gatignol** Journaliste. **Charles Giol** Journaliste. **Marc Hédrich** Magistrat, président de cour d'assises. **Henry Laurens** Titulaire de la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe au Collège de France. **Alexandre Najjar** Avocat et écrivain. **Emmanuel Razavi** Grand reporter, spécialiste du Moyen-Orient. **Armand Shahbazi** Journaliste. **Dominique Trimbur** Historien au Centre de recherche français de Jérusalem.

Quand le Moyen Age dévoile l'Apocalypse

Du 4 février au 8 juin 2025, l'Apocalypse est à l'honneur à la BnF. Voici quelques-unes des enluminures médiévales choisies pour *Historia* par Gallica, qui illustrent ce livre de la Bible, de la révélation au Jugement dernier, en passant par des scènes de catastrophes et de luttes.

PAR L'ÉQUIPE DE GALLICA

Au commencement L'Apocalypse s'ouvre sur l'apparition du Christ à saint Jean. Cette première scène, issue du *Beatus de Navarre*, daté de la fin du XII^e^ siècle, représente le Fils de l'homme, une épée en bouche, missionnant saint Jean d'écrire ce qu'il voit. Dans sa main droite, les sept étoiles représentent les sept anges des sept Églises d'Asie Mineure, auxquelles saint Jean va transmettre la révélation que lui a confiée le Christ.

et ego nouissim⁹ ⁊ unus: ⁊ fui mortu⁹
& ecce sū uiuēs ī sēcla sēcloꝝ ā. & habeo
claues mortis ⁊ īferoꝝ. Scribe ergo que
uidisti. q̄ s̄ ⁊ que oportet fieri p̄t hec

Vbi dns ostē
dit iohi filiū
ū di stare ī
medio cādē
labroꝝ. cū
aureoꝝ

ō ystēriū septē stellaꝝ q̄s uidisti ī dextrā
mā ⁊ septē cādelabra aurea. vij. stellē
vij. angli s. vij. ecclīaꝝ. ⁊ candelabra
septem: septem ecclesie s v ij t.

R. F.
BIBLIOTHÈQUE · MAZARINE

Portfolio

Furie céleste Cette enluminure spectaculaire, datée de 1320-1330, issue de l'*Apocalypse* dite *de Saint-Victor*, est consacrée à l'ouverture du sixième sceau. Cet acte marque le début des perturbations cosmiques : le sol tremble, le soleil devient noir, la lune rouge sang, tandis qu'une pluie d'étoiles de feu s'abat sur la Terre meurtrie et que le ciel s'enroule sur lui-même.

Joutes infernales Dans ce manuscrit réalisé dans l'abbaye gasconne de Saint-Sever à la demande de l'abbé Grégoire de Montaner (1028-1072), on retrouve les emblématiques cavaliers de l'Apocalypse, symbolisant les quatre premiers sceaux : le Christ-archer, monté sur un cheval blanc, est assailli par la guerre sur l'équidé à la robe rouge, la famine sur le noir et la mort sur le cheval gris.

fortes. et omnis seruus et li
runt se in speluncas et petras
dicunt montib; cadite super
dite nos a facie sedentis super
ab ira agni. quoniam uenit

mine potestatis excrescunt.
Et hic dines qui est pauper spū.
Explicit hystoria prime tube. Incipit
hystorie sexti angeli.
Et sexti nos angelo tuba cecinit. et
uelud mons magnus ignis ardens

missa est in mare. et tertia est tertia pars
maris sanguis. et mortua é tertia pars
creature in mare habens aias. et tertiam partem nauium oruperunt.

Explicit ——— hystoria. ———

Trompettes de la mort Les sept trompettes symbolisent la reprise en main de Dieu sur les hommes et les derniers châtiments infligés. Cette scène du *Beatus* dit *d'Arroyo*, copié vers 1220-1235, représente la deuxième trompette durant laquelle un tiers de la mer est transformé en sang, un tiers des créatures marines tué et un tiers des navires détruit.

1.

Victoire Extraites respectivement du *Beatus d'Arroyo* pour les deux premières et de l'*Apocalypse de Saint-Victor* pour la troisième, ces images représentent les dernières étapes de l'éradication du Mal : la chute de Babylone, symbole de l'oppression et du vice, détruite par les flammes (1) ; l'armée céleste menée par le Christ sur son cheval blanc livrant un combat contre les rois et la bête de la terre (2) ; l'enfermement pour l'éternité du dragon, de la bête et du faux prophète dans l'étang rougeoyant des enfers, ici figuré par des gueules menaçantes (3).

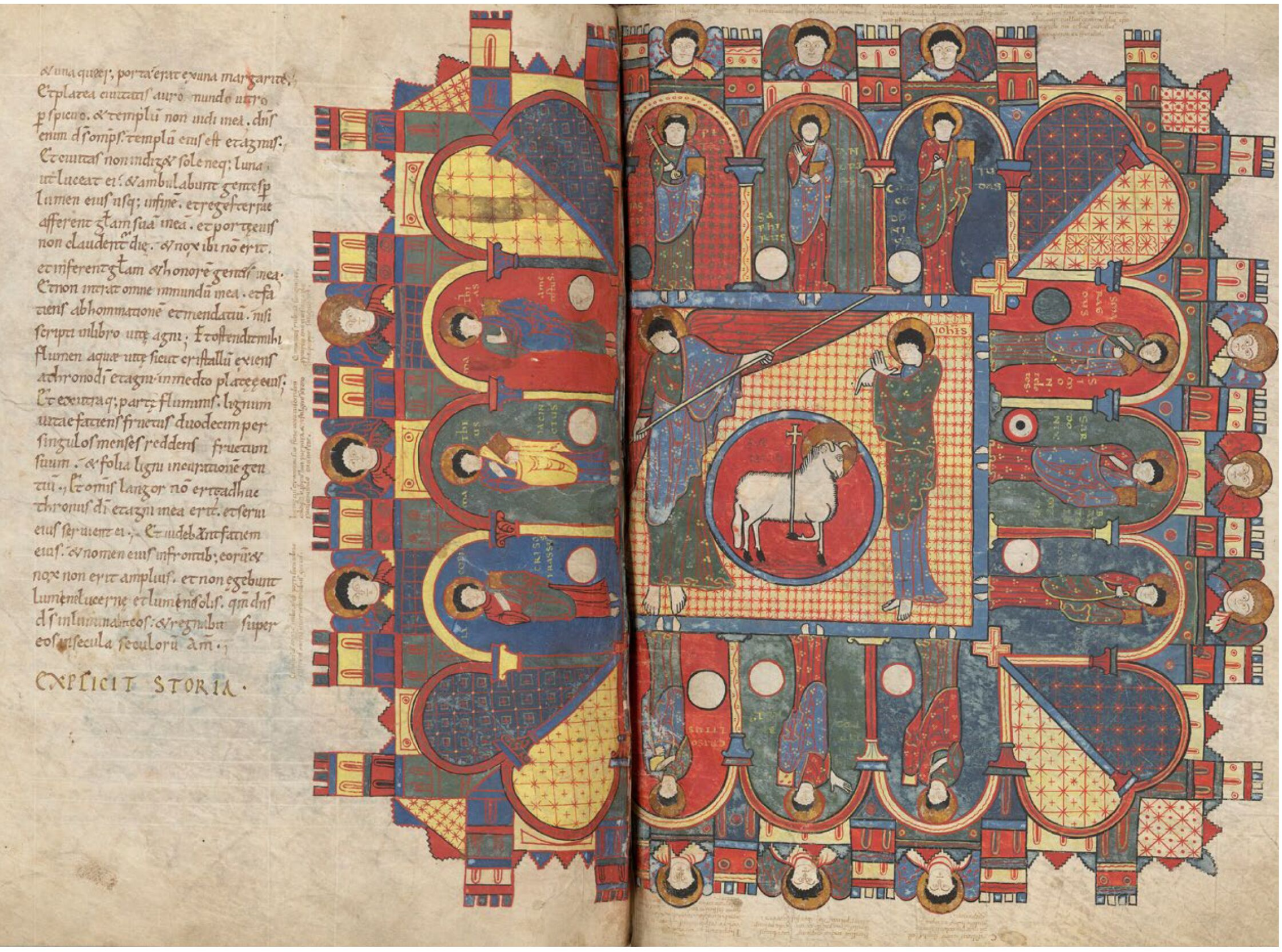
2.

3.

Portfolio

Sentence Lors du Jugement dernier, les humains sont jugés par Dieu. Cet épisode revêt dans le *Beatus d'Arroyo* une dimension saisissante. Les élus se tiennent en haut, les deux registres médian et inférieur sont dévolus à l'enfer au milieu duquel trône la gueule de l'enfer, où sont suppliciés les pécheurs.

Ordre divin L'Apocalypse se conclut par la vision d'une cité céleste, la nouvelle Jérusalem, dont le *Beatus de Saint-Sever* offre une représentation conforme au récit de Jean. Dieu et les élus vivent en harmonie dans cette ville parfaite, qui repose sur 12 fondations qu'incarnent les 12 apôtres. En son centre se tiennent saint Jean et l'Agneau de Dieu.



HISTOIRE TV

#AnneFrank
VIES PARALLÈLES

JEUDI 6 MARS À 20H50

INÉDIT

L'ACTRICE OSCARISÉE HELEN MIRREN NOUS FAIT REVIVRE
L'HISTOIRE QU'ANNE FRANK A CONSIGNÉE DANS SON JOURNAL,
AVEC CELLE DE CINQ SURVIVANTES DE LA SHOAH.

bouygues TELECOM canal 121 | DISPONIBLE AVEC CANAL+ canal 118 | free canal 205 | orange canal 124 | SFR canal 177 | Chips Time | .nordnet. | Vialis | WiBox

©3D PRODUZIONI, NEXO DIGITAL

REPLAY DISPONIBLE JUSQU'À 60 JOURS

RUBRIQUE COORDONNÉE PAR VÉRONIQUE DUMAS

L'empire contre-attaque

Géopolitique. Coups de bluff, ambitions impériales… ou les deux ? Le nouveau président américain bouleverse la scène diplomatique en réclamant, haut et fort, droits et territoires, plongeant rivaux et partenaires dans l'incertitude…

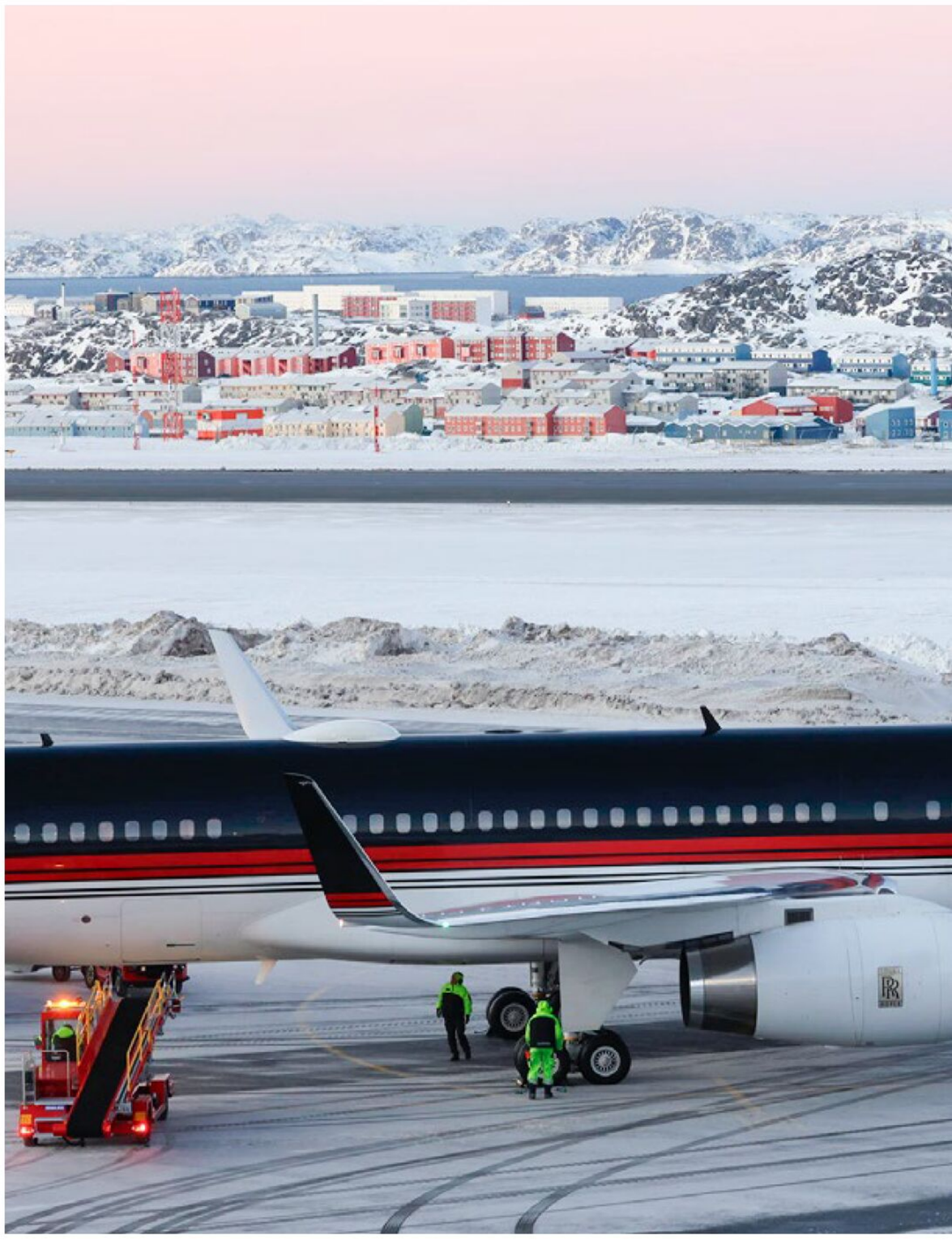
Loin de se tenir sur la réserve, comme le veut pourtant la tradition, Donald Trump s'est appliqué à occuper la scène médiatique jusqu'au jour de son investiture. Le président élu, savourant sa revanche, a pris un malin plaisir à multiplier les provocations en matière de politique étrangère pour annoncer le retour d'une Amérique conquérante.

Sans ambages, il a laissé entendre que les États-Unis seraient inspirés, non seulement d'annexer le Canada et le Groenland, mais aussi de s'arroger le contrôle du canal de Panama. Autant de mesures qui aboutiraient, selon lui, à la constitution d'un glacis stratégique, à l'exploitation de ressources naturelles et à la levée de barrières douanières : de quoi rendre son pays plus apte à mener la guerre économique qui l'oppose à la Chine, son rival depuis l'éclatement du bloc soviétique. Désormais, l'opinion s'interroge. S'agit-il d'une ambition dévoilée ou d'un coup de bluff ? À l'examen, l'histoire des États-Unis révèle la constance d'une pensée impérialiste. C'est, à l'origine, une contradiction dans la mesure où la république américaine a vu le jour en s'affranchissant de la domination britannique, avant de défendre les vertus de l'isolationnisme. Or, depuis 1783, elle n'a cessé d'étendre ses frontières.

Appétits aiguisés

Expansion territoriale et croissance économique ont marché de concert. La dynamique mêle agressivité et esprit messianique, soif d'entreprendre et opportunisme : c'est la « destinée manifeste » du peuple américain, expression apparue en 1845 et qu'utilise souvent Trump pour souligner la mission civilisationnelle qui incomberait à ses compatriotes, par-delà les frontières. Moins d'un siècle après leur indépendance, les États-Unis ne ressemblent déjà plus en rien aux treize colonies insurgées et atteignent une dimension continentale. Aux dépens des tribus amérindiennes, des puissances européennes ou de leur voisin mexicain, ils acquièrent, par la guerre ou la diplomatie, le territoire de la Louisiane en 1803, la Floride en 1819, le Texas, l'Oregon en 1846 puis la Californie et le sud-ouest des Rocheuses en 1848. Puis, l'horizon s'élargit. En 1867, la Russie leur cède l'Alaska. En 1959, l'archipel d'Hawaii devient le cinquantième État de l'Union. Pour des raisons stratégiques, les États-Unis disposent aussi des territoires associés, comme Porto Rico, Guam, les Mariannes du Nord et les îles Vierges américaines.

Faut-il croire alors à un regain d'appétit ? Sans doute pas. En politique étrangère, les Américains restent accaparés par



La voie de son maître C'est de manière peu discrète que Donald Trump Junior s'est rendu en visite, le 7 janvier dernier, à Nuuk, la capitale du Groenland, au moment où son père réitérait son intérêt pour la région.

EMIL STACH/AP/SIPA

leurs intérêts commerciaux. En businessman expérimenté, Trump reste dans le rapport de force et cherche surtout à contenir l'expansion du marché chinois dans les Amériques. Ses déclarations relèvent, sans doute, de l'intimidation pour tenter d'obtenir des concessions. Porté au pouvoir grâce au soutien de grands entrepreneurs, il a fait campagne sur le thème du retour de la politique du bâton et en a profité pour régler ses comptes, notamment avec Justin Trudeau, Premier ministre démissionnaire canadien. Annexer le Canada ? Un beau projet, a-t-il assuré, compte tenu de la communauté d'intérêts qui unissent les deux pays, dont les frontières ne sont pas naturelles. Acquérir le Groenland ? Voilà plus d'un siècle que les États-Unis lorgnent ce territoire. Quant au canal de Panama, les Américains n'ont-ils pas œuvré à l'achèvement du percement de l'isthme ? N'en ont-ils pas eu, jadis, le contrôle avant de le rétrocéder, à dater des traités de 1979, au gouvernement panaméen ? Pour l'heure, les sorties de Trump s'apparentent à la promesse d'un bras de fer commercial. En témoigne, de manière symbolique, la signature d'un décret rebaptisant le golfe du Mexique en « golfe d'Amérique »… **FARID AMEUR**

Le mot du mois de

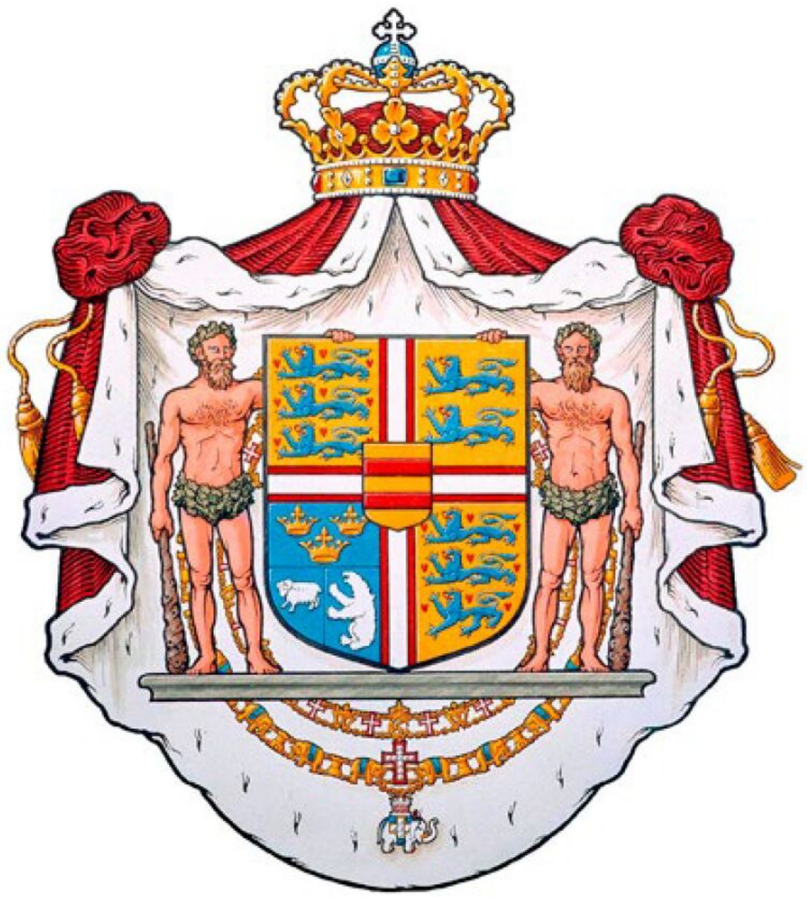
Virginie Girod

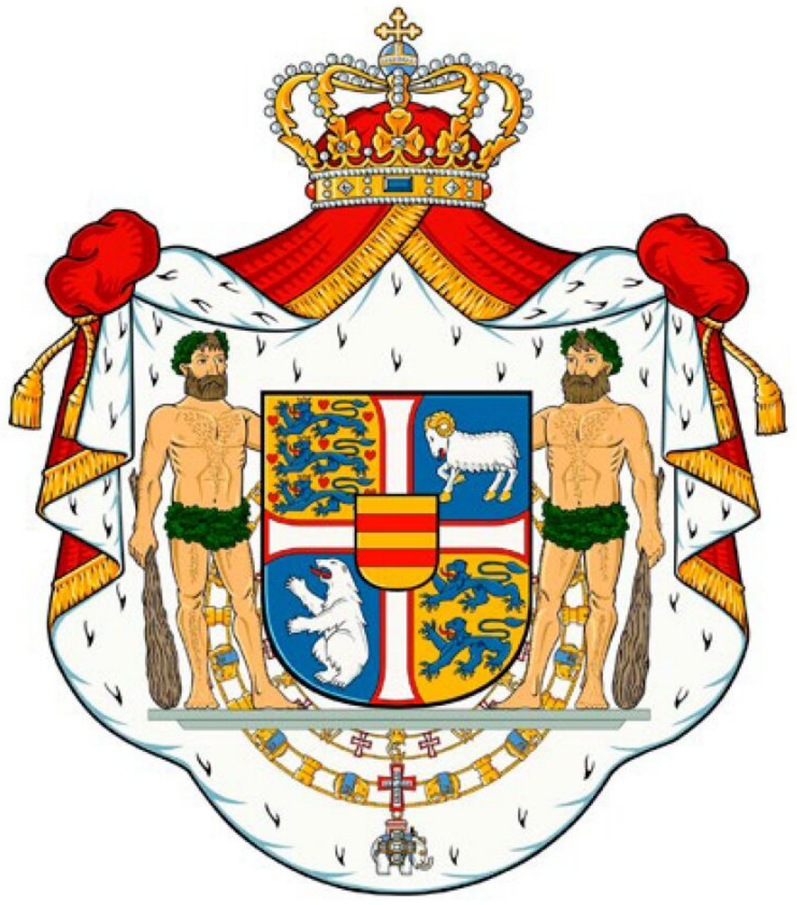
Fransaskois

« Eh, la blonde, je lui ai fait la barbe au hockey à ton chum. Dis-lui d'arrêter de chiquer la guenille ! » Cette phrase vous fait froncer les sourcils ? Pourtant, elle est écrite dans un français correct, moins imprégné d'expressions étrangères que le nôtre. Un « Fransaskois » n'aurait aucun problème à la comprendre… Non, vous ne perdez pas votre latin, un Fransaskois est un habitant francophone de la province canadienne de la Saskatchewan, un îlot de francophonie dans un territoire à majorité anglophone, en plein cœur du Canada. La langue des immigrés français, du XVIIIe siècle jusqu'au début du XXe siècle, y a conservé ses idiomatismes [ce qui relève des singularités propres à une langue, ndlr] désuets. Ne parlez pas de renard à un habitant de Prince-Albert, désignez-lui plutôt le « goupil » que vous apercevez. Louis VI le Gros (1108-1137) n'aurait d'ailleurs pas désigné cette bête autrement. L'histoire de la langue fransaskoise commence sous Louis XIV, lors de la colonisation française de la région pour le commerce des fourrures. La défaite de la guerre de Sept Ans (1756-1763) oblige Louis XV a renoncer à ces territoires au profit des Anglais, qui s'installent et imposent leur langue. Cependant, lorsque le gouvernement canadien se constitue en 1867, le bilinguisme de la région est reconnu. Mais les anglophones n'ont eu de cesse de s'attaquer à l'enseignement de la langue de Molière dans l'espoir de l'interdire. Les Fransaskois, attachés à leur identité, se sont battus pour conserver leur idiome. En 1979, ces irréductibles francophones s'attribuent même un drapeau.
Je ne sais pas si la phrase qui signifie « Eh, jeune femme, j'ai battu ton amoureux au hockey. Dis-lui d'arrêter de ronchonner » vous sera bien utile, mais je vous conseille d'être discret car, à en croire Aya Nakamura, chantre de la langue française en mouvement, « la pookie est dans l'sas » !

Le Danemark brandit les armes !

Groenland. Trump menace, le Danemark riposte aussitôt…





Snob, l'héraldique ? Ringarde ? Plus du tout… et nous devons le retour en grâce de ce passe-temps monarchique aux rodomontades d'un républicain, Donald Trump en l'occurrence. Depuis 2019, ce dernier ne cesse de marteler son intérêt pour le Groenland, pays constitutif du Danemark – à savoir qu'il dispose de son propre gouvernement et d'une capitale, Nuuk, tout en maintenant avec Copenhague des liens, dans le domaine régalien notamment.

Une manière courtoise de réaffirmer ses droits

Les États-Unis lorgnent de longue date ce vaste espace sous-peuplé (56 000 habitants éparpillés sur l'équivalent de quatre fois la France), devenu un eldorado métallifère et un joyau géostratégique ; en 1949, déjà, Truman proposait d'acheter le Groenland, demande poliment déclinée par Copenhague. Aujourd'hui, l'affaire inquiète les Danois, alertés par un coup de fil lunaire passé fin janvier par Trump à la Première ministre et qualifié, par son entourage, d'« horrible ».

Pour réaffirmer sa souveraineté sur la « terre verte » (*grœnn land*), le roi du Danemark, Frederik X, monté sur le trône il y a à peine plus d'un an, s'est tourné vers l'art ancestral du blason. Le souverain a pris la décision, rare, de modifier les armoiries du pays – à la fois armes personnelles mais aussi symboles de l'État. Les « lions léopardés d'azur » laissent désormais une plus grande place à l'ours polaire (symbole du Groenland) et au bélier des Féroé. Par cette mesure, le Danemark réaffirme poliment ses droits sur le territoire groenlandais. Un épisode qui rappelle que « l'héraldique, ça sert d'abord à faire la guerre », pour paraphraser le géographe Yves Lacoste.

Comment les États-Unis prendront-ils la chose, on l'ignore. Mais ce combat par armes (courtoises) interposées s'annonce long, s'il se cantonne (!) dans le champ héraldique. Un exemple récent en témoigne : en 1992, la jeune République de Macédoine, issue de l'éclatement de la Yougoslavie, prend pour drapeau le « soleil de Vergina », un emblème solaire ornant la tombe de Philippe II, le père d'Alexandre le Grand. Acte considéré comme hostile par Athènes, qui y a vu la preuve des ambitions territoriales de Skopje sur le nord de la Grèce, qui porte aussi le nom de Macédoine. L'accord de Prespa, en 2018, a soldé cette interminable querelle et a interdit à la Macédoine du Nord l'usage du « soleil de Vergina », exclusivement réservé à la Grèce.

La France à l'assaut du Nouveau Monde ?

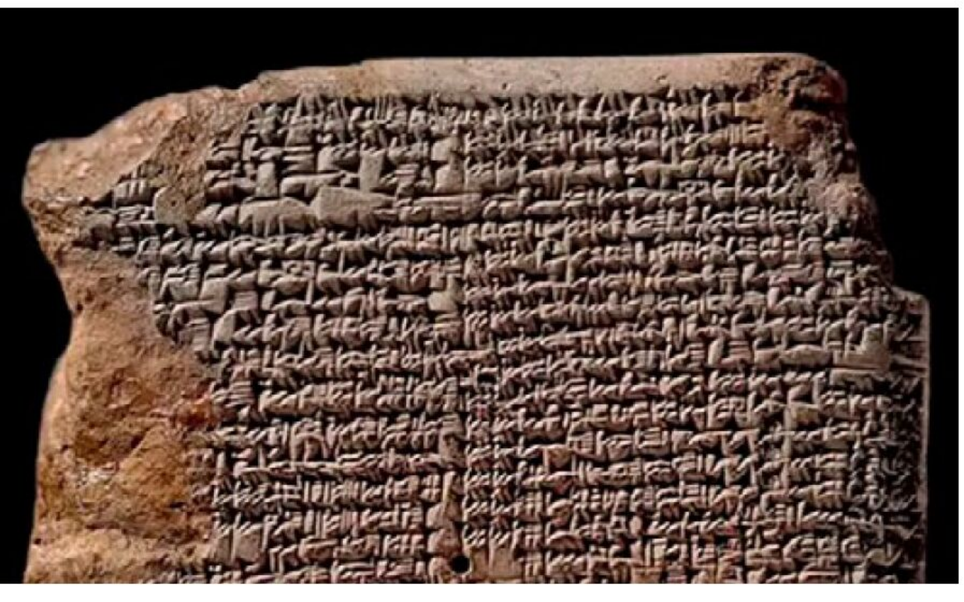
Le roi anglais Édouard III, en 1337, orne ses armes des fleurs de lis, affirmant ainsi sa légitimité à régner sur la France. Les souverains conserveront cet écu jusqu'en 1802, date à laquelle ils abandonneront leurs prétentions. Paris fera-t-il entendre, à son tour, des ambitions territoriales, appuyées sur l'héraldique, dans la zone arctique : et pourquoi ne pas exciper des armoiries québécoises, frappées de la fleur de lis, pour réclamer un retour dans cette zone ? H

PAUL-RENÉ BRODARD

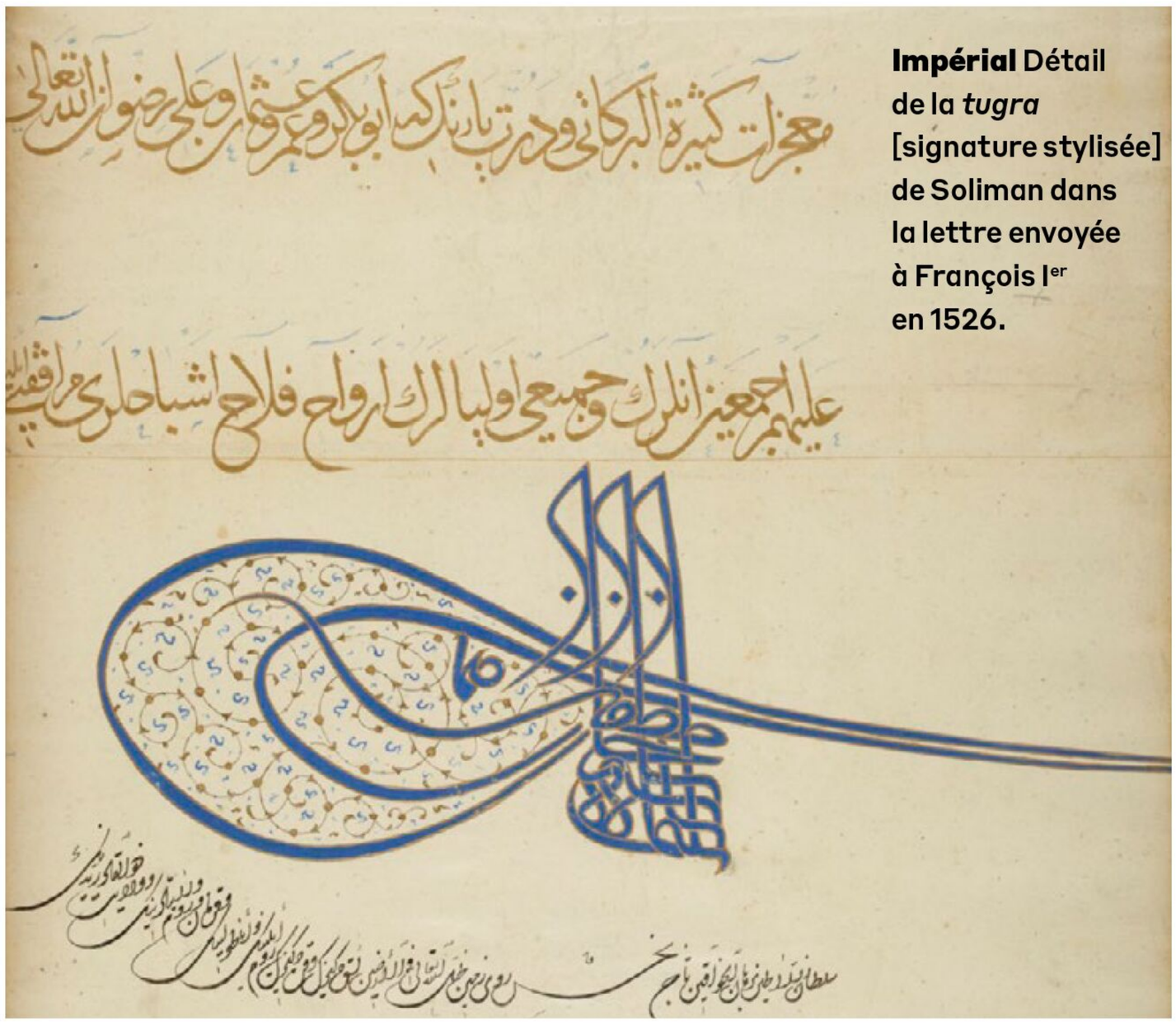
Griffes dehors
L'ours et le bélier, respectivement symboles du Groenland et des Féroé, naguère cantonnés dans un quartier des armoiries danoises (à g.), tiennent désormais une place de choix dans les nouvelles armoiries (à dr.).

Clair de Lune à Babylone

Cunéiforme. Parmi les 130 000 tablettes d'argile mésopotamiennes couvertes d'écriture cunéiforme, conservées au British Museum depuis le XIXe siècle, seule une petite partie a été déchiffrée. Quatre écrites en babylonien, qui proviendraient de l'antique Sipar (Irak actuel), et datant de 1900 à 1600 avant notre ère, ont été récemment décryptées. Les chercheurs ont découvert qu'elles contiennent la plus ancienne mention connue à ce jour de présages liés à des éclipses de Lune. Pour les Babyloniens, celles-ci sont porteuses, selon leur durée et leur date, d'informations plus ou moins funestes.
Dans tous les cas, il semble qu'une éclipse de Lune ou de Soleil annonce souvent la mort du roi. Raison pour laquelle les souverains exigeaient que leurs conseillers ne cessent d'observer le ciel – miroir de la terre, d'après les croyances babyloniennes. De quoi regarder l'astre lunaire d'un autre œil, lors de sa prochaine éclipse totale, le 14 mars… ✠ VÉRONIQUE DUMAS



THE TRUSTEES OF THE BRITISH MUSEUM



Impérial Détail de la *tugra* [signature stylisée] de Soliman dans la lettre envoyée à François Ier en 1526.

BNF

Une signature qui vaut de l'or

Parmi les trésors disponibles dans Gallica, bibliothèque numérique de la BnF et de ses partenaires, se trouve une *tugra* impériale. Dix ans après Marignan, le roi de France est fait prisonnier par les armées de Charles Quint à Pavie, le 24 février 1525. La duchesse d'Angoulême, sa mère, devenue régente, adresse à Soliman le Magnifique une lettre lui demandant de s'engager aux côtés du roi de France contre Charles Quint. Ce n'est que fin janvier 1526 que la réponse parvient en France. Dans cette missive, le sultan se dit prêt à s'engager aux côtés de François Ier.
Il exprime également à l'égard du souverain français son empathie et tente de le réconforter. Cette lettre est aussi un chef-d'œuvre de calligraphie. Sur le long rouleau de papier mesurant plus d'un 1,6 m, les copistes du palais de Topkapi ont calligraphié, dans différents styles d'écriture, la réponse de Soliman. Après des versets en lettres d'or appelant les bénédictions sur le sultan, un copiste, dont c'était la fonction, a apposé la *tugra*, signature officielle du sultan. Réalisée au moyen de métaux et minéraux précieux, l'or et le lapis-lazuli, elle est tracée selon une calligraphie stylisée qui reprend le nom, le lignage et la titulature du sultan. Il s'agit de la première des lettres adressées par le sultan au roi de France. Elle témoigne du début des échanges entre la France et l'Empire ottoman, dont les répercussions commerciales et culturelles furent nombreuses. Elle souligne aussi le fait que les relations diplomatiques peuvent, parfois, devenir des relations d'amitié. ✠ LAURENT HÉRICHER, CHEF DU SERVICE DES MANUSCRITS ORIENTAUX À LA BNF.

La Préhistoire, un jeu d'enfants !

Recherches. **Les archéologues prêtent, avec succès, de plus en plus d'attention aux traces révélant les jeux des plus jeunes au Paléolithique supérieur…**

Les enfants devaient être nombreux dans les campements du Paléolithique supérieur, mais leurs traces sont fugaces. S'ils s'initiaient sans doute à la taille de la pierre, on peut aussi supposer qu'ils aimaient s'amuser. Mais que reste-t-il de leurs jeux? Les empreintes de pas découvertes dans plusieurs grottes pyrénéennes donnent à penser que des enfants, parfois très jeunes, et même des bébés, accompagnaient les adultes dans les grottes. De petites mains négatives réalisées au pochoir attestent qu'ils pouvaient intervenir dans la décoration des parois. Et la largeur de certains tracés digitaux révèle qu'ils ont été réalisés par des enfants. Dans la grotte de Rouffignac par exemple, ceux exécutés par des bambins âgés de 2 à 5 ans se trouvent sur un plafond qui leur était inaccessible, à moins qu'ils n'aient été soulevés par des adultes. D'autres, en revanche, courent le long des parois et pourraient avoir été réalisés sans y penser, ou par jeu.

La partie profonde de la galerie Méroc, dans la grotte de Fontanet (Ariège), a été fréquentée il y a quelque 16 800 ans par un groupe d'adultes et d'enfants qui y ont laissé des traces de mains, de genoux et de pieds. Tout y évoque une aire de jeux: la petitesse de certaines empreintes, leur aspect révélant une position statique sous des espaces bas de plafond, le damage de l'une des plages, résultant d'un piétinement intensif, et la présence d'empreintes de doigts associées à des traces de prélèvement de matière sur la paroi… ainsi que des boulettes d'argile collées au plafond.

Oh, les boulettes !

Dans la Salle des mystères de la grotte de Bàsura (Ligurie), des tracés digitaux et les empreintes de pas de trois enfants accompagnés de deux adultes, vieux de 14 000 ans, étaient aussi associés à des dizaines de boulettes d'argile projetées sur la paroi, dont certaines ont glissé sur le sol. Par ailleurs, des statuettes humaines et animales en ivoire provenant de Brassempouy (Landes), de Brno II (Moravie) ou de la tombe d'un enfant inhumé il y a 26 000 ans à Sungir (Russie) étaient peut-être des jouets ou des poupées.

© GRIFFITH UNIVERSITY/DR

Plus convaincantes encore, les statuettes modelées dans le lœss il y a 25 000 ans à Dolní Vēstonice et Pavlov (Moravie). D'après la dimension des empreintes digitales et des traces d'ongle observées sur 48 fragments de lœss de Pavlov, les dernières personnes à les avoir touchés avant la cuisson étaient des femmes, des enfants et des adolescents. H

SOPHIE DE BEAUNE

Joujou **Les archéologues s'interrogent sur l'usage d'objets remontant au Paléolithique, comme cette figurine, retrouvée dans la grotte d'Isturitz (64), interprétée par certains comme un jouet.**

Ascenseurs : plus dure sera la chute, ou pas…

Technique. Dans les années à venir, 300 000 systèmes d'alarme d'ascenseurs vont être changés et mis à jour en France, avec migration vers la 4 G et la 5 G. La sécurisation de ce mode de transport vertical a fait d'énormes progrès depuis les « chaises volantes » installées à Versailles sous le règne de Louis XV. Il faut attendre 1854 pour que l'inventeur américain Elisha Otis mette au point le premier dispositif de sécurité. Lors de l'Exposition universelle de New York, il fit une spectaculaire démonstration de son efficacité. Juché sur une plateforme élévatrice, il demanda à son assistant de couper la corde qui la retenait, avant que le mécanisme de parachute à ressort de son invention immobilise le tout. Cette invention est mise en service, pour la première fois, trois ans plus tard à New York dans un magasin de porcelaine et verrerie françaises haut de cinq étages. Le début d'une ascension sans frein ! H **V. D.**

ARCHIVES NATIONALES

Les Remarquables

ENTRÉE GRATUITE

1429 JEANNE D'ARC

LE PREMIER PORTRAIT

5 MARS | 19 MAI 2025

ARCHIVES NATIONALES
60 rue des Francs-Bourgeois
75003 Paris
M 1 Hôtel de ville 11 Rambuteau

Du lundi au vendredi de 10 h à 17 h 30
Samedi et dimanche de 14 h à 17 h30 (de 14h à 19h à partir du 26 mars)
Fermeture le mardi et le 1er mai

www.archives-nationales.culture.gouv.fr

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté
Égalité
Fraternité

Les femmes vikings en pleine lumière

Télévision. Le 6 mars, France 5 diffuse un documentaire inédit sur les femmes vikings. Une enquête de Thomas Cirotteau et Éric Pincas, sous le conseil scientifique de l'archéologue suédoise Kristina Ekero Eriksson et de la médiéviste Lucie Malbos.

Lucie Malbos
Historienne française, spécialiste de l'histoire de la Scandinavie durant le haut Moyen Âge, elle a notamment publié *Le Monde viking* (Tallandier, 2022) et *Les Peuples du Nord* (Belin, 2024).

HISTORIA – Quelles raisons vous ont poussé à participer à ce documentaire mettant en lumière les femmes vikings, d'un point de vue historique et archéologique?

Lucie Malbos – C'est une thématique sur laquelle je travaille depuis longtemps. J'ai publié, chez Tallandier, *Le Monde viking, portraits de femmes et d'hommes de l'ancienne Scandinavie*, sur la place des femmes dans les sociétés scandinaves. Ensuite, j'ai déjà participé à plusieurs documentaires télévisés ou radiophoniques sur les Vikings, mais de façon limitée. La perspective de suivre ce projet dans son intégralité me plaisait. Enfin, j'avais déjà eu l'occasion de travailler avec Éric Pincas, coscénariste du film, et cela me paraissait logique de renouveler notre collaboration.

En quoi a consisté votre rôle de conseillère historique?

Nous avons travaillé en binôme avec l'archéologue suédoise Kristina Ekero Eriksson. Nous devions nous assurer qu'il n'y ait pas d'erreurs historiques ou de contresens. Nous avons relu les différentes versions du script, fait des suggestions pour ajouter ou compléter certaines informations. Nous apparaissons aussi dans le documentaire, en tant que fil rouge, pour expliquer certains points. Avec Kristina, nous sommes complémentaires: elle est archéologue et moi historienne – deux disciplines essentielles pour étudier les femmes vikings. Il était également pertinent de combiner son point de vue suédois et sa connaissance du sujet «de l'intérieur» avec ma vision plus «extérieure» de cette page de l'Histoire. Par ma formation française, j'ai aussi un bagage historiographique différent de celui de Kristina.

Pourquoi ces femmes vikings, à de rares exceptions, ont-elles été invisibilisées durant plus de mille ans?

L'historien est dépendant des sources écrites ou archéologiques. Son travail est donc orienté en fonction des informations qu'il trouve. Or, les femmes vikings sont moins présentes, en premier lieu dans les textes: elles n'ont peu, voire pas laissé de traces écrites. Dans les récits rédigés par des hommes, la parole et les actes des femmes sont moins visibles. Je pense par exemple aux sagas islandaises des XIIIe et XIVe siècles: on y raconte les exploits des ancêtres vikings et notamment les raids qu'ils ont menés. Même si certaines femmes ont participé à ces incursions étrangères, il s'agissait d'une activité plutôt masculine. Quant aux tombes retrouvées, elles sont, là encore, majoritairement masculines. D'autant plus que, longtemps, des raccourcis ont été faits: si la sépulture ne renfermait pas d'objets considérés comme étant des marqueurs féminins, la tombe était interprétée comme étant celle d'un homme.

Qu'apporte ce film, par rapport à l'historiographie existante?

Il essaie de reconsidérer le rôle des femmes vikings à la lumière de récentes découvertes. Le point de départ du documentaire est la mise au jour de plusieurs sépultures dans l'est de l'Islande, dont l'une est celle d'une femme. Plusieurs objets ont été retrouvés à l'intérieur: des broches, des perles formant un collier, une paire de ciseaux,

> «Non, toutes les femmes vikings n'étaient pas de grandes blondes aux yeux bleus»

À la ferme Les femmes vikings vivaient au cœur de sociétés agropastorales (reconstitution d'une maison longue en tourbe et en bois au nord de Reykjavik).

2024, LITTLE BIG STORY-FRANCE TELEVISIONS/SP

2024, LITTLE BIG STORY-FRANCE TELEVISIONS/SP

un petit couteau ainsi qu'une tige métallique – probablement une clé. Même si le corps de la défunte a disparu, cet ensemble d'indices laisse supposer qu'il s'agit d'une tombe féminine. Ce qui a marqué les archéologues est que seule cette tombe n'avait pas été perturbée, alors que les autres ont été recouvertes de détritus. Quel était donc le statut de la défunte? Pourquoi était-elle plus respectée que les hommes enterrés à côté d'elle? Les chercheurs essaient de déterminer l'origine de cette femme, d'en savoir plus sur son entourage et son activité.

Quelles sont les autres thématiques développées?
En premier lieu, l'activité quotidienne des femmes à la ferme. Mais aussi la «diaspora viking» et son implantation en Islande, au Groenland ou à Terre-Neuve, ainsi que le brassage de populations qui en découle. Non, toutes les femmes vikings n'étaient pas de grandes blondes aux yeux bleus! Autre sujet abordé: le statut des femmes de pouvoir et notamment celui des prêtresses. Le film se termine avec la fin des temps vikings et la place des femmes dans la conversion au christianisme.

État d'âme Comme Estrid, l'une des premières converties au XIe s. (ci-dessus son squelette étudié par l'archéologue Lars Andersson), les femmes furent un relais dans la transmission du christianisme.

2024 LITTLE BIG STORY - ASSASSIN'S CREED VALHALLA - ASSASSIN'S CREED TM &©UBISOFT ENTERTAINMENT, ALL RIGHTS RESERVED

Des images de jeux vidéo de la société Ubisoft sont utilisées ici. Quel regard portez-vous sur ce mode de traitement de l'Histoire?
C'est un outil intéressant en tant que porte d'entrée pour accrocher l'intérêt d'un public qui n'est spontanément pas très ouvert au visionnage d'un documentaire historique. Ces images mettent en scène trois femmes fictives, qui incarnent la diversité des destins féminins d'alors.

Ce film est diffusé en France et dans les pays scandinaves. Les Français ont encore beaucoup à apprendre sur le sujet, mais les Scandinaves?
Ils ont moins de choses à apprendre que nous, car c'est leur histoire. Certains jalons de la période viking font partie des programmes scolaires. Mais l'intérêt de ce documentaire, qui n'est pas fait par des Scandinaves, est d'apporter un regard détaché des débats identitaires ou nationalistes. **H PROPOS RECUEILLIS PAR ÉLISE NEYRET**

Vikings, la saga des femmes, documentaire de Thomas Cirotteau, production Little Big Story (90 min). Le 6 mars sur France 5.

Cyrano de Bergerac, héros indémodable de la scène française

Théâtre. **Bien qu'à l'opposé des valeurs de notre époque, l'homme au grand nez séduit toujours autant le public.**

MATTHIEU GERBAUD/SP

Et à la fin de l'envoi, je touche ! Le comédien Édouard Baer incarne le personnage de Cyrano sur les planches du théâtre Antoine, à Paris, jusqu'au 27 avril 2025.

«Mon Panache.» Sur la scène du théâtre Antoine, à l'ombre d'un arbre de toile, Édouard Baer, le visage épuisé, laisse échapper son ultime réplique dans un souffle d'agonie. Le rideau tombe sur la vie de son personnage. Les applaudissements crépitent. La mécanique de *Cyrano de Bergerac*, chef-d'œuvre d'Edmond Rostand, a une nouvelle fois opéré. Pendant environ deux heures, de la fameuse tirade du nez aux aveux poignants du héros brisé, le comédien et ses partenaires ont enchaîné les morceaux de bravoure ; les courbes sinueuses de sentiments contradictoires ont cédé le pas à la ligne droite, implacable, de la tragédie. Et les producteurs, visiblement, ne craignent pas de lasser le public : en un peu plus d'un an, cette mise en scène de Cyrano est la troisième de premier plan à Paris – les deux autres ayant été proposées à la Comédie-Française, avec, dans le rôle-titre, Laurent Lafitte puis Nicolas Chupin et, au théâtre Montparnasse, avec Arnaud Tsamère. Des versions très différentes, bien sûr, parmi lesquelles chacun peut avoir sa préférence, mais toutes portées par un même souffle : celui des vers truculents et poétiques d'Edmond Rostand.

Mais pourquoi Cyrano a-t-il autant le vent en poupe ? À première vue, ce personnage baroque, excessif, épris d'honneur, désintéressé et capable de faire jaillir la beauté de l'échec paraît éloigné des valeurs promues par notre époque, obsédée par les cadres normatifs, le culte de l'efficacité et la réussite à tout prix. Mais ce contraste n'est-il pas justement une piste à suivre ? Les bravades du bretteur blessé incarnent peut-être une réaction salutaire… « La pièce renvoie à un complexe adolescent familier – cette sensation d'être moche et d'être rejeté – et propose une réponse », suggère Emmanuel Daumas, metteur en scène de la version jouée pendant plus d'un an à la Comédie-Française. « Face au règne des influenceurs, aux injonctions à une pseudo-assurance, à un pseudo-contrôle sur tout, à une pseudo-beauté qu'on nous impose, Cyrano interpelle. »

Un rire baroque et libérateur

Autre piste évoquée par le metteur en scène : un rapprochement possible entre l'atmosphère de notre époque et celle de la création de la pièce, en 1897. « Les décennies qui ont suivi la guerre de 1870 ont été marquées par les craintes et les tensions. Il y a alors eu un appel à l'esthétique baroque, décomplexée et apolitique, une envie de joie en apparence dérisoire et pourtant pleine de sens », rappelle-t-il.

Mais le « moment Cyrano », peut-être aussi encouragé par le succès, depuis 2016, d'*Edmond*, d'Alexis Michalik, pièce sur la genèse de l'œuvre, ne s'arrête pas là. L'auteur du XVII^e^ siècle qui a inspiré le personnage de Rostand, est lui aussi de retour dans l'actualité culturelle – plus précisément, de la recherche littéraire : les éditions Classiques Garnier viennent de publier *L'Art de persuader*, pièce anonyme dont le manuscrit a été retrouvé par hasard en 2021 et attribuée depuis à Cyrano de Bergerac. « Le texte fait beaucoup de références à une période très dure, la guerre de Trente Ans, explique Guy Fontaine, l'un de ses redécouvreurs. Mais il va au-delà et propose un rire libérateur, typique de l'époque baroque. Cette réaction correspond bien à un besoin aujourd'hui ! » **PIERRE-LOUIS LENSEL**

Les trois productions mentionnées sont des mises en scène d'Anne Kessler (théâtre Antoine, jusqu'au 27 avril 2025), d'Emmanuel Daumas (Comédie-Française) et d'Alain Sachs (théâtre Montparnasse).

L'Œuvre d'Orient
depuis 1856

Chrétiens d'Orient

Les crises se multiplient, avec vous nos forces aussi.

Création graphique JD COMMUNICATION - 06 25 57 48 24 Image retravaillée © Hopening

label DON en CONFIANCE

ENVOYEZ **VOS DONS**

En ligne sur **www.oeuvre-orient.fr** ou par chèque à l'ordre de L'Œuvre d'Orient, 20 rue du Regard 75006 Paris

(code : 25PHIS)

MAHJ, DON DE GILBERT SCHIL/SP

Cinq Centimes

ERNEST VAUGHAN

L'AURORE

Littéraire, Artistique, Sociale

ERNEST VAUGHAN

J'Accuse...!

LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Par ÉMILE ZOLA

LETTRE
A M. FÉLIX FAURE
Président de la République

MAHJ/PARIS, ADAGP, 2025/SP

Combat **En s'adressant publiquement à Félix Faure, Zola devient l'un des plus ardents défenseurs du militaire.** Photo de Dreyfus, alors lieutenant (v. 1890) et Zola par Ernest Pignon-Ernest (1995).

Dreyfus, c'est enfin son « affaire » !

Expo. **Le musée d'art et d'histoire du Judaïsme, à Paris, entend réviser l'image d'un Dreyfus effacé et spectateur de son histoire. Pour saluer la détermination d'un combattant de la vérité.**

Le 12 juillet prochain marquera les quatre-vingt-dix ans de la mort d'Alfred Dreyfus (1859-1935). En amont de cet « anniversaire », le musée qui conserve le principal fonds relatif à sa famille et à l'Affaire accueillera, dès la mi-mars, une exposition dédiée à ce jeune et brillant officier juif injustement accusé d'espionnage en 1894. Chronologique, courant de son enfance alsacienne à sa réhabilitation, elle s'attachera à replacer les événements dans le contexte de la Belle Époque: prospérité – profitant surtout aux classes aisées –, instabilité politique, antisémitisme virulent… Pour enrichir l'approche du sujet, ses commissaires ont suivi deux axes. Première ambition: remettre Dreyfus au centre du propos. « À chaque fois que l'on parle de l'Affaire, il en est quasiment absent; ce n'est pas lui le personnage principal », estime l'historien Philippe Oriol.

Pas un sujet de débat mais une vérité historique et juridique

« On a même développé l'image – que l'on retrouve en écho chez Charles Péguy, Hannah Arendt, Léon Blum et dans de nombreux livres – d'un être insignifiant, falot, qui n'aurait rien compris… » Les raisons de cette vision erronée? « Dreyfus n'a ni un charisme fantastique, ni une voix forte: ce n'est pas Jaurès à la tribune! Mais, surtout, c'est un scientifique qui ne mise que sur la raison, refuse l'émotion, et entend parvenir à démontrer son innocence sans les artifices attendus lors d'un procès ». Le principal intéressé sera donc le narrateur du parcours. Celui-ci fera entendre concrètement sa voix, enregistrée en 1912, (et audible sur Gallica, dans le fonds des archives de la Parole); il s'exprimera aussi à travers ses écrits, via un dispositif de citations sur les murs. Le visiteur (re)découvrira, ainsi, un Dreyfus « actif mais pudique, introverti, qui n'aime pas se donner en spectacle » et d'éloquents témoignages de son esprit de résistance, comme ces cahiers qu'il couvrait d'équations, traductions ou dessins géométriques sur l'île du Diable, pour s'occuper l'esprit et éviter la folie. Second parti pris de l'exposition: « Nous l'avons centrée sur la question du judaïsme et de l'antisémitisme. Avec la volonté de montrer comment les grandes figures juives se sont positionnées par rapport à l'Affaire. » Des personnalités comme Bernard Lazare, Joseph Reinach ou les frères Natanson feront l'objet de focus et l'ensemble rappellera utilement un fait: l'innocence de Dreyfus, toujours en butte aux polémiques et théories complotistes, n'est pas un sujet de débat, mais une vérité historique et juridique. Affaire classée. **STÉPHANIE GATIGNOL**

Alfred Dreyfus. Vérité et justice
musée d'art et d'histoire du Judaïsme, Paris (3e), du 13 mars au 31 août
01 53 01 86 53
www.mahj.org

CHÂTEAU DE VERSAILLES

L'autre Versailles

150 ans au cœur de la République

Ouverture exceptionnelle de la salle du Congrès

Tous les weekends,
à partir du 15 février 2025

Réservez vos billets sur chateauversailles.fr

LA RÉPUBLIQUE À VERSAILLES 1875 . 2025

© Château de Versailles / S. Giles

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté
Égalité
Fraternité

En partenariat avec ASSEMBLÉE NATIONALE SÉNAT

En partenariat media avec Le Parisien HISTORIA LCP ASSEMBLÉE NATIONALE SNCF GARES & CONNEXIONS

Carmen, un public à l'amour rebelle

Il y a cent cinquante ans, la salle illustre de l'Opéra-Comique, à Paris, levait son grand rideau sur le chef-d'œuvre ultime de Georges Bizet : *Carmen*. Pour seulement un demi-succès de scandale – bien éloigné du triomphe posthume du plus populaire de tous les opéras. PAR FRANCK FERRAND

Mercredi 3 mars 1875. Pour le jeune maestro Georges Bizet, 36 ans, la journée promet d'être celle d'une consécration pour le moins attendue. Après qu'on lui aura remis, en fin de matinée, la croix de chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur, il doit recevoir presque tout ce que la musique française compte de sommités: Gounod, Massenet, Offenbach… Puis il prendra le chemin de l'Opéra-Comique, pour y assister à la première de son nouveau drame lyrique, *Carmen*, adapté de la longue nouvelle de Prosper Mérimée. Tout le monde, à l'époque, ne parle que du palais Garnier, inauguré le 5 janvier précédent; mais ce n'est pas dans ce temple tout frais de l'art lyrique que doit être donnée l'œuvre nouvelle de M. Bizet; on va la découvrir bel et bien dans le cadre un peu plus classique, nettement plus familial, de la salle Favart. Sans trop oser l'avouer autour de lui, Georges est confiant dans les mérites de son nouvel opus; il y a travaillé jour et nuit, et pense avoir produit une œuvre à la fois novatrice et forte, inattendue mais populaire. Précisons que le terme «opéra-comique» est trompeur pour les non-initiés: l'action de *Carmen*, dramatique et sombre, tire sur le tragique, notamment dans son dernier acte. Par «opéra-comique», on désigne simplement, à l'époque, un ouvrage dont les airs et les chœurs sont entrecoupés de parties parlées – plus tard, celles-ci seront du reste remplacées par des récitatifs signés d'Ernest Guiraud.

Fougue inouïe et exotisme

Donc, malgré le trac qui monte à mesure que l'on s'approche du lever de rideau, le compositeur se laisse gagner par une excitation pleine de fierté. Certes, le directeur de la salle a trouvé sa musique «cochinchinoise et totalement incompréhensible»; mais pour le moment, Georges en sourirait plutôt. Nul doute que son travail saura séduire une salle à ce point choisie. Il s'en est convaincu: dès les pre- •••

WWW.BRIDGEMANART.COM

Crime passionnel Don José, humilié, s'apprête à poignarder Carmen qui va retrouver le toréador Escamillo (acte IV). Coll. Bertarelli.

••• mières mesures, l'auditoire va être conquis par la fougue inouïe, par l'exotisme intense, par l'audace inédite de sa *Carmen*. De Georges Bizet, on peut dire qu'il est né dans la musique : son père, ancien perruquier reconverti en professeur de chant, sa mère pianiste, son oncle, ancien ténor à l'Opéra-Comique justement, devenu un pédagogue des arts scéniques à la renommée mondiale, l'ont fait boire dès le berceau à la coupe lyrique. Rien d'étonnant à ce qu'il soit entré au Conservatoire de Paris dès l'âge de 9 ans ; il en avait tout juste 15 lorsqu'il a reçu ses premiers cours de composition de Fromental Halévy, maître de Charles Gounod et lui-même auteur de nombreux opéras dont un immense succès, *La Juive*. Pur produit d'un creuset musical parisien à son apogée, Georges Bizet a composé sa première symphonie à 17 ans, et à 19 une cantate, *Clovis et Clotilde*, qui lui a valu le grand prix de Rome en composition et s'est soldée par trois années d'un séjour idyllique à la villa Médicis…

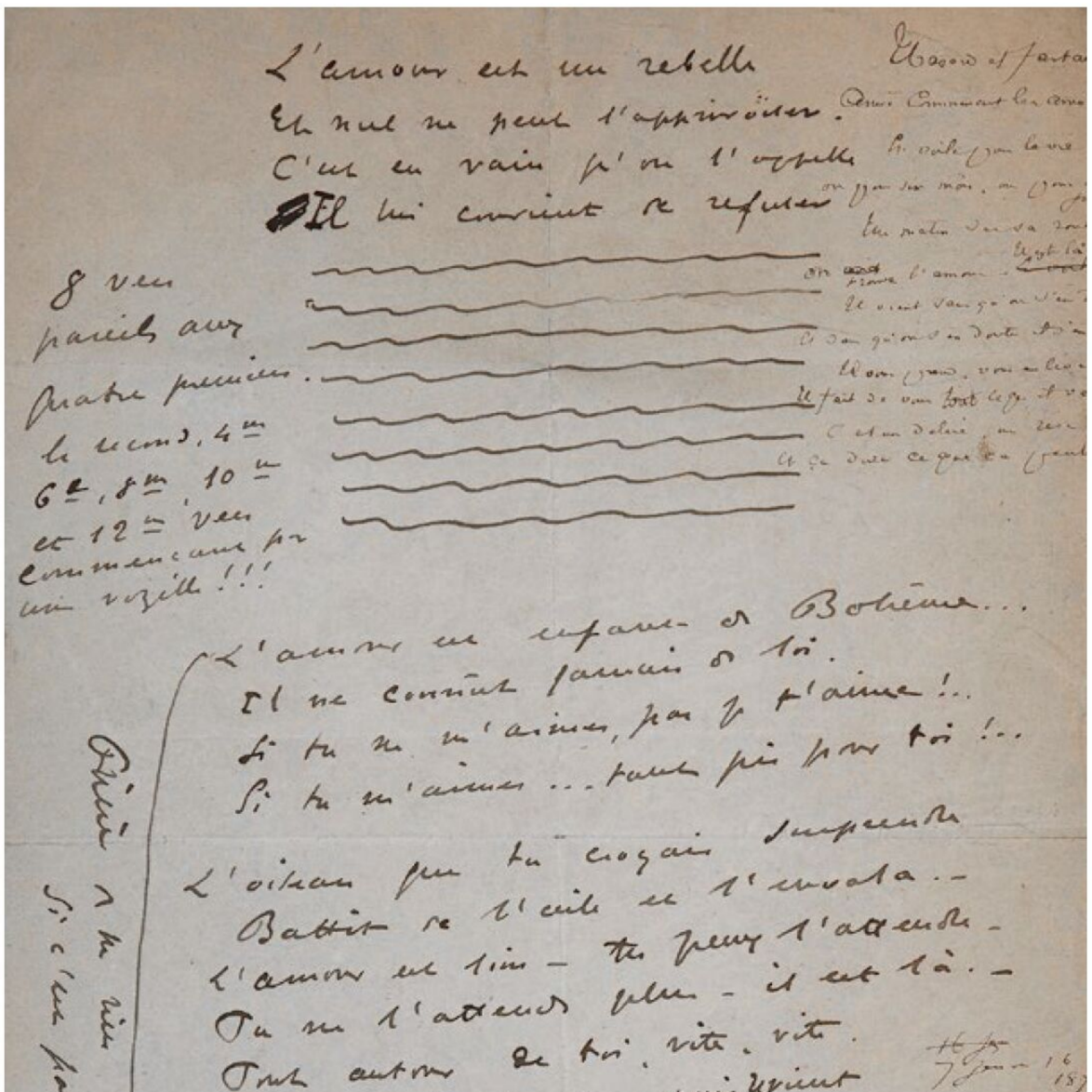
Une modernité qui déroute…

Cette précocité d'évidence ne s'accompagne pourtant pas de brillants succès : après des applaudissements gentils pour *Les Pêcheurs de perles*, en 1863, ni *La Jolie Fille de Perth*, en 1867, ni *Djamileh*, en 1873, ni même la musique de scène de *l'Arlésienne* de Daudet ne trouveront leur public. Le jeune maître Bizet serait-il trop à la pointe des goûts musicaux de son temps pour se faire apprécier d'un public parisien que sa modernité déroute ? Georges fraie dans la bonne société, hante les salles de concert et les fosses d'orchestre ; cela ne veut pas dire qu'il ait trouvé une voie certaine vers le cœur et l'âme de ses contemporains… Très lancé dans le quartier romantique de la Nouvelle Athènes, au pied de la butte Montmartre, Georges Bizet occupe une place de choix dans ce petit monde ultracultivé ; il est marqué, comme tous ses contemporains, par l'espagnolade en vogue et le genre pittoresque andalou, alors très répandu. Dans un riche ouvrage, *Carmen à sa création* (Actes Sud, 2025), Hervé Lacombe consacre un chapitre fourni aux sources de cette inspiration. « *Carmen* montra, écrit-il, s'il en était besoin, que le pittoresque ne relevait pas de la seule tradition de représentation, mais pouvait puiser des ingrédients dans la réalité et la culture visuelle du temps, qui s'étaient considérablement développés depuis le premier romantisme. »

Début 1873, bien décidé à rompre avec la spirale d'échecs qui l'a conduit des demi-succès aux fours les plus achevés, Georges s'est en effet attelé à ce qu'il envisage d'emblée comme l'œuvre de sa vie. C'est lui qui a trouvé et imposé le sujet : l'histoire pittoresque et tragique d'une cigarière de Séville, faisant chuter du droit chemin le brigadier qui a dû l'arrêter à la suite d'une altercation publique, et le conduisant

ADOC-PHOTOS

Flamboyante La mezzo-soprano Célestine Galli-Marié (1837-1905), en tenue de bohémienne, tient le rôle-titre de *Carmen* pour la première de cet opéra en 1875.



BNF

L'empreinte du maestro Georges Bizet a beaucoup écrit pour le théâtre lyrique, sans grand succès de son vivant. Peu après sa mort, son chef-d'œuvre, *Carmen*, a vite trouvé son public. La habanera *L'Amour est un oiseau rebelle* (manuscrit ci-contre), très connu dans le monde entier, n'est pas sans poser de délicates questions quant à son inpiration. Portrait de Georges Bizet par Camillo Miola (XIXe s.). Musées de la ville de Naples.

A. DAGLI ORTI/NPL - DEA PICTURE LIBRARY//BRIDGEMAN IMAGES

au meurtre par sa liberté et ses provocations – une histoire exotique à souhait, pointée et romancée dans les années 1830 par Prosper Mérimée, puis rédigée par lui en 1845 pour la *Revue des Deux Mondes*.

L'un des deux directeurs de la salle Favart s'inquiète que l'on puisse proposer un tel sujet à son public bien-pensant. «Leuven prend connaissance du sujet et s'épouvante», raconte Alain Duault dans son *Dictionnaire amoureux de l'opéra*. «Montrer sur la scène de l'Opéra-Comique, rendez-vous des familles, lieu habituel des entrevues de mariage, l'assassinat de Carmen par son amant, et cela dans un milieu de voleurs, de bohémiens, de cigarières, c'est impossible, c'est impensable». Chance inouïe pour Bizet: l'autre directeur de la salle, Camille du Locle, vient à racheter les parts de son associé Adolphe de Leuven; or, lui n'est pas défavorable au sujet sulfureux de *Carmen*. Pendant près d'un an et demi, Georges s'épuise donc à faire naître une œuvre telle qu'il aurait aimé en applaudir, sans jamais en trouver la trace: quelque chose de libre, d'exaltant, de constamment contrasté.

Impression de déséquilibre

Pour travailler à loisir, loin des sollicitations parisiennes, son épouse Geneviève l'a convaincu de louer une très jolie demeure entourée d'un beau jardin, à Bougival, alors en Seine-et-Oise, en surplomb du val de Seine. C'est un endroit comme l'époque les aime, déjà prisé de ces peintres en plein air que l'on qualifiera bientôt d'impressionnistes. Mais plus il avance dans son ouvrage, plus Georges se montre irritable. Il est vrai que Geneviève est difficile à vivre, par ailleurs; les scènes de ménage sont fréquentes; le couple se sépare même pendant trois mois... Lorsque commencent les répétitions, en septembre 1874, la mauvaise humeur des interprètes vient confirmer à Georges Bizet que le fruit de son labeur est déroutant, même pour des professionnels. Certains musiciens de l'orchestre déclarent la partition «impossible à exécuter»; les choristes, quant à eux, refusent de se déplacer sur scène, comme le leur intiment les indications scéniques... Disons-le: les librettistes ne sont pas allés non plus dans le sens des conventions. Certes, ils se sont montrés d'une fidélité scrupuleuse à l'œuvre de Mérimée, jusque dans les détails de la tenue de l'héroïne, par exemple. Concession aux codes de l'Opéra-Comique, ils ont tout de même ajouté le personnage angélique de •••

••• Micaëla, fiancée de Don José, et celui, coruscant, du torero Escamillo de Grenade ; mais au lieu de gommer ce que la nouvelle, déjà vieille de trente ans à l'époque, pouvait présenter de déplaisant pour l'image de la Femme – l'auteur s'y était vengé d'un gros déboire amoureux –, Henri Meilhac et Ludovic Halévy n'auront eu de cesse d'accentuer au contraire cet aspect rétrograde. Leur prose est par ailleurs affétée, ce qui crée par endroits, avec la musique de Bizet, un étrange décalage. Structurellement, leur construction en quatre actes est relativement inhabituelle, et d'autant plus que les grands airs – ceux qui feront la gloire de *Carmen* – se trouvent concentrés dans les deux premiers. À l'audition, cela peut donner une impression de déséquilibre et de longueur sur la fin – du reste, parmi les premiers spectateurs, nombreux vont être ceux à trouver la représentation interminable.

Plus gênant à nos yeux: pour le morceau emblématique de l'œuvre, la habanera du premier acte, *L'Amour est un oiseau rebelle*, appelé à la plus grande postérité, le compositeur est allé puiser sans vergogne dans un album de mélodies qu'il possédait, *Fleurs d'Espagne*. Cette célébrissime habanera n'est donc en vérité que la reprise de celle imaginée, douze ans plus tôt, par un Basque espagnol installé à Paris, devenu professeur de chant de l'impératrice Eugénie et mort en 1865, Sebastián Iradier.

Une Carmen trop incarnée ?

Sa chanson *El Arreglito* («le petit arrangement») se retrouve dans *Carmen*, presque note pour note, posant à jamais la question des intentions de Bizet: s'agissait-il d'un plagiat délibéré, d'un temporaire emprunt de fortune ou d'une citation de ce que le compositeur français pensait n'être qu'un air populaire anonyme? Paradoxalement, aucun de ces défauts véritables ne sera relevé par les spectateurs de mars 1875 – ce qui ne veut pas dire que *Carmen* leur ait paru exempte de reproches…

Avançons dans la soirée du 3 mars. Déjà le rideau se lève sur le troisième acte, conviant les spectateurs au cœur des montagnes, sur un sentier muletier à la suite de contrebandiers… Carmen, après l'exposition brillante du premier acte et les variations endiablées du deuxième, apparaît dans une tenue plus exotique encore, en jupe faite de châles croisés, une veste et un petit chapeau de toréador. La chanteuse qui tient le rôle – elle remplace la cantatrice initialement nommée – est une mezzo de 35 ans, entrée douze ans plus tôt à l'Opéra-Comique, Célestine Galli-Marié. Loin de se cantonner au chant, cette interprète de taille modeste aux mines enjôleuses est passionnée par l'art théâtral. Elle ne se contente pas de jouer Carmen, elle l'incarne. Trop peut-être, aux yeux des plus conventionnels…

En tout cas, de scène en scène, d'air en air, il apparaît clairement que l'œuvre ne convainc pas l'assistance. Le manque de répétitions, la direction peut-être brouillonne d'Adolphe Deloffre, le défaut de motivation de l'orchestre et la gêne perceptible de plusieurs interprètes, le peu d'espace laissé aux choristes et aux figurants par des décors envahissants, tout cela contribue au flottement que l'on ressent. Mais ce n'est rien, à côté de la réprobation d'une partie du public pour des thématiques jugées déplacées, de l'exaspération d'une autre partie devant la longueur des deux derniers actes. «La musique raffinée, originale pour les canons de l'époque et dramatique de Bizet gêna moins les esprits conservateurs que l'immoralité du livret et le jeu de Galli-Marié», note Hervé Lacombe. On tousse, on siffle, on soupire ; nombreux sont ceux qui font grincer les portes à ressort bien avant la fin du spectacle… Jamais, dans ses pires cauchemars, Georges n'aurait imaginé pareil accueil. Il attendait la consécration et ne rencontre qu'une forme assez vénéneuse de rejet.

La presse du lendemain éreinte les librettistes autant, sinon davantage, que le malheureux compositeur. Un critique dénonce «la honte d'un pareil sujet, lequel depuis deux siècles n'avait jamais déshonoré une scène destinée aux plaisirs délicats et aux divertissements de bonne compagnie»; un autre s'insurge: «Une fois que l'on s'est engagé dans l'égout social, on est forcé de descendre encore, c'est toujours plus bas qu'on choisit ses modèles». Il faut aller chercher *Le Charivari* – un quotidien illustré ouvert aux idées avancées – pour trouver un avis positif sur *Carmen*: «Décors, costumes, tout est d'une pittoresque réalité qui ne ressemble guère aux Espagnes bourgeoises et bébêtes que l'Opéra-Comique d'autrefois exhibait candidement». Ce n'est pas le réalisme pittoresque de son œuvre que Georges Bizet s'attendait à entendre louer, mais sa beauté, son originalité, sa cohérence, sa puissance…

> “On tousse, on siffle, on soupire ; nombreux sont ceux qui font grincer les portes bien avant la fin du spectacle”

Surmené par les dernières semaines, intensément déçu par ce nouvel échec, le jeune maestro tombe malade. Une sévère angine le fait souffrir quelques jours après la représentation fatidique ;

NPL/OPALE.PHOTO

Scénographie haute en couleur L'acte II de *Carmen* se déroule dans la taverne de l'aubergiste Lillas Pastia à Séville. Le peintre et décorateur de théâtre Émile Bertin (1878-1957) a reconstitué le décor d'origine de la première à l'Opéra-Comique, en 1875.

son épouse le convainc sans peine de quitter la capitale pour leur «maison des champs», à Bougival. Au contact de la nature, Georges feint de retrouver de la sérénité ; il affecte une indifférence d'esprit fort à l'égard de l'incurie du public parisien – mais dans son entourage, cela ne trompe personne. Avec Élie Miriam Delaborde, un ami compositeur, il décide même, le 29 mai, de tenter une baignade dans la Seine. Idée de potache… L'eau se révèle glaciale, Georges est affaibli ; il subit dans la foulée une subite crise rhumatismale, suivie d'une attaque cardiaque. Le médecin, appelé dans l'affolement, se montre inquiet ; il prescrit un alitement complet et le plus possible de repos – mais une seconde crise survient moins de quarante-huit heures plus tard, terrassant cet homme de 36 ans qui rend son dernier souffle dans la nuit du 2 au 3 juin. Faut-il y voir le cinquième acte, intégralement tragique celui-là, de *Carmen* ? Avec un drôle d'épilogue : Geneviève, la veuve de Georges – future Mme Straus – signera l'année suivante un contrat de mariage avec le fameux Delaborde, contrat qu'elle résiliera en 1878… Georges Bizet n'aura pu connaître, en tout cas, le succès croissant de *Carmen*, lors des quelque 50 représentations qu'on finira par en donner malgré tout.

Des triomphes posthumes

Ainsi sera-t-il mort sans savoir que son chef-d'œuvre, plus ou moins boudé du public parisien, va être acclamé à Bruxelles et à Vienne, en attendant une suite ininterrompue de triomphes planétaires. Témoin de cette adulation sans bornes : dans une lettre à sa protectrice, Mme von Meck, datée des 18-19 juillet 1880, le grand Tchaïkovski confesse avoir joué la veille au piano, dans son intégralité, la *Carmen* de Bizet. «À mon sens, écrit le compositeur, c'est un chef-d'œuvre, c'est-à-dire un des rares ouvrages destinés à refléter au plus fort degré toutes les tendances musicales d'une époque.» Il enchérit après une brassée de louanges : «C'est enchanteur et charmant du début à la fin. Il y a une multitude d'harmonies piquantes, d'effets totalement anormaux, mais cela ne représente jamais un but exclusif.» Huit ans plus tard, en 1888, Nietzsche à son tour ouvrira son livre *Le Cas Wagner* par un éloge de la musique «parfaite» de Bizet – compositeur dont il dira qu'il le rend fécond –, une musique qui, selon lui, «approche avec légèreté, avec souplesse, avec politesse. […] Cette musique est cruelle, raffinée, fataliste», s'enthousiasme le philosophe, «elle demeure quand même populaire».

Tchaïkovski, pour revenir à sa lettre de 1880, l'avait du reste prophétisé : «Je suis persuadé que d'ici une dizaine d'années, *Carmen* sera [l'opéra] le plus populaire du monde.» Ajoutant cette réserve d'une lucidité troublante : «Mais nul n'est prophète en son pays. *Carmen* n'a pas eu de véritable succès à Paris. Bizet est mort peu après sa création, encore jeune et en plein épanouissement de ses forces et de sa santé. Qui sait si ce n'est pas cet échec qui a eu un tel effet sur lui ?» Qui sait, cher Piotr Illitch… Qui saura jamais ?

À l'heure française
En charge des mandats libanais et syriens dès les années 1920, la France gère une partie du Proche et du Moyen-Orient, posant les fondations de relations qui ont survécu aux indépendances. Vue de l'esplanade du Grand Sérail et de la tour de l'Horloge (Beyrouth), 22 novembre 1919.

CC-BY-4.0 - MUSÉE DÉPARTEMENTAL ALBERT KAHN

Dossier

La France et le Moyen-Orient depuis 1945

Israël, Liban, Iran, Syrie

Présente dans la région depuis le Moyen Âge, la France tente d'y jouer un rôle pour préserver ses intérêts, parfois, résoudre les conflits, souvent, et dénoncer, toujours, les iniquités. Équation difficile, complexe, mais qui évite un reproche : celui de l'indifférence.

« Conjuguer puissance française et rêve d'Orient »

Héritières de relations nées il y a près de mille ans, les IVe et Ve Républiques doivent gérer les indépendances et les conflits entre nouveaux acteurs. Désireuse de jouer un rôle dans cette région stratégique, la France reste cependant d'un poids moindre que les États-Unis et peine à proposer des solutions. ENTRETIEN AVEC FRÉDÉRIC ENCEL

HISTORIA – À quand remontent les premiers liens de la France avec le Proche et le Moyen-Orient?

Frédéric Encel – Dès le XIe siècle, l'État royal français participe à la première croisade (1095). Un certain nombre de chrétiens vivant encore aujourd'hui au Moyen-Orient sont des descendants des rares croisés qui s'y sont installés tout au long des XIIe et XIIIe siècles. Puis, au début du XVIe siècle, François Ier tisse sa célèbre alliance avec l'Empire ottoman de Soliman le Magnifique. Le roi de France est alors le seul souverain à s'allier aux Ottomans, les ennemis religieux et idéologiques de la chrétienté… Plus tard, Napoléon Ier brise le pouvoir vieux de six siècles des Mamelouks qui, eux-mêmes, avaient défait les croisés et les Mongols. Quant à Napoléon III, il nourrit une vision très arabo-musulmane de ce que doit devenir la puissance française outre-mer. À ses yeux, l'Orient commence par l'Algérie, à laquelle il consacre beaucoup de temps et d'énergie. Il y accroît la présence administrative, sociale et militaire de la France à tel point qu'il caresse l'idée d'un royaume franco-arabe. Dès 1860, Napoléon III envoie des troupes au Levant et instaure une politique visant à protéger les chrétiens, notamment face aux Druzes… Enfin, la IIIe République va s'inscrire dans la continuité de ce rêve d'Orient. Des efforts diplomatiques sont menés avec la Sublime Porte; et, en 1919, lors du traité de Versailles, Clemenceau obtient un mandat français sur le Levant, en Syrie et au Liban.

JEAN-LUC BERTINI/FIGARO PHOTO

> « De Gaulle met en place une politique destinée à redonner un poids diplomatique à la position française »

Le récent renversement du régime de Bachar al-Assad et l'émotion qui s'est emparée des Syriens réfugiés en France rappellent combien les deux pays ont entretenu des relations étroites, notamment dans les années 1920, avec l'établissement du mandat français en Syrie et au Liban. Quelle est la spécificité de ce mandat?

De manière très prosaïque, la IIIe République joue sur la protection multiséculaire des chrétiens d'Orient pour maintenir une base militaire dans une région majoritairement chrétienne, avec les maronites libanais, côté Levant occidental. La France considère que ces derniers seront toujours francophones et francophiles. Cette base doit alors permettre à la France de rayonner dans toute la Méditerranée orientale, voire de menacer les intérêts pétroliers soviétiques à Bakou dans le Caucase. Côté syrien, la France a tenté de diviser la région en quatre États, entre Druzes, Alaouites et musulmans sunnites d'Alep et de Damas. Cela s'est soldé par un échec total.

Que reste-t-il aujourd'hui de ces relations entre la France et la Syrie?

La Syrie proclame son indépendance le 17 avril 1946. Depuis, les différents régimes syriens se sont succédé dans la violence. Y compris celui de Hafez al-Assad en 1970. Ces régimes ont toujours pointé un doigt vengeur sur la France. Les Druzes se sont révoltés dans les années 1920, derrière le pacha Al-Atrach parce qu'ils dénonçaient les violences des Français, ce qui n'est pas faux; les Alaouites ont nourri le même ressentiment ; les musulmans ont

CC-BY-4.0 - MUSÉE DÉPARTEMENTAL ALBERT KAHN

Sur les rangs Entre 1920 et 1946, la France administre la Syrie et le Liban. Une vingtaine d'années durant lesquelles Paris y développe son influence économique et culturelle.

Le général Gouraud (casquette rouge) sur la terrasse de sa résidence à Beyrouth, le 31 décembre 1919.

considéré, à juste titre, que les Français avaient privilégié les chrétiens… or, les musulmans sont majoritaires ; enfin, la cession par la France à la Turquie, le 23 juin 1939, du *sandjak* [ancienne division administrative ottomane] d'Alexandrette – une excroissance montagneuse turcophone maritime qui mord sur la Syrie – a été extrêmement mal perçue par les Syriens, qui entretiennent une grande rancœur à l'égard de l'Hexagone.

Depuis quatre-vingts ans, les relations diplomatiques sont en dents de scie. Rappelons que les services secrets syriens se sont unis au Hezbollah et sont soupçonnés d'avoir tué 58 parachutistes français en 1983… L'ambassadeur de France au Liban, Louis Delamare, aurait été assassiné, le 4 septembre 1981, par un commando de miliciens à la solde de services syriens… Le gouvernement français a commis une erreur en 2008, en invitant Bachar al-Assad au défilé du 14 Juillet…

Après la Seconde Guerre mondiale et la création de l'État d'Israël (1948), quel rôle la France entend-elle jouer?

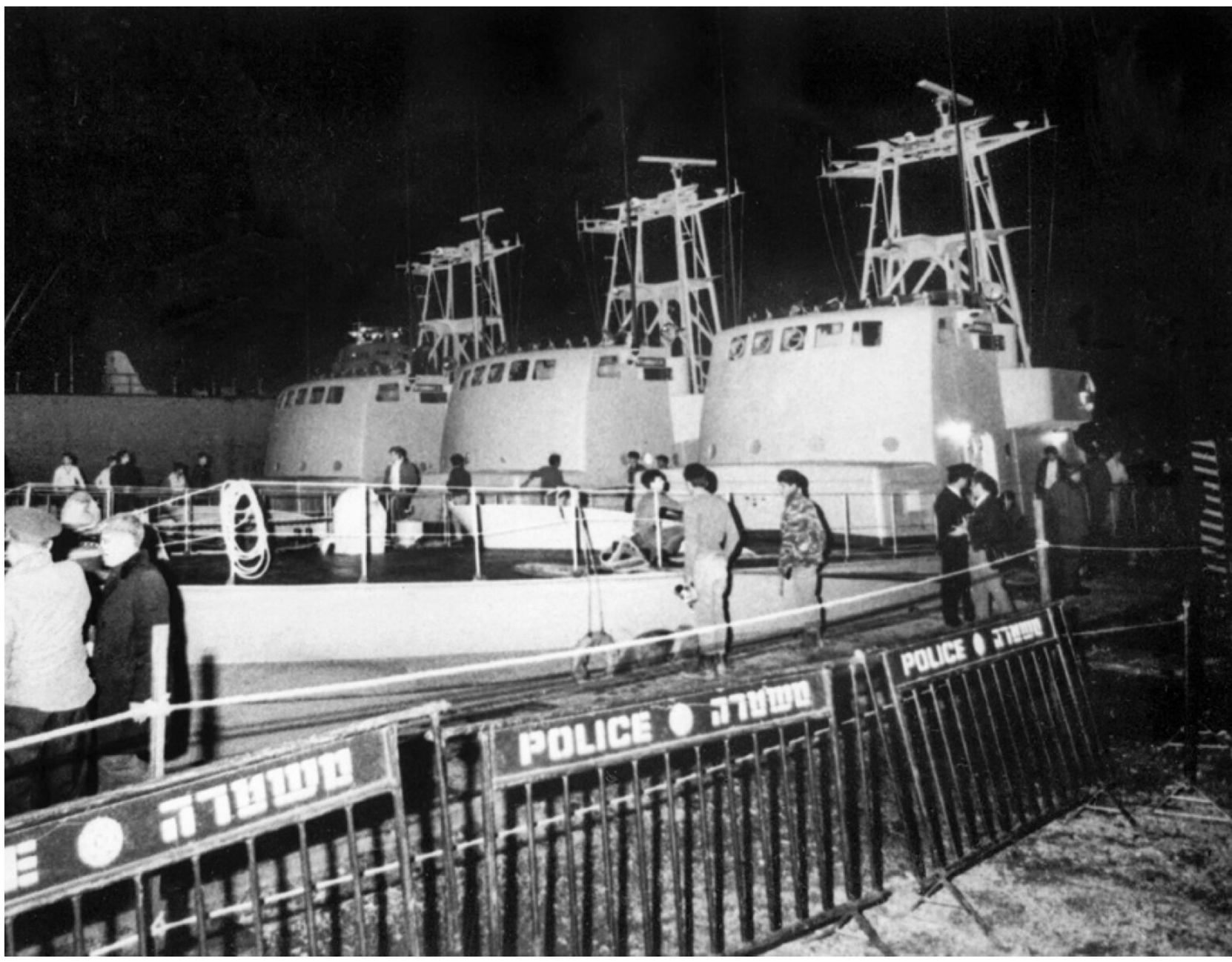
À la fin des années 1940 et dans les années 1950, le défi n'est pas exclusivement proche-oriental : il est arabo-musulman, parce que la France est encore présente en Algérie, au Maroc et en Tunisie. À l'époque, le Quai d'Orsay craint énormément des révoltes d'une partie de ces populations si la France soutient la création de l'État d'Israël. Il y a eu de vifs débats au Quai d'Orsay en 1947, au moment du plan de partage de l'ONU. En octobre 1956, en pleine guerre d'Algérie, éclate la crise de Suez. L'un des moteurs de l'intervention française fut le credo – abusif – selon lequel Nasser soutenait militairement le FLN algérien. La vérité est qu'il n'en avait pas les moyens et qu'il n'existait pas de continuité géographique entre les deux pays. Mais, pour redorer son blason et défendre des intérêts économiques non négligeables, la France a décidé d'agir. Paris passe alors une alliance éphémère avec Israël, qui va avoir une portée considérable, et notamment des incidences nucléaires.

C'est vraiment sous de Gaulle que se met en place une vraie vision de la politique arabe de la France au Proche et au Moyen-Orient. De Gaulle veut faire du pays le «troisième grand», sur les plans démographique, énergétique et militaire. C'est strictement impossible, et il le sait parfaitement. Mais il lui reste le champ diplomatique. En espérant que la décolonisation ne se déroule pas trop mal, qu'il entretienne de bons rapports avec des États naguère dominés •••

••• – la Syrie par exemple –, alors seulement, il pourra espérer obtenir à l'ONU des soutiens aussi importants que les deux grands. De Gaulle a donc tout intérêt à jouer la carte du *soft power* diplomatique.

Des dimensions politique, économique, militaire, religieuse, quelle est, selon vous, celle qui a conditionné le plus les relations entre la France et cette région du monde depuis l'après-guerre?

Sans conteste, la dimension militaro-industrielle s'impose. La France a vendu des armes pour des dizaines de milliards de dollars aux États de la Ligue arabe. De Gaulle a impulsé ce marché; Pompidou a passé un accord mirifique de ventes de Mirage avec Kadhafi; Giscard, bien que davantage tourné vers l'Afrique, a mené une politique pro-arabe qui a entraîné une glaciation des relations avec Israël. Les plus gros contrats de ventes d'armes ont été signés sous Giscard avec l'Irak, par l'intermédiaire de Chirac.



AFP

Voie d'eau En décembre 1969, les Israéliens dérobent cinq vedettes dans le port de Cherbourg et les mènent jusqu'à Haïfa (photo). Payées par Tel-Aviv, elles n'avaient pas été livrées en raison d'un embargo sur l'armement décrété par de Gaulle en 1967.

Quid des échanges culturels?

Au XIXe siècle, les cours européennes, jusqu'à Moscou, furent francophiles et francophones avant que les États arabes ne le devinssent. À partir du milieu du XIXe siècle, les élites du monde arabe, notamment chrétiennes, sont effectivement francophiles et francophones, une manière pour elles de se distinguer socialement. Mais pour des raisons prosaïques, c'est aussi le moyen de pouvoir compter sur une protection française, dans le cas où elles subiraient des exactions de la part de la majorité musulmane et, notamment, de l'Empire ottoman. Au-delà du monde chrétien, un certain nombre de musulmans souhaitant eux aussi faire partie d'une élite apprenaient le français et se disaient proches de la France. Je crois que cette époque est révolue.

Au cours des dernières décennies, quel a été le poids diplomatique de la France au Proche et au Moyen-Orient?

Majeur, mais pas décisif. Majeur dans le sens où, aux côtés des Américains, parfois même avant eux, la France a réussi à s'impliquer dans les processus de négociations. Cela vaut pour le Liban, dans une moindre mesure pour le conflit israélo-palestinien, pour la Syrie, cela vaut aussi pour les affaires irakiennes; la France s'est même bien implantée dans le Golfe, avec une base stratégique très importante aux Émirats arabes unis à partir de 2009.

La France entretient, officiellement, de bons rapports avec Israël et avec l'Autorité palestinienne, ce qui n'est pas négligeable, mais pas décisif dans le sens où je mets quiconque au défi de me donner l'aboutissement d'un processus de paix grâce aux efforts de la France. La signature des accords de Camp David (1978) revient aux États-Unis; la fin de la guerre Iran-Irak (1988) doit beaucoup aux Américains et à l'ex-URSS; la France était absente de l'accord interlibanais de Taëf (1989) destiné à mettre fin à la guerre civile libanaise, des accords d'Oslo israélo-palestiniens (1993) – où elle n'est pas conviée et où l'Europe dispose d'un simple strapontin… Quand le port de Beyrouth explose en 2020, le chef d'État, qui intervient immédiatement, avec des mots très forts, c'est Emmanuel Macron. Mais comment se résout l'affaire du Hezbollah? Pas avec la France… C'est un vrai paradoxe.

Quel président français s'est-il, selon vous, le plus impliqué au Proche et au Moyen-Orient?

Incontestablement, c'est François Mitterrand! Il va rétablir de bonnes relations avec Israël après la prise de distance de Giscard. Dès mars 1982, il se rend à la Knesset alors que Menahem Begin est Premier ministre flanqué de Sharon et de Shamir. Ce n'est pas un trio de colombes! Il y tient alors un discours guère apprécié par les membres du Likoud [qui réunissait alors la droite et le centre, ndlr]. Et, par ailleurs, Begin se garde bien de lui dire qu'il commence à préparer l'opération «Paix en Galilée» – l'invasion du Liban qui débute en juin 1982… Ce qui rendra Mitterrand amer. Ce dernier parle alors de «territoires disputés», et pas «occupés».

Dans la même veine, Mitterrand sauve à deux reprises, en 1982 et en

« Le rôle de la France dans la région reste majeur mais pas décisif. Aucun traité de paix, au Liban ou dans le cadre du conflit israélo-palestinien, n'a été signé – ou même engagé – sous l'égide de Paris »

EMA/MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Coup de crayon
Par le biais du « *soft power* », la France continue d'intervenir, notamment par des actions civilo-militaires, dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement.
Distribution de fournitures scolaires par des éléments français de la Finul au Sud-Liban.

1983, Yasser Arafat de ses ennemis israéliens et syriens au Liban. C'est la flotte de guerre française qui intervient, ce n'est pas rien ! On est alors au zénith du caractère dynamique et réactif de la France dans la région. Mitterrand veut également convoquer une conférence internationale, mais il devra faire face, en pleine guerre froide, à l'hostilité des Américains et des Soviétiques.

De nos jours, la lutte antiterroriste reste au cœur des préoccupations françaises au Proche et au Moyen-Orient. Quant aux islamistes, ils utilisent souvent, comme arme idéologique, les références au passé «croisé» de la France…

Un fanatique sera toujours porté à instrumentaliser les référentiels historiques, géographiques, parfois sociétaux à des fins politiques. Il va créer un schéma complètement manichéen entre lui – au sens collectif et religieux, pour ce qui est des islamistes – et l'Autre, en essayant de faire croire à ses propres partisans que cette lutte n'a jamais cessé, et que l'adversaire désigné a toujours entretenu des visées impérialistes, néocoloniales, islamophobes, et donc que la lutte doit être livrée sans répit ni hésitation.

Avec lequel de ces trois pays, Liban, Israël ou Iran, la France entretient-elle les liens les plus forts ?

Je vais peut-être vous surprendre mais c'est Israël. Tout simplement parce que le volume annuel d'échanges économiques entre les deux pays est considérable. Si l'on parle de relations culturelles et linguistiques, je pense que le Liban doit probablement dépasser Israël. Mais attention, quand on parle du Liban, il y a la réalité «ectoplasmique» de l'État libanais et la force des communautés, notamment chrétiennes, qui maintiennent ce lien avec la France.

Quant à l'Iran, il existe un vieux romantisme français lié à la Perse multiséculaire, un peu à la manière de cette passion française pour l'Égypte ancienne. Ce qui se passe en Iran ne laisse pas les Français indifférents. Du côté iranien, une grande partie de la société conserve encore mille références culturelles et politiques – notamment révolutionnaires – françaises. Même si la France reste l'un des punching-balls favoris de la République islamique d'Iran, derrière le «Grand Satan» américain. **PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC PINCAS**

FRANCE-LIBAN

De l'émancipation à l'entente cordiale

Depuis 1943, date de l'indépendance, les deux nations entretiennent une profonde relation, héritée du mandat français sur le Levant. Paris, forte de ses liens avec les chrétiens maronites, se tient désormais aux côtés de tous les habitants du pays du Cèdre, continuant de leur apporter son aide et de soutenir leur souveraineté. PAR HENRY LAURENS

Lorsque le Liban devient indépendant, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les sentiments envers la France, qui a exercé un mandat de la Société des Nations sur le pays entre 1920 et 1943, sont très différents de ceux que peuvent ressentir d'anciens colonisés vis-à-vis de l'ex-puissance coloniale. D'abord parce que les mandats attribués par la SDN après la Grande Guerre ne constituent pas une forme de domination coloniale à proprement parler. Ils se situent à mi-chemin entre celle-ci et la coopération. La puissance mandataire, suivant la définition de la SDN, doit aider le pays qu'elle occupe à préparer son indépendance. Elle exerce le pouvoir politique, assure le maintien de l'ordre, mais intègre les élites locales à l'administration.

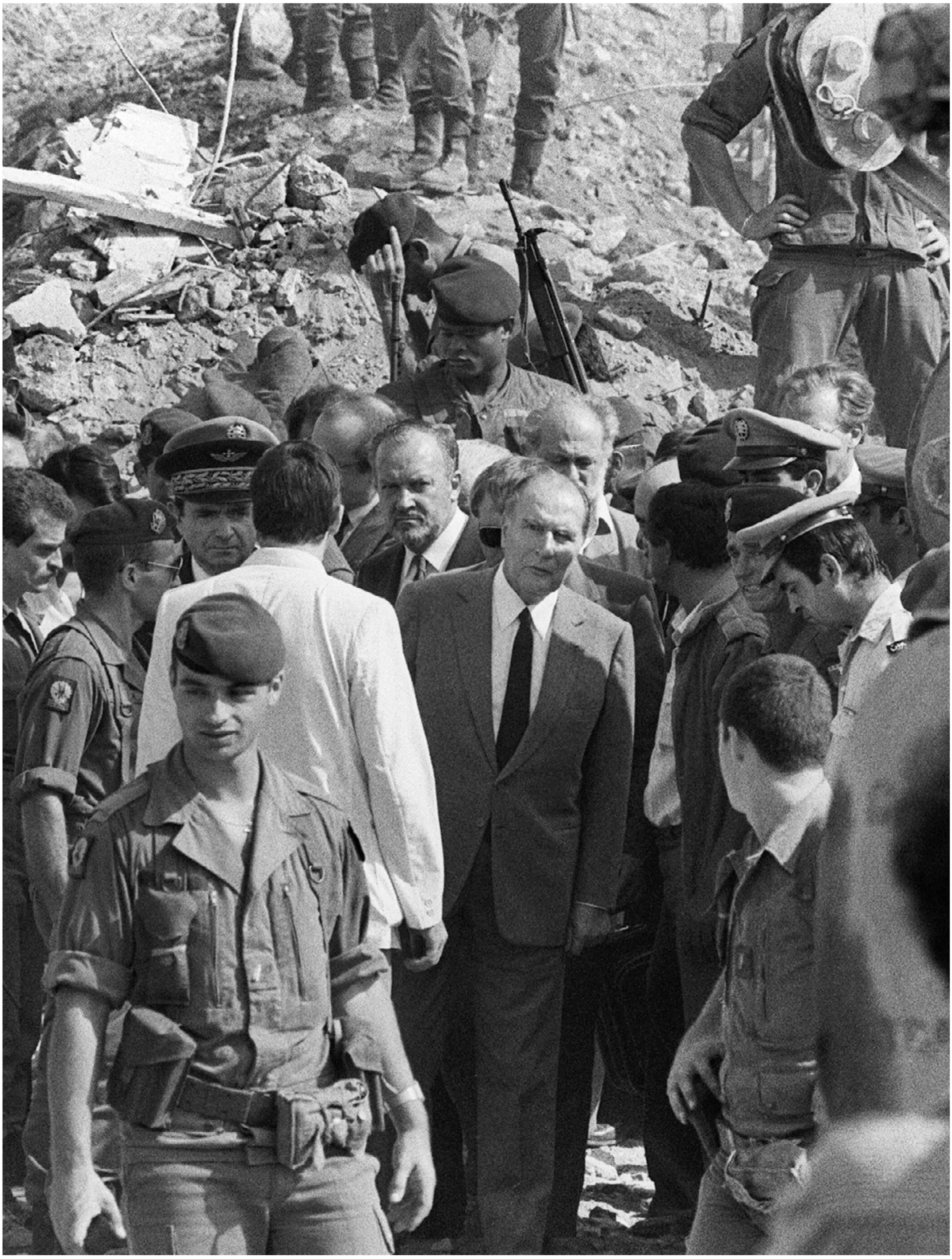
Et l'expérience mandataire au Liban a par ailleurs été beaucoup moins conflictuelle qu'en Syrie, où le mandat français a été marqué par plusieurs révoltes durement réprimées par l'armée française. Cela est dû au fait que, bien avant l'époque du mandat, une relation particulière s'était construite entre la France et le Liban, plus précisément avec la communauté des chrétiens maronites. La tradition la fait remonter aux croisades, durant lesquelles les maronites se sont alliés aux Francs et rattachés à l'Église de Rome, alors que les autres chrétiens du Proche-Orient reconnaissaient pour la plupart l'autorité du patriarche de Constantinople. L'alliance entre la France et l'Empire ottoman, établie sous François Ier, a ensuite favorisé le commerce entre la France et les «échelles du Levant», les ports sous domination ottomane, parmi lesquels ceux de la côte libanaise.

Une place privilégiée, même après l'indépendance

Mais les rapports franco-libanais se cristallisent vraiment à partir de 1860. Cette année-là, dans la montagne libanaise, les maronites sont attaqués par la communauté voisine des Druzes. Pour les protéger, la France envoie alors un corps expéditionnaire, qui effectue une mission principalement humanitaire. Les liens se resserrent fortement. À la fin du XIXe siècle, c'est notamment le cas sur le plan économique: la soie, principale production de la montagne libanaise, est en grande partie exportée vers le marché français, via les «soyeux», les industriels lyonnais. Toutefois, dans le Liban qui devient indépendant en 1945, il n'y a pas que des maronites, mais aussi des Druzes, des chiites, des chrétiens orthodoxes… et des sunnites qui, après les maronites, forment alors la seconde communauté libanaise la plus importante sur le plan démographique. En 1943, sunnites et maronites, via leurs représentants politiques, ont conclu un «Pacte national» qui fonde le Liban moderne sur le principe d'un compromis entre les communautés: tandis que les musulmans, jusqu'alors attachés à l'idée d'une fusion du pays avec la Syrie, acceptent l'existence d'un État libanais indépendant, les chrétiens acceptent de ne plus regarder vers l'Occident, assumant l'identité arabe du Liban.

Après 1945, la France ne continue pas moins d'occuper une place privilégiée. Aussitôt après l'indépendance, ses intérêts économiques demeurent considérables, notamment dans le secteur bancaire. Mais ils se dissolvent •••

Hommage Le 24 octobre 1983, dans Beyrouth ravagée par la guerre civile, Mitterrand se rend sur le site de l'attentat – revendiqué par le Mouvement de la révolution islamique libre – qui vient de frapper les forces françaises, chargées du rétablissement de la paix.



AFP

••• assez vite, car le capitalisme libanais, extrêmement dynamique, absorbe la plupart des entreprises françaises qui étaient restées implantées dans le pays. Toujours est-il que de nombreux entrepreneurs français vont tirer profit du «miracle libanais» des années 1950 et 1960, cette période de très forte croissance durant laquelle le pays du Cèdre est vanté en Occident comme la «Suisse du Moyen-Orient», stable, laborieux et doté d'un puissant secteur bancaire: l'essentiel des capitaux circulant au sein de ce Liban prospère étant constitué par les pétrodollars des pays du Golfe, Beyrouth, première place financière du Proche-Orient, devient pour les intérêts français une porte d'accès privilégiée à ces pétromonarchies en rapide essor.

KEYSTONE-FRANCE

Le relais de la « politique arabe » de la France

Pour la France des Trente Glorieuses, le Liban constitue d'abord un relais majeur de son influence diplomatique dans la région. Dans les années 1950, la IVe République, en s'alliant à Israël, avec lequel elle mène en 1956 l'expédition de Suez, s'aliène la plupart des pays arabes, une hostilité qui se renforce avec l'exacerbation de la guerre d'Algérie. Tous les États arabes rompent alors leurs relations diplomatiques avec la France, sauf le Liban. En échange de quoi les gouvernements français successifs font bien comprendre à Israël qu'il n'a pas intérêt à s'en prendre à son voisin libanais. Lorsque, après les accords d'Évian, le général de Gaulle fait basculer la stratégie française au Proche-Orient, s'éloignant progressivement d'Israël pour engager durablement la France dans ce qu'on a appelé sa «politique arabe», le Liban demeure son premier allié dans la région. Le président français noue d'ailleurs une réelle complicité avec son homologue, le général Chehab, président du Liban entre 1958 et 1964, un militaire francophile que le futur fondateur de la Ve République avait rencontré durant son séjour à Beyrouth, entre 1929 et 1931, au sein de l'état-major des troupes françaises du mandat.

À la faveur de cette entente cordiale sur le plan diplomatique, la France de l'après-guerre consacre de nombreux efforts à maintenir son influence culturelle au Liban, soucieuse d'entretenir la francophonie du pays, cas unique au Proche-Orient. Dans son autre ancien mandat, en Syrie, la pratique du français s'est, en effet, rapidement effondrée, les gouvernements syriens ayant mené dès les débuts de l'indépendance une politique d'arabisation à outrance, en interdisant quasiment les écoles francophones. Rien de tel au Liban, où, après l'indépendance, une grande partie de la population continue de

« Beyrouth-sur-Seine »

De puissantes vagues d'émigration ont marqué l'histoire du Liban dès la fin du XIXe siècle. La France est alors surtout un pays de transit pour les familles qui fuient la misère de la montagne libanaise : la plupart embarquent sur des paquebots dans des ports français pour aller s'installer dans les deux Amériques. Mais certains émigrés libanais, avant tout des chrétiens francophones, se fixent à Paris, Lyon ou encore Marseille, formant une communauté qui se signale dès le début du XXe siècle par sa réussite économique. Cette diaspora libanaise de France connaît une forte inflation durant la guerre civile de 1975-1990 : de nombreux membres des « bonnes familles » libanaises, ainsi que des populations d'origine plus modeste mais très diplômées, en majorité maronites, fuient les troubles pour s'installer notamment dans les beaux quartiers parisiens. On parle dès lors de « Beyrouth-sur-Seine » pour évoquer ces immigrés à l'intégration express, car presque tous francophones, qui deviennent rapidement très influents dans les cercles économiques et politiques français.
Depuis le début du XXIe siècle, l'immigration libanaise en France se poursuit à un rythme moindre, et elle s'est diversifiée, comme le souligne Henry Laurens : « Aujourd'hui, ce sont en majorité des chiites, issus de milieux plutôt populaires, dont beaucoup tiennent des restaurants, qui vont du petit snack de quartier à des établissements haut de gamme. » Cette diaspora, qui se développe depuis plus d'un siècle, est aujourd'hui estimée à environ 200 000 personnes. C. G.

UNCREDITED/AP/SIPA

THIBAULT CAMUS/POOL /AFP

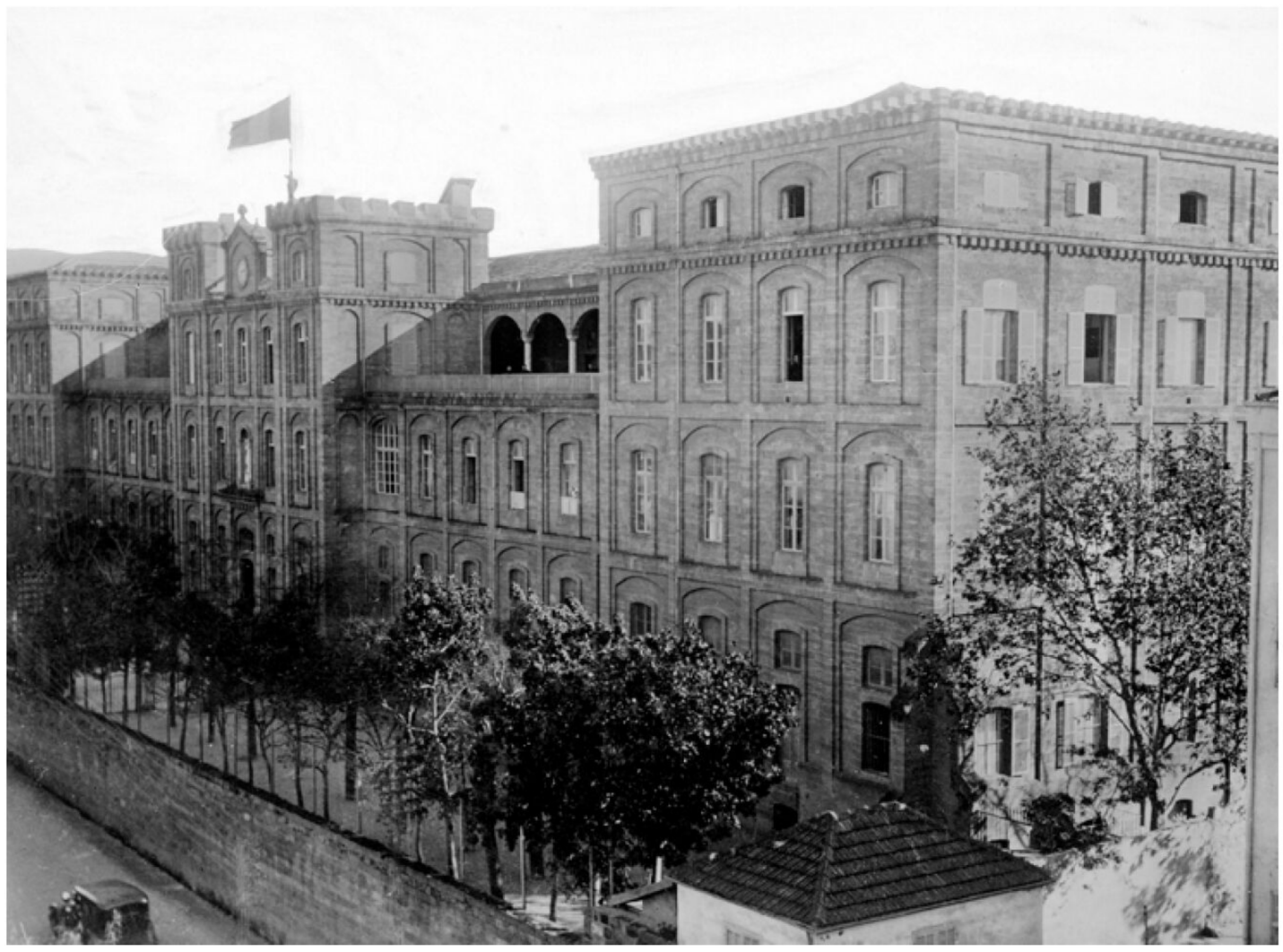
Haute fidélité De Gaulle visite Beyrouth en 1941 ; en 2016, le président Hollande se rend au Liban – notamment auprès de la communauté chrétienne – ébranlé par la guerre en Syrie, suivi d'Emmanuel Macron, en 2020, qui témoigne de sa solidarité après une explosion dans la capitale. Preuves d'un intérêt marqué de la France pour ce pays de cinq millions d'habitants.

parler le français, à commencer par les maronites, ainsi que la quasi-totalité des membres des élites politiques, économiques et intellectuelles, quelle que soit leur confession.

Cela s'explique avant tout par le fait que le français demeure, au lendemain de la guerre, la langue dans laquelle se prodigue l'enseignement secondaire au sein de nombreux établissements *(lire l'encadré p. 42)*, dont beaucoup sont même homologués par l'État français – ils suivent les programmes de l'Hexagone et préparent leurs élèves à deux baccalauréats, le libanais et le français. Pour les Libanais qui font des études supérieures, la prestigieuse université Saint-Joseph de Beyrouth, fondée en 1875 par des missionnaires jésuites, peu après sa grande «rivale», l'université américaine de la ville, dispense elle aussi des cours en français, et délivre des diplômes reconnus en France. Le gouvernement français met par ailleurs rapidement en place des bourses d'excellence permettant à de jeunes Libanais d'étudier dans les universités françaises et, en 1965, l'inauguration de la Maison du Liban, au sein de la Cité internationale universitaire du boulevard Jourdan, à Paris, permet de développer l'accueil des étudiants libanais.

Une défense de la paix et des équilibres sans grand succès

Au cours de ces années 1960, beaucoup des baby-boomers libanais appartiennent à la génération yéyé, même s'ils n'ont pas étudié en France, car les radios libanaises diffusent alors en boucle les chansons de Johnny Hallyday, Sylvie Vartan et consorts. Cette proximité linguistique et culturelle, qui reste vivace aujourd'hui, explique qu'un Français ne soit pas tout à fait considéré comme un étranger au •••



ROGER-VIOLLET

Haut lieu Depuis 1875, l'université Saint-Joseph de Beyrouth regroupe 13 facultés et fait rayonner le savoir en trois langues (français, anglais et arabe).

Francophiles et francophones…

En 2019, selon Campus France, plus de la moitié des élèves libanais fréquentaient des écoles, collèges et lycées où l'enseignement est dispensé en français et en arabe. Parmi eux, 100 000 environ sont inscrits dans des établissements qui suivent les programmes scolaires français – pour la plupart privés, ils sont prisés des milieux privilégiés. Et, dans l'enseignement supérieur, outre l'historique université Saint-Joseph de Beyrouth, près d'un quart des universités libanaises est francophone. Cette caractéristique du système éducatif libanais explique la vitalité de la langue française dans un pays qui, s'il ne compte que l'arabe comme langue officielle, mentionne l'usage du français dans sa constitution. Aujourd'hui, près de la moitié des Libanais parlent le français, et 20 % l'utilisent quotidiennement. Beaucoup le disent pourtant menacé par la progression de l'anglais. « Ce qui est certain, c'est que, depuis le début du XXIe siècle, le trilinguisme français-anglais-arabe se développe au sein des classes moyennes et supérieures, précise Henry Laurens. Mais la francophonie libanaise est loin d'être menacée de disparition : depuis la fin de la guerre civile, elle a par exemple fait beaucoup de progrès au sein de la communauté chiite. » C. G.

••• Liban, pas plus qu'un Libanais en France. À partir des années 1970, en revanche, l'influence politique et diplomatique de la France au Liban s'affaiblit peu à peu, à mesure que s'effrite son rayonnement international. Lorsque la guerre civile libanaise éclate, au printemps 1975, le gouvernement français s'évertue à servir de médiateur entre les communautés, comme il l'avait fait à l'époque du mandat. Mais les efforts de l'ancien Premier ministre Maurice Couve de Murville, envoyé à Beyrouth par le président Giscard d'Estaing avec la mission de faire cesser les combats, restent vains. La France voit, avec impuissance et tristesse, le conflit s'exacerber et s'inscrire dans la durée. Et elle subit sa part de violences. En 1981, l'ambassadeur de France au Liban, Louis Delamare, est assassiné par un commando armé par les services syriens. Deux ans plus tard, toujours à Beyrouth, 58 parachutistes français appartenant à la force de maintien de la paix occidentale déployée à la demande du gouvernement libanais sont tués lors d'un attentat-suicide. Pour fuir le conflit, beaucoup de Libanais, appartenant notamment aux « bonnes familles » de la haute bourgeoisie, choisissent de s'exiler en France, renforçant une communauté aux racines anciennes *(lire l'encadré p. 40)*.

Après la fin de la guerre, en 1990, alors que le Liban est mis sous tutelle par la Syrie, Paris choisit de ménager Damas, y voyant le seul moyen de préserver l'indépendance du pays, ainsi que sa francophonie, si précieuse à ses yeux. Sur ce dernier point, cette stratégie a fonctionné : les Syriens n'ont pas touché au système éducatif et culturel francophone jusqu'à leur départ contraint en 2005, en partie dû à un revirement de la politique française.

Une influence culturelle qui s'ouvre aux arabophones…

Depuis les années 1990, la France a d'ailleurs réorienté sa stratégie d'influence culturelle au Liban, en s'efforçant de l'étendre aux non-chrétiens. La communauté chiite se tourne ainsi de plus en plus vers la culture française, inscrivant ses enfants dans des établissements francophones. Le nouveau chef du Hezbollah, Naïm Qassem, qui a succédé à Hassan Nasrallah, assassiné par l'armée israélienne en septembre 2024, parle ainsi parfaitement français. Et, au sein de la communauté sunnite, longtemps méfiante vis-à-vis de l'ancienne puissance mandataire, les sentiments anti-français ont largement reflué. Jacques Chirac y a contribué de façon décisive, durant sa présidence, en exploitant habilement sa relation intime avec le sunnite Rafiq Hariri (1944-2005), qui était alors Premier ministre du Liban.

Si, faute d'un poids géopolitique suffisant, la France n'a aujourd'hui guère de prise sur le drame libanais en cours, comme l'a montré la vaine intervention d'Emmanuel Macron dans la vie politique locale après les explosions dans le port de Beyrouth en août 2020, les liens culturels entre les deux pays restent ainsi particulièrement forts. **PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLES GIOL**

La tribune d'**Alexandre Najjar***

« Un pays exsangue que la France n'a jamais abandonné »

*** Avocat et écrivain, Grand Prix de la francophonie de l'Académie française. Auteur, notamment, du *Roman de Beyrouth* (2005) et du *Dictionnaire amoureux du Liban*, tous deux parus chez Plon.**

ALEXANDRE ISARD/PARISMATCH/SCOOP

En accueillant le président libanais Charles Hélou à Paris en mai 1965, le général de Gaulle tint à saluer cette « nation indépendante, prospère et cultivée ». Depuis, le Liban a subi quinze années de guerre civile (1975-1990) et de multiples secousses qui ont mis à mal sa souveraineté et son économie. Depuis des siècles, les relations entre la France et le Liban sont à la fois culturelles et politiques. Le volet culturel n'a jamais été négligé par l'Institut français qui, outre son action au sein des lycées libanais, œuvre à la promotion du livre français à travers de nombreuses initiatives, dont le Salon du livre francophone de Beyrouth, transformé depuis peu en Festival du livre. La langue française résiste au Liban grâce au trilinguisme, qui fait que le français et l'anglais cohabitent à côté de l'arabe. Du reste, la littérature libanaise francophone se porte toujours bien, grâce à des auteurs comme Amin Maalouf, Vénus Khoury-Ghata, Charif Majdalani et bien d'autres, publiés en France et largement diffusés au Liban, où il existe des coéditions franco-libanaises permettant la production d'ouvrages à prix modérés afin de surmonter la crise financière qui a laminé le pouvoir d'achat des lecteurs. C'est d'ailleurs à cause de cette crise que la France a financièrement soutenu de nombreux établissements scolaires francophones pour les empêcher de sombrer. Enfin, Beyrouth a accueilli, en 2009, les 6e Jeux de la Francophonie et il convient de rappeler que le quotidien *L'Orient-Le Jour* compte parmi les meilleurs journaux francophones et propose un supplément intitulé *L'Orient littéraire* qui réunit, le premier jeudi de chaque mois, auteurs libanais et français…

Des liens resserrés par les crises

Cette relation privilégiée entre le Liban et la langue de Molière n'est pas une vue de l'esprit, nous l'expérimentons chaque jour : dans nos conversations, à la télévision, où les chaînes françaises sont omniprésentes, à travers les bibliothèques, les restaurants, et même grâce aux panneaux et enseignes, souvent rédigés en français. Mon père était un grand connaisseur de Napoléon et de Guitry, ma mère était passionnée de Camus, et j'ai fréquenté le collège jésuite où Maalouf et le poète Salah Stétié ont fait leurs études. Comment, dès lors, ne pas « apprivoiser » la langue française, que j'ai spontanément choisie comme langue d'écriture ?

Sur le plan politique, l'action de la France s'est manifestée à différents niveaux : au sein de la Finul [force onusienne qui, depuis 1978, maintient la paix le long de la « ligne bleue » séparant le Liban et Israël, ndlr] et à travers le soutien à l'armée libanaise, considérée comme un « ciment » entre les Libanais. Au lendemain de l'assassinat, en 2005, du Premier ministre Hariri, attribué au Hezbollah et au régime syrien, le président Chirac est monté au créneau pour obtenir, avec le concours du président Bush, le retrait des troupes syriennes, qui occupaient le Liban depuis 1978. À l'occasion d'une autre catastrophe, l'explosion du port de Beyrouth (4 août 2020), le président Macron s'est rendu sur les lieux du drame pour apporter son soutien à la population. Mais, malgré l'envoi régulier d'un émissaire chargé de trouver des solutions aux problèmes épineux du Liban, l'action politique française a rarement été déterminante ces dernières années, sans doute à cause de l'hégémonie du Hezbollah qui s'est poursuivie jusqu'à la guerre de 2024, et qui a conduit à la mort du leader du parti et à l'affaiblissement de celui-ci après la chute de son allié syrien.

Aujourd'hui, avec l'élection du général Joseph Aoun à la présidence de la République, après plus de deux ans de vacance, et la nomination de Nawaf Salam à la tête du gouvernement, le Liban se remet à espérer. La France a salué la restauration de l'exécutif et se dit prête à participer à la renaissance d'un pays exsangue qu'elle n'a jamais abandonné. Espérons qu'il redeviendra bientôt cette « nation indépendante, prospère et cultivée » saluée par le général de Gaulle !

HENDLER/SIPA

FRANCE-ISRAËL-LIBAN

Palestine, la France protectrice et impuissante

Paris entend parler à tous les acteurs, au-delà de son soutien traditionnel aux communautés chrétiennes. Mais, dans cette région marquée par les divisions et les enjeux internationaux, son action reste assujettie aux décisions de Washington. PAR DOMINIQUE TRIMBUR

La France s'intéresse à la population arabe de Palestine et, après la création d'Israël, soutient les réfugiés et se positionne comme protectrice des chrétiens d'Orient. Pro-arabe, elle renforce ses liens avec Israël tout en soutenant l'idée d'un État palestinien. Aujourd'hui encore, Paris continue d'aider les réfugiés mais reste impuissant face aux conflits récents. « Puissance musulmane » de par son empire colonial, la France, avant 1948, prend progressivement en compte la population arabe de la Palestine, en lien avec ses intérêts dans les mandats de Syrie et du Liban. Après l'indépendance de ces derniers et la création d'Israël en 1948, cette population revêt une importance plus grande avec la mise en place de camps de réfugiés en Jordanie, en Syrie et au Liban (où arrivent 100 000 personnes) – pays avec lequel la France entretient des liens étroits.

La France s'associe aux secours humanitaires déployés par l'ONU et le Saint-Siège, destinés aux réfugiés palestiniens, agissant dans la continuité de sa tradition de puissance protectrice des chrétiens d'Orient. Elle est majoritai-

Celui qui a dit « non » Lors d'une visite épique dans la vieille ville de Jérusalem, le 22 octobre 1996, le président Chirac s'oppose à un cordon de sécurité israélien passablement agressif. Un geste unanimement célébré par la population arabe de la cité…

rement perçue comme pratiquant une politique pro-arabe, à l'exception de la période 1954-1967, âge d'or des relations franco-israéliennes (crise de Suez, relations militaires et aide française au programme nucléaire israélien). Elle s'aligne sur l'ONU, exigeant le retrait d'Israël des territoires occupés après la guerre des Six-Jours. Reconnaissant l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dès 1974, la France y voit la représentation, légitime et légale, des revendications nationales palestiniennes. Elle s'inquiète toutefois du rôle déstabilisateur que l'OLP peut jouer dans la région, en particulier au Liban, où ses instances s'installent après Septembre noir [la répression par l'armée jordanienne des combattants de l'OLP réfugiés dans le pays (1970), ndlr].

Éviter les blocages

Cette crainte est avérée avec le déclenchement de la guerre civile libanaise (1975), les intrusions en Israël et les attentats anti-israéliens, l'opération « Paix en Galilée » et les massacres des camps de Sabra et Chatila (septembre 1982). La France préside à l'évacuation de l'OLP vers Tunis (septembre 1982), qui doit permettre une stabilisation de la situation. Elle est elle-même victime de l'élargissement du conflit aux factions appuyées par l'Iran (attentat contre l'armée française à Beyrouth, en octobre 1983).

La France soutient l'idée d'un État palestinien, à côté d'Israël, en particulier dans le cadre européen (déclaration de Venise de 1980). Cette option prend plus d'importance avec la première Intifada, à partir de la fin de 1987. La cause palestinienne revient alors à l'agenda international et entraîne des attaques anti-israéliennes à partir du sud du Liban (Hezbollah, soutenu par l'Iran). Le soulèvement durable, la fin de la guerre civile libanaise (accord de Taëf, 1989) et la première guerre du Golfe poussent les parties israélienne et palestinienne à s'engager dans un processus de paix. La France reconnaît l'Autorité palestinienne, son consulat général à Jérusalem devient sa représentation auprès de la nouvelle instance, elle développe dans les territoires des intérêts économiques et culturels, et s'assure là du maintien des privilèges fiscaux accordés aux établissements catholiques d'obédience française. Une affirmation incarnée par la visite fracassante de Jacques Chirac en 1996, très appréciée par les Palestiniens, et son corollaire moins connu, celle de son premier ministre Lionel Jospin (février 2000), chahuté pour avoir qualifié le Hamas d'« organisation terroriste ». La perspective d'un règlement de la question palestinienne devient rapidement caduque. À l'image du traitement qu'elle accorde à Arafat, la France reste attachée à la préservation de l'Autorité palestinienne, même symbolique, comme élément d'un Moyen-Orient renouvelé qui comprenne à terme un État palestinien intégrant les réfugiés, avec Jérusalem comme capitale partagée. Sans reconnaître formellement cet État, elle soutient son adhésion à l'Unesco (2011) et son statut d'État observateur non-membre à l'ONU (2012).

La France est toutefois obligée de constater la division du mouvement palestinien (le Fatah s'opposant au Hamas depuis 2006), le blocage du processus de paix israélo-palestinien avec le développement de la colonisation, et les crises répétées (attaques du Hamas et du Hezbollah, représailles israéliennes).

Soucieuse de rééquilibrer sa politique moyen-orientale depuis Sarkozy, elle poursuit son aide aux réfugiés palestiniens où qu'ils se trouvent (soutien continu à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, l'UNRWA), en particulier à leur composante chrétienne – réseau Barnabé en aide aux écoles chrétiennes de Terre sainte (2006) et mise en œuvre du rapport Personnaz en appui aux écoles chrétiennes du Moyen-Orient (2018), avec L'Œuvre d'Orient. Ces réfugiés palestiniens semblent pourtant être les grands oubliés des accords d'Abraham (2020) conclus sous l'égide américaine. Et c'est impuissante que la France doit assister aux représailles israéliennes contre le Hamas et le Hezbollah après l'agression terroriste du 7 octobre 2023 et les attaques à partir du Liban: un engrenage dont les réfugiés palestiniens, à Gaza ou dans les camps du pays du Cèdre, sont les principales victimes. Ces derniers demeurent, en grande partie contre leur gré, au cœur du triangle franco-libano-israélien, plus que jamais explosif.

DANIEL SIMON/GAMMA RAPHO

Bons offices Lors d'une visite à Paris le 30 juin 1997, Yasser Arafat expose à Jacques Chirac puis à Lionel Jospin (photo) – cohabitation oblige – la nécessité de relancer le processus de paix. La marge de manœuvre française reste pourtant limitée…

L'histoire diplomatique et militaire française avec…

PAR CHARLES GIOL

… le Liban

Avril 1946
À la fin du mandat institué par la SDN, les troupes françaises quittent le Liban, indépendant depuis 1943.

Septembre 1981
Assassinat à Beyrouth de Louis Delamare, l'ambassadeur de France au Liban, par un commando de miliciens armés par les services syriens.

PIERRE PERRIN/GAMMA-RAPHO

Septembre 1982 - mars 1984
Dans le contexte de la guerre civile déclenchée en 1975, un corps expéditionnaire français intervient au Liban, au sein de la Force multinationale de sécurité à Beyrouth (MNF), afin de protéger les populations libanaises.

Octobre 1983
58 parachutistes français sont tués à Beyrouth, dans un attentat revendiqué par un groupe affilié au Hezbollah.

1985-1988
Durant cette période, une dizaine de citoyens français, diplomates et journalistes, sont enlevés et pris en otage par le Hezbollah. Parmi eux, Marcel Carton, Marcel Fontaine, Jean-Paul Kauffmann, Michel Seurat…

Septembre 2004
Aux côtés des États-Unis, la France est à l'origine de la résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui appelle au retrait des troupes syriennes présentes au Liban.

Août 2020
Après les dramatiques explosions dans le port de Beyrouth qui ont ravagé la ville, Emmanuel Macron se rend au Liban, où il incite les partis politiques à créer un «gouvernement de mission» propre à redresser le pays. Il ne sera pas entendu.

… la Syrie

Avril 1946
Suite à la fin de son mandat, la France quitte la Syrie qui accède à l'indépendance.

Novembre 1956
La Syrie rompt ses relations diplomatiques avec Paris en raison de l'intervention militaire française à Suez. L'ambassade de France à Damas ne rouvrira qu'en 1962.

Novembre 1984
Trois ans seulement après l'assassinat de l'ambassadeur de France au Liban par un commando, armé par les services secrets syriens, François Mitterrand est le premier chef d'État français à se rendre en visite officielle dans le pays, depuis son indépendance.

Juin 2000
Jacques Chirac est le seul chef d'État occidental à assister aux funérailles du président Hafez al-Assad à Damas.

AFP

Décembre 2010
Après un premier voyage en 2008, le président syrien, Bachar al-Assad, se rend à nouveau à Paris pour une visite officielle de deux jours. La France voit dans son régime un pilier, stable et incontournable, de la région.

Novembre 2011
Comme l'ensemble des pays occidentaux, la France rompt ses relations diplomatiques avec le gouvernement de Bachar al-Assad après le déclenchement de la guerre civile syrienne.

Fin 2012
La France commence à fournir des armes aux rebelles syriens.

Août 2013
François Hollande agite la menace d'une intervention militaire contre le régime de Bachar al-Assad, accusé d'avoir utilisé des armes chimiques contre sa population. Faute de soutien de la part des États-Unis et de la Grande-Bretagne, il doit reculer.

2015-2022

Au sein de la coalition internationale contre le groupe d'insurgés sunnites, État islamique (EI, appelé aussi Daech), la France effectue des frappes aériennes contre des sites en Syrie, bombardant notamment la ville de Raqqa, «capitale» de l'EI.

Décembre 2024

Après une interruption de deux ans des frappes françaises contre l'EI, des avions de chasse et des drones tricolores ciblent à nouveau des sites du groupe État islamique dans le centre de la Syrie.

… l'Iran

REPORTERS ASSOCIES/GAMMA RAPHO

Octobre 1963

Visite officielle en Iran du général de Gaulle, ici à Téhéran avec le chah, Mohammad Reza, au pouvoir de 1941 à 1979. Le président Valéry Giscard d'Estaing s'y rendra aussi en 1976. Ce sera le dernier voyage officiel d'un chef d'État français dans ce pays.

Octobre 1978 - février 1979

Le président Valéry Giscard d'Estaing autorise la venue en France de l'ayatollah Khomeyni, opposant au chah en exil. Il réside en région parisienne, à Neauphe-le-Château, jusqu'à son retour en Iran où il prend la tête de la révolution islamique, qui renverse la dynastie Pahlavi pour fonder une république islamique.

1980-1988

Au cours de la guerre entre l'Iran et l'Irak, la France prend le parti de l'Irak, auquel elle livre des armes en échange de pétrole.

2005-2013

Aucune rencontre entre dirigeants français et iraniens n'a lieu au cours de ces huit années, marquées par l'extension des sanctions internationales contre l'Iran, en réaction à la reprise de son programme nucléaire.

Juillet 2015

La France participe, à Vienne, à la signature de l'accord international sur le nucléaire iranien, qui prévoit la levée progressive des sanctions économiques touchant le pays, en échange de l'arrêt temporaire du programme nucléaire iranien.

… Israël

Mai 1949

La France reconnaît l'État d'Israël, un an après sa création.

Octobre-novembre 1956

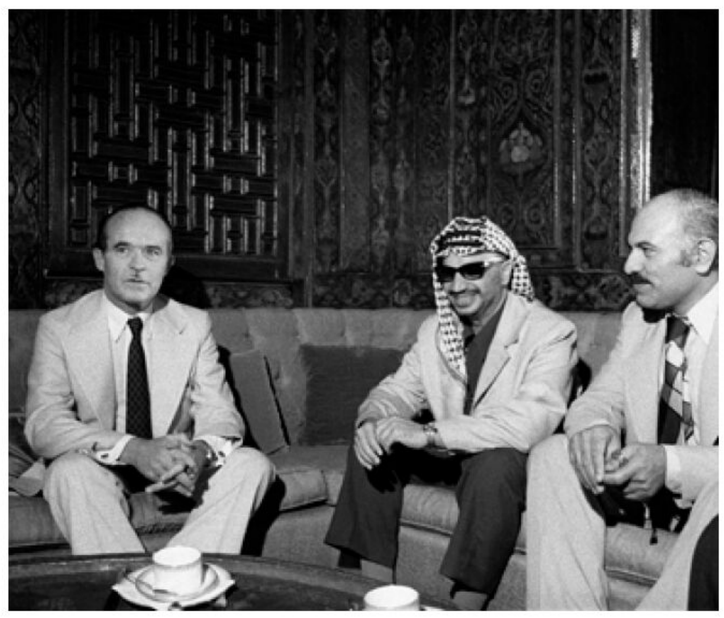
La France signe un accord secret avec Israël et la Grande-Bretagne contre l'Égypte, après la nationalisation du canal de Suez par Nasser en juillet 1956. Un corps expéditionnaire français est parachuté autour du canal, rapidement contraint de se retirer sous la pression internationale.

Juin 1967

Quelques jours avant le déclenchement de la guerre des Six-Jours par Israël contre ses voisins arabes, de Gaulle décrète un embargo sur les ventes d'armes françaises à Israël.

Novembre 1967

Cinq mois après la guerre des Six-Jours, de Gaulle critique l'État d'Israël lors d'une conférence de presse, déclarant notamment que les Juifs forment un «peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur».



AFP

Octobre 1974

À l'ambassade française de Beyrouth, le ministre français des Affaires étrangères est le premier membre d'un gouvernement occidental à rencontrer officiellement Arafat, chef de l'OLP.

Octobre 1996

Lors d'un voyage officiel en Israël, le président, Jacques Chirac, rabroue le service de sécurité israélien qui l'empêchait de saluer des Palestiniens dans le quartier musulman de Jérusalem. Cela lui vaut une popularité durable dans le monde arabe.

DANIEL SIMON /GAMMA

Février 2000

Lors d'une visite en Cisjordanie, le Premier ministre, Lionel Jospin, est victime de huées et de jets de pierres *(photo)* de la part d'étudiants palestiniens qui lui reprochent d'avoir qualifié, quelques jours plus tôt, des attaques du Hezbollah de « terroristes ».

Janvier 2025

Le Quai d'Orsay considère «inacceptables» les déplacements forcés de Palestiniens de Gaza vers l'Égypte et la Jordanie, proposés par Donald Trump.

FRANCE-ISRAËL

De la lune de miel au couple de raison

Les relations entre la France – où la diaspora juive compte 450 000 personnes – et Israël ont connu un âge d'or mais aussi des heures contrariées. Pour autant, le lien n'a jamais été rompu. Retour sur près de quatre-vingts ans d'une histoire passionnelle. PAR DENIS CHARBIT

Loin d'être monochrome, l'histoire des rapports noués avec Israël depuis soixante-quinze ans compose un tableau haut en couleur et en rebondissements. Une succession de périodes bleues et roses, entre lesquelles s'invitent des périodes grises et rouges pour caractériser les moments de malentendus et de crises. Si les relations franco-israéliennes suscitent les passions et mobilisent l'attention bien plus que toute autre relation bilatérale ordinaire, c'est que quelques années après leur consécration officielle, le 24 janvier 1949, elles ont débouché sur une «lune de miel». Or, après l'âge d'or commence le temps des regrets et de l'amertume. Quoi qu'il advienne entre les deux pays, leurs relations n'auront plus la fraîcheur et la pureté des commencements. On dit souvent que cette histoire singulière s'explique par le fait que c'est en France que résident les communautés juive et musulmane les plus importantes d'Europe. Ce n'était pas le cas en 1967 ni pour l'une ni pour l'autre et, pourtant, la controverse fut des plus vives. Pour expliquer ces relations en dents de scie, outre les péripéties d'un conflit israélo-palestinien dont on ne voit pas la fin, disons que la France et Israël sont deux nations prétendant avoir chacune une vocation universelle, héritée respectivement de la Révolution française et de la tradition juive plurimillénaire, et dont les intérêts, qui relèvent de la raison d'État, ne coïncident pas toujours.

Le souci de préserver le calme en Afrique du Nord explique pourquoi le soutien de la France à la partition de la Palestine en un État arabe et un État juif n'a pas été suivi par l'établissement de relations diplomatiques en bonne et due forme. La guerre de 1948 déclarée par cinq pays arabes au lendemain de la proclamation de l'État d'Israël du 14 mai allait trancher le sort du nouvel État, justifiant l'attente des autorités françaises. La reconnaissance est actée le 24 janvier 1949, la veille des premières élections en Israël. Les négociations entre les parties prennent quelques mois car il ne manque pas de litiges autour des statuts des établissements religieux protégés par la France qui opèrent en territoire israélien. Cependant, après ces débuts prudents entre une France attachée à ses traditions diplomatiques et le jeune État d'Israël qui en est dépourvu, un homme va s'efforcer d'impulser une nouvelle dynamique à ces relations : nommé ambassadeur de France en Israël en 1952, Pierre-Eugène Gilbert est l'artisan de cette liaison spéciale entre les deux pays.

Israël entre dans le club nucléaire des « grands »

La France, évincée du Moyen-Orient depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, retrouve ainsi une position d'influence. Israël a, vainement, tenté de convaincre les États-Unis de l'appuyer sur tous les fronts. En conséquence, le pays se tourne vers la France. Celle-ci offre au tout jeune État le soutien diplomatique dans les instances internationales et les fournitures militaires dont l'armée israélienne a besoin en cas de revanche arabe.

La nationalisation du canal de Suez par Nasser, en 1956, précipite une convergence d'intérêts entre la Grande-Bretagne, la France et Israël. Une opportunité pour les dirigeants israéliens d'engager avec la France une coopération nucléaire *(lire l'encadré p. 50)*. Grâce à Guy Mollet, Israël obtient l'uranium enrichi nécessaire et entre, sans le déclarer ouvertement, dans le club nucléaire réservé aux «grands». Autre signe de la proximité entre les deux pays, la France exporte vers Israël son *soft power* : la langue et la culture. L'apprentissage du français devient obligatoire pour les élèves du secondaire ; la variété israélienne se met au diapason de la chanson française et adapte en hébreu Brassens, Brel, Barbara et les Compagnons de la chanson ; des coproductions cinématogra- •••

Complicité Malgré l'infléchissement de sa politique vis-à-vis d'Israël à partir de 1958, de Gaulle reçoit à deux reprises le Premier ministre d'Israël, David Ben Gourion, qu'il qualifie de « plus grand homme de ce siècle ». Paris, 14 juin 1960.

TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES

GUY TOUCHARD/SP

Opération « Mousquetaire » Après que Nasser a nationalisé le canal de Suez, Français (ci-dessus), Britanniques et Israéliens tentent d'en reprendre militairement le contrôle. Mais la pression internationale les contraint à abandonner. Octobre 1956.

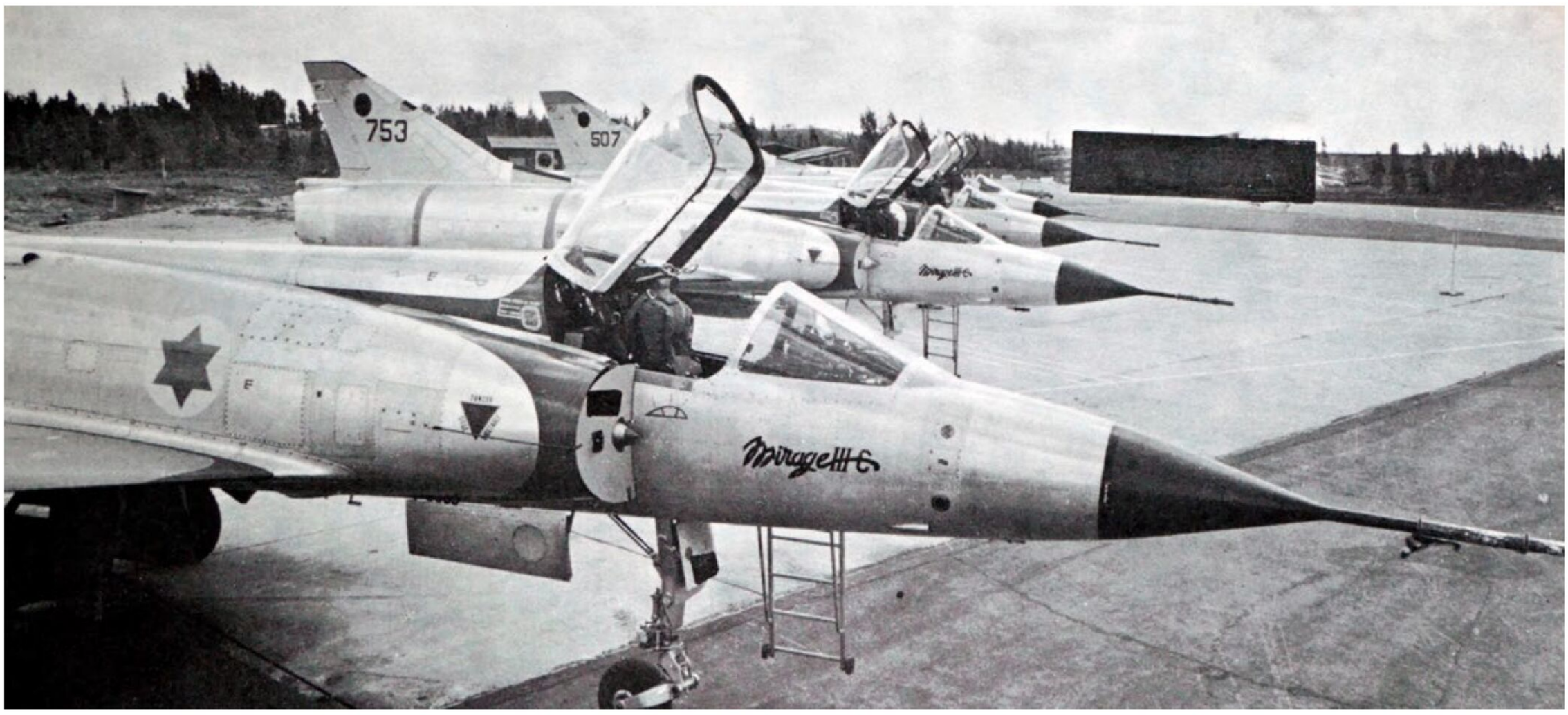
Suez, le point d'orgue des intérêts convergents franco-israéliens

Autant les relations avec l'ancienne puissance mandataire britannique sont difficiles, autant l'entente d'Israël avec la France vire à la complicité. La Grande-Bretagne veut récupérer le canal de Suez, tandis que la France entend couper le FLN de sa base égyptienne dans le but d'étouffer l'insurrection algérienne. Israël souhaite mener une opération préventive pour prendre de court l'armée égyptienne qui vient de signer des contrats d'armement avec l'Union soviétique. Certes, l'opération a tourné au fiasco pour la France et la Grande-Bretagne, qui ont testé les limites de leur puissance à l'ère des deux blocs ; en revanche, elle a permis à Israël de démontrer sur le champ de bataille ses capacités offensives. David Ben Gourion a été sommé par le président américain Eisenhower d'évacuer le Sinaï et la bande de Gaza dans les trois mois qui suivent, sans en tirer d'avantage diplomatique ou militaire, mais le jeu en valait la chandelle : la proximité avec le personnel politique et militaire français a ouvert la voie à une demande israélienne capitale pour garantir sa pérennité : une coopération dans le domaine nucléaire. D. C.

••• phiques donnent lieu à une dizaine de films dans le registre de la comédie (*Pas question le samedi* avec Robert Hirsch) ; Jean-Louis Barrault fait une tournée triomphale tandis qu'André Barsacq et Robert Postec montent en Israël des pièces du jeune théâtre contemporain. Le retour du Général aux affaires en 1958 ne suscite aucune inquiétude en Israël. De Gaulle et Ben Gourion s'apprécient hautement et entretiennent une correspondance. Le dirigeant français reconduit aussitôt le soutien apporté à Israël par ses prédécesseurs, mais introduit des changements de forme et de fond. Après sept ans de dévouement au service du rapprochement franco-israélien, Pierre-Eugène Gilbert retourne à Paris fin 1959.

S'affranchir d'une relation dont l'utilité ne va plus de soi

Soucieux de restaurer la grandeur et la souveraineté de la France, de Gaulle met fin aux manquements au protocole que les autorités de la IVe République avaient concédé aux partenaires israéliens, parmi lesquels le directeur général du ministère de la Défense, Shimon Peres, peu enclin au formalisme. Sur le fond, de Gaulle en termine aussi avec la coopération nucléaire ; enfin, l'indépendance de l'Algérie proclamée, il estime que la relation avec Israël ne doit plus empêcher le retour en grâce de la France dans les pays du Maghreb et du Machrek. La tentative de maintenir cet équilibre se solde pourtant par un échec. La guerre des Six-Jours fournit l'occasion, sinon le prétexte, de s'affranchir d'une relation dont l'utilité ne va plus de soi. Convaincu que le rapport de force militaire joue en faveur d'Israël, de Gaulle ne croit nullement que l'État hébreu est en danger en dépit de la double décision prise par Nasser, en mai 1967, de fermer le détroit de Tiran à la navigation israélienne et de renvoyer les casques bleus de l'ONU, ce qu'Israël tient pour un casus belli. De Gaulle avertit le ministre israélien des Affaires étrangères en visite à Paris que le soutien français ne sera pas automatique. Il ira au pays agressé, pas à l'agresseur. Un embargo sur les armes aux pays du Moyen-Orient est décrété. Il touche potentiellement Israël puisque les



WORLD HISTORY ARCHIVE/COLLECTION CHRISTOPHEL

Le coq et l'étoile de David Lors de la guerre des Six-Jours, qui oppose Israël à une coalition de pays arabes (Égypte, Syrie, Liban, Irak et Jordanie), en juin 1967, c'est au moyen des Mirage III du constructeur français Dassault que l'État hébreu remporte la victoire.

industries militaires françaises fournissent avions de chasse Mirage et chars AMX à Tsahal depuis une décennie. Cependant, la victoire éclair israélienne obtenue en six jours balaie la surprise provoquée par la décision française. Le gouvernement israélien s'efforce de minimiser la crise. Celle-ci atteint son paroxysme lorsque le Général estime devoir mettre fin à une alliance qui n'a que trop duré, non par un divorce à l'amiable, mais par une déclaration qui suscite l'émoi collectif. Dans sa conférence de presse du 27 novembre 1967, de Gaulle accuse Israël de velléités expansionnistes et qualifie les Juifs, pas seulement les Israéliens, d'être «un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur». Une opération aérienne israélienne effectuée avec des hélicoptères français visant l'aéroport de Beyrouth constitue pour le Général un point de non-retour. L'embargo est cette fois définitif. De Gaulle a pris soin de le décréter après l'annonce faite par le département d'État américain d'une vente de Phantom à l'armée de l'air israélienne. Adieu Paris, bonjour Washington, se réjouit-on à Jérusalem, tandis que le Président pose le premier jalon de «la politique arabe de la France». L'opinion publique favorable à Israël est désarçonnée par cette rupture qu'elle attribue au règne finissant du Général. Aussi, lorsque Georges Pompidou lui succède, on demeure convaincu que les multiples incidents qui se sont accumulés depuis juin 1967 n'auront été que des accidents de parcours. Tôt ou tard, les relations franco-israéliennes retrouveront leur sérénité.

> “La crise atteint son paroxysme lorsque de Gaulle, en 1967, accuse Israël de velléités expansionnistes”

Les alliés d'hier sont désormais à couteaux tirés

Pourtant, Georges Pompidou persiste et signe. Deux événements aggravent la situation : par une opération digne d'un film d'espionnage, les vedettes de fabrication française, acquises par Israël pour le compte de sa marine, sont rapatriées en Israël en décembre 1969, grâce à des complicités dans les autorités maritimes du port de Cherbourg. Le chef de la mission d'achat israélien est prié de quitter le territoire. Quelques mois plus tard, en mars 1970, Georges Pompidou, en visite officielle aux États-Unis, est heurté par les manifestations hostiles organisées par des associations juives, alors qu'il avait consenti à rencontrer leurs dirigeants. Commentant l'attaque surprise égyptienne du 6 octobre 1973, le ministre des Affaires étrangères français, Michel Jobert, absout l'Égypte en déclarant que •••

La France face au sionisme

Avant même que les premières relations franco-israéliennes soient officiellement scellées, il importe de rappeler que l'histoire du sionisme est indissociable de la France : si c'est à Bâle en Suisse que l'écrivain et journaliste Theodor Herzl réunit le premier congrès sioniste en 1897, c'est à Paris qu'il se résolut à préconiser un État pour les Juifs, en réaction aux manifestations antisémites organisées autour de l'affaire Dreyfus. C'est à Paris également que le lexicographe Eliezer Ben Yehuda conçut la renaissance de la langue hébraïque. Un demi-siècle plus tard, pendant la Seconde Guerre mondiale, des soldats de la Haganah combattaient aux côtés des hommes de la France libre pour défaire

DR

le régime de Vichy qui s'était maintenu en Syrie et au Liban. À la Libération, la direction sioniste présidée par David Ben Gourion décide alors de centraliser dans la capitale les opérations d'immigration clandestine, dont la plus célèbre, conduite sur l'*Exodus*, eut un impact international *(photo ci-dessus)*. En tant que membre permanent du conseil de sécurité, la France a participé aux négociations internes pour fixer la date du vote du plan de partage de la Palestine. Par la voix de son représentant, Alexandre Parodi, elle a demandé de la reporter d'un jour, et c'est la raison pour laquelle le vote historique s'est déroulé le 29 novembre 1947. La sympathie était acquise à la cause sioniste, outre que l'on se félicitait de l'éviction prochaine de la Grande-Bretagne. D. C.

••• « rentrer chez soi ne constitue pas forcément une agression ». Plus de visite, plus d'échange. Le dialogue entre les deux pays est au point mort. Les alliés d'hier sont désormais à couteaux tirés.

Valéry Giscard d'Estaing essaie de mettre les formes sans modifier la politique elle-même. Des visites ministérielles sont programmées en Israël après une traversée du désert pour les deux pays, mais les décisions françaises court-circuitent la reprise d'un dialogue constructif : l'ouverture d'un bureau de l'OLP à Paris en 1975 ; puis en 1977, l'expulsion immédiate d'Abou Daoud, le cerveau de l'attentat perpétré lors des jeux Olympiques de Munich en 1972, avant même que la demande d'extradition par Israël n'ait pu être enregistrée ; enfin, en 1980, la déclaration de Venise en faveur de la création d'un État palestinien indépendant et du retrait israélien des territoires occupés. Approuvée par l'Union européenne, elle porte la marque de la diplomatie française. Lors de la campagne en vue des élections présidentielles de mai 1981, des tracts hostiles montrent Valéry Giscard d'Estaing, candidat à sa réélection, en train de scruter l'horizon avec ses jumelles. Était-ce Israël que le président sortant contemplait ainsi depuis la Jordanie où il s'était rendu en visite officielle ou bien avait-il assisté tout bonnement à une course hippique à Longchamp, comme le prétendait l'entourage du président ? Qu'elle soit ou non un faux, l'affiche illustrait nettement la dégradation des relations franco-israéliennes. L'accession de François Mitterrand à la présidence de la République fut interprétée comme une nouvelle page synonyme d'optimisme dans le chapitre des relations entre les deux pays après quinze ans d'incompréhension, de petites phrases et d'hostilité sourde. Pour la première fois depuis la création de l'État hébreu, un président français se rendait en visite officielle en Israël et brisait un tabou.

Déchaînement de violence, attentat, massacre…

Après Mitterrand, le voyage en Israël est devenu un passage obligé pour tous ses successeurs à la présidence de la République. Cet acte ultime de normalisation accompli en mars 1982, pour indispensable qu'il ait été, n'eut cependant aucun impact sur l'orientation diplomatique française en matière de résolution du conflit. Lors de son allocution à la Knesset, elle aussi une première pour un chef d'État français, le président Mitterrand réitéra publiquement le soutien de la France à la création d'un État palestinien devant le Premier ministre, Menahem Begin, médusé. La normalisation avait été de très courte durée mais, au moins, les désaccords ne seraient plus un prétexte pour ne pas se parler. Un mois plus tard, Begin déclenchait l'opération « Paix en Galilée » au Liban. La presse française condamna le déchaînement de violence sur le Sud-Liban, comparant Beyrouth au ghetto de Varsovie. Les déclarations de Mitterrand mettant en garde contre un Oradour-sur-Glane potentiel furent suivies d'une attaque terroriste à Paris, rue des Rosiers, le 9 août 1982. Un mois plus tard, le massacre de Sabra et Chatila, perpétré par les milices chrétiennes au lendemain de l'assassinat du président Bachir Gemayel, confirmait les appréhensions françaises.

KEYSTONE-FRANCE

Effet papillon Devant le Parlement israélien, en mars 1982, Mitterrand défend une solution à deux États (ci-dessus). Peu après, Israël envahit le Sud-Liban. En août, c'est le restaurant Goldenberg, dans le quartier juif de Paris (ci-contre) qui est la cible d'un attentat.

POOL CAMPION/SOLA/GAMMA

Cinq ans plus tard éclate en Cisjordanie et dans la bande de Gaza la première Intifada: le mot fait le tour du monde et confirme le basculement de l'opinion française en faveur des Palestiniens, révoltés contre le maintien de l'occupation et la poursuite de la colonisation. Prenant conscience de la nécessité de changer le cours de l'histoire pour le bien de leurs peuples respectifs, le 13 septembre 1993, Yitzhak Rabin, chef du gouvernement israélien et Yasser Arafat, le leader de l'OLP, signent la Déclaration de principes-d'Oslo, lors d'une cérémonie dans les jardins de la Maison-Blanche présidée par Bill Clinton. La France approuve. Elle consent à recevoir les délégations pour négocier le volet économique du contentieux israélo-palestinien (accord de Paris), mais ne pèse guère sur l'issue de la négociation politique. Après le déclenchement de la seconde Intifada en septembre 2000, Jacques Chirac et la secrétaire d'État américaine, Madeleine Albright, en visite en France, tentent de dégager un ultime compromis entre le chef du gouvernement israélien, Ehoud Barak, et le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. En vain. La France perd là une occasion de rétablir sa crédibilité, fortement affectée depuis 1967 auprès des autorités israéliennes. En 2003, Jacques Chirac décide, sous la houlette de son Premier ministre, Dominique de Villepin, d'opérer un recentrage correspondant aux attentes d'Israël: dissocier le sort des relations bilatérales de la négociation avec •••

••• l'Autorité nationale palestinienne, autrement dit, accélérer la coopération économique, scientifique, technologique et culturelle entre les deux pays, indépendamment de l'état du conflit. La rencontre à l'Élysée avec Ariel Sharon, alors Premier ministre, est un succès, et, pour le président Chirac, une révélation. La glace est brisée et le dialogue redevient constructif. À l'heure du «printemps arabe» en 2011, Israël offre une stabilité stratégique dans une région en proie à l'instabilité politique (Liban, Irak), à l'autoritarisme (Égypte), à la tyrannie sanguinaire (Syrie) et à la terreur islamiste (Daech).

Pas de solution durable au conflit israélo-palestinien

Si la position officielle sur la nécessité d'un règlement négocié impliquant le retour d'Israël aux lignes de cessez-le-feu de 1949 n'a pas varié, la France compense l'incapacité à modifier le cap fixé par Benyamin Netanyahou par une série de mesures symboliques prises en faveur de la Palestine: statut d'observateur non-membre de l'ONU; admission à l'Unesco; exclusion des territoires occupés de tout programme de coopération économique et scientifique entre Israël et l'Union européenne; condamnation du transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem en 2018; vote de résolutions condamnant la colonisation israélienne en Cisjordanie et la violation du droit international. Tous les hôtes qui se sont succédé à l'Élysée après François Mitterrand et Jacques Chirac – Nicolas Sarkozy, François Hollande et Emmanuel Macron – s'en tiennent toujours à la solution à deux États, mais n'estiment pas devoir l'imposer à Israël, pas plus qu'ils n'ont cru devoir reconnaître unilatéralement l'État de Palestine, comme l'ont fait récemment l'Espagne, l'Irlande et la Norvège. C'est aux deux parties qu'incombe la responsabilité d'aboutir à un accord. En attendant, rien ne doit entraver le développement des relations bilatérales franco-israéliennes ni changer d'un iota le soutien de principe aux droits légitimes du peuple palestinien à obtenir son indépendance et sa souveraineté. Cette position, l'Élysée la juge équilibrée, tout en étant bien consciente qu'elle ne satisfait guère les extrêmes des deux bords, en Israël, en Palestine… et en France.

L'attention portée aux relations franco-israéliennes s'explique par la permanence du conflit, ou plutôt, par l'incapacité à trouver une solution durable au contentieux israélo-palestinien. Celui-ci demeure un abcès de fixation malgré les traités de paix successifs signés avec des pays belligérants du premier cercle, l'Égypte et la Jordanie, puis avec des pays arabes relevant du second cercle, tels les Émirats arabes unis, le Bahreïn et le Maroc. Depuis que le respect du droit international, en général, et des droits humains, en particulier, est devenu un enjeu crucial dans la diplomatie européenne et française, le différend avec Israël constitue une pomme de discorde récurrente, alors qu'au niveau stratégique, la France s'inquiète, tout comme Israël, de la fuite en avant des autorités iraniennes avides de posséder une bombe atomique.

> “Rien ne doit entraver les relations franco-israéliennes ni le soutien aux droits légitimes du peuple palestinien”

Depuis le 7 octobre 2023, un entre-deux diplomatique

Il faut bien voir qu'entre Israël, d'un côté, et le Hamas, le Hezbollah et l'Iran, de l'autre, la France n'a d'autre choix que de soutenir Israël, malgré leur différend relatif à la Palestine. Il est proprement inconcevable que la France s'engage du côté des proxys de l'Iran. Tout en se rangeant du côté d'Israël, résolument et sans atermoiement, la France considère que si Israël a bien été agressé sur son territoire le matin du 7 octobre, ce qui l'autorise à des représailles au nom de la légitime défense, elle estime, en revanche, que la conduite de la guerre à Gaza par Israël est allée bien au-delà de ce que permet le droit de la guerre. L'inquiétude française ne tient pas seulement à la manière dont Israël a usé et abusé de sa force sur la population civile, entraînant un volume de destruction de l'habitat à Gaza qui est considérable. Elle redoute l'éventualité que cette guerre serve d'autres desseins que la libération des otages et l'éradication du Hamas, auxquelles la France a apporté son appui. Cela pourrait être l'annexion du nord de la bande de Gaza, une colonisation autorisée dans la zone militaire ou dans le no man's land. Devant le refus de Benyamin Netanyahou de déclarer ce qu'il entend faire « le jour d'après », Emmanuel Macron a soufflé le chaud et le froid. Il a multiplié les gestes d'empathie (visite en Israël, cérémonie pour les otages aux Invalides) et des déclarations fracassantes relatives aux opérations à Gaza et au Liban. Les relations franco-israéliennes n'ont guère trouvé encore leur rythme de croisière. Elles continueront de susciter l'indignation ou l'approbation en fonction du point de vue où l'on se situe. D. C.

La tribune d'**Élie Barnavi***

« Divergences de fond, amitié de façade, coopération discrète »

*** Historien, chroniqueur et diplomate israélien, ancien ambassadeur d'Israël en France.**

C'est un exercice assez singulier auquel *Historia* me demande de me soumettre: jeter un regard personnel, subjectif, «intime» sur les relations franco-israéliennes depuis la création de l'État juif. J'ai relu pour l'occasion les pages que j'ai consacrées à mes relations avec la France dans mes Mémoires (*Confessions d'un bon à rien*, Grasset, 2022). Comment y démêler le point de vue subjectif et passionnel de l'individu et celui de l'observateur, de l'historien, de l'acteur politique? Autant de «regards» qui déteignent et influent les uns sur les autres, en un kaléidoscope dont la cohérence est un acte de foi plutôt qu'une donnée objective.

Quand j'étais adolescent, les hasards de la vie ont fait de la France ma deuxième patrie culturelle à un moment où sa relation avec mon pays semblait encore sans nuages. Soldat, j'ai endossé un treillis français, j'ai porté fièrement le béret rouge des paras français et j'ai été largué d'un Noratlas français.

Expliquer la France aux Israéliens et vice versa

C'était l'époque où les deux pays écrivaient ensemble une sorte de roman d'amour inédit dans l'arène internationale. Je n'en connaissais pas tous les chapitres mais j'en savais assez pour vivre avec bonheur l'harmonie entre les deux moitiés de mon identité culturelle. Plus tard, j'étais toujours sous les drapeaux lorsque les choses ont commencé à se gâter. La crise de mai 1967 était passée par là, suivie de la volte-face brutale du général de Gaulle. Cela m'a peiné mais ne m'a pas détourné de la France. Après mes études d'histoire et de sciences politiques à l'université de Tel-Aviv, c'est à Paris que j'ai choisi de faire ma thèse, avec un sujet français: les guerres de Religion françaises.

JEAN-FRANCOIS PAGA/OPALE.PHOTO

À mon retour en Israël et à mon alma mater, la France était devenue davantage qu'un amour de jeunesse, un métier. C'est désormais en historien que j'ai voulu comprendre les relations franco-israéliennes. Ainsi, jeune maître de conférences, j'ai organisé un colloque international sur *La Politique étrangère du général de Gaulle* (PUF, 1985). Dans la presse écrite et audiovisuelle, au sein du département des relations extérieures du parti travailliste où je militais à l'époque, dans des conférences publiques, bref, partout où l'on me donnait la parole, j'ai tenté d'expliquer la France aux Israéliens et Israël aux Français. Position inconfortable. D'un côté, les Israéliens ont une fâcheuse tendance à voir dans toute critique de leurs faits et gestes une manifestation d'antisémitisme et refusent de comprendre que la politique de leurs gouvernements offre à leurs adversaires des verges pour se faire battre; de l'autre, les Français confondent volontiers les Israéliens et leur gouvernement. Les uns et les autres ignorent la richesse et l'intensité de leurs rapports. Ambassadeur à Paris, j'ai pu constater l'état de ces rapports, et peut-être tenter de les infléchir. Le moment était particulièrement pénible. Nous étions en pleine deuxième Intifada [2000-2005], l'image d'Israël était en lambeaux, une vague d'antisémitisme, déjà, enflait dangereusement, et rien n'allait plus au niveau des gouvernements. Dans ces conditions, «expliquer» Israël aux Français tenait de la gageure. Je l'ai pourtant fait, abondamment. Utilement aussi? Comment le savoir?

En quittant la France, j'ai laissé derrière moi un livre d'entretiens dont le titre dit bien la teneur de cette tribune: *La France et Israël, une affaire passionnelle* (Perrin, 2002). Plus de vingt ans se sont écoulés depuis, et cette affaire-là a beaucoup perdu de sa passion. La «politique arabe» de la France est morte et enterrée faute d'un «monde arabe» doté d'un minimum de cohérence, tandis que Français et Européens s'effacent derrière les Américains dans la quête d'une solution au conflit du Proche-Orient. Les relations franco-israéliennes se sont normalisées. Dans un texte à paraître, moins personnel que celui-ci, je les définissais ainsi: divergences de fond, amitié de façade, coopération multiforme et discrète. On peut regretter le temps de la passion mais cela ne sert pas à grand-chose. Mieux vaut bâtir sur ce qui est plutôt que pleurer sur ce qui n'est plus. H

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA RAPHO

1

KEYSTONE-FRANCE

2

FRANCE-ISRAËL-IRAN

De la fusion à la fission

Le nucléaire, dénominateur commun de ce lien tripartite, façonne depuis plusieurs décennies les interactions entre les trois États, étant à la fois un objet de coopération et de confrontation. Mais l'autorité de la France, longtemps garde-fou, se fragilise devant la difficile relation Iran-Israël. PAR ARMAND SHAHBAZI

La question nucléaire, bien plus qu'un enjeu technologique, est au cœur des rapports entre la France, Israël et l'Iran. Si Paris a longtemps tenté de maintenir un rôle de médiateur, elle voit son influence diminuer face aux positions intransigeantes des camps israélien et iranien. Aujourd'hui plus que jamais, l'atome est au centre des stratégies et des ambitions de la République islamique d'Iran. Pour ce régime en perte de vitesse, tant sur le plan international qu'interne, la capacité à se doter de l'arme atomique apparaît comme un ultime espoir de survie tandis que, pour Israël, cela représente une menace existentielle.

L'effondrement de l'« axe de la résistance », un tournant décisif

Le 3 octobre 2023, le guide suprême de la République islamique d'Iran, Ali Khamenei, déclare que la destruction d'Israël n'est plus qu'une question de temps. Inquiet face à l'agenda stratégique des accords d'Abraham, Khamenei affirme: «La position absolue de la République islamique est que les pays qui parient sur la normalisation avec Israël parient sur le mauvais cheval.» Ce discours annonciateur, prononcé quatre jours avant les attaques sanglantes du 7 octobre, illustre la longue et minutieuse planification des proxys iraniens dans cette opération, qui a, depuis, plongé le Proche-Orient dans une guerre sans précédent [un proxy fait référence à une entité (groupe rebelle, État, organisation terroriste…) subordonné à un État plus puissant. Une *proxy war* (guerre par procuration) permet à de grandes puissances d'avancer leurs propres intérêts stratégiques sans s'engager ouvertement, en utilisant et soutenant ces proxys, ndlr].

Aujourd'hui, après la défaite militaire de ses réseaux de proxys, la chute de son allié syrien et les échecs répétés de ses attaques balistiques visant l'État hébreu en 2024, la configuration stratégique semble de plus en plus défavorable à la République islamique. Alors que le régime des mollahs tente de se relever de ces défaites et se prépare à une attaque décisive d'Israël sur ses installations nucléaires, couplée à la prise en main de la diplomatie américaine par Donald Trump, une question se pose: La République islamique a-t-elle les moyens de reprendre des négo-

IIMAGO/ALAMY STOCK PHOTO

3

4

EFE/EPA/IRANIAN PRESIDENCY OFFICE

Atomes crochus… ou pas 1. Le ministre francais des Affaires étrangères et son homologue iranien après la signature de l'accord nucléaire franco-iranien (juin 1974). **2.** Giscard d'Estaing et le chah d'Iran visitent le centre de recherche nucléaire de Saclay (juin 1974). **3.** Devant l'assemblée générale des Nations unies, Benyamin Netanyahou exhorte le monde à poser des limites strictes à l'expansion nucléaire iranienne (sept. 2012). **4.** Le président iranien Rohani, lors de la « journée de la technologie nucléaire », désavoue les termes de l'accord nucléaire de Vienne de 2015 (avril 2019).

ciations dans une tentative désespérée de regagner du temps pour pouvoir mener à terme son ambition ultime, se doter de l'arme nucléaire?

France, ce délicat dosage entre coopération et méfiance

En 1999, le président iranien, Mohammad Khatami, dépose une gerbe sur les tombes de Pierre et Marie Curie. Par ce geste symbolique, la République islamique rappelle que son potentiel atomique lui a été fourni par la France. Paris, en raison de son rôle clé dans les négociations sur le nucléaire iranien, est un lieu stratégique où les services israéliens et iraniens rivalisent pour des objectifs opposés, mettant parfois la France dans une position délicate, oscillant entre diplomatie et méfiance. Paris soutient Israël sur sa sécurité, tout en cherchant à maintenir un dialogue avec Téhéran, notamment via les accords sur le nucléaire (JCPOA, 2015). Israël dénonce vivement le rôle de la France dans cet accord, estimant qu'il offre à la République islamique une légitimité pour poursuivre son programme nucléaire.

Fini le temps du sabotage, place à l'intervention

L'espionnage et le sabotage ont longtemps façonné cette relation trilatérale complexe. La stratégie israélienne contre la République islamique était axée sur des opérations clandestines, visant à perturber le programme nucléaire iranien. Parmi elles, les assassinats ciblés, entre 2010 et 2020, visant des figures clés du programme nucléaire iranien. Les cyberattaques aussi ont marqué cette relation trilatérale: l'opération Stuxnet (2009-2010), du nom d'un virus informatique, a saboté les centrifugeuses utilisées pour enrichir l'uranium en Iran, retardant significativement le programme nucléaire tout en exposant la vulnérabilité des infrastructures iraniennes aux attaques technologiques. Une attaque dans laquelle la France aurait pu jouer un rôle indirect.

Un avenir incertain marqué par l'escalade

Aujourd'hui, avec la disparition de ses proxys, la République islamique d'Iran pourrait se voir contrainte d'affronter Israël directement depuis son propre territoire. Ce scénario renforce les menaces israéliennes de frappes militaires directes sur les installations nucléaires iraniennes, dans le but d'anéantir définitivement les ambitions atomiques de Téhéran. L'État hébreu poursuit ses efforts pour empêcher l'Iran de franchir le seuil nucléaire. De son côté, la République islamique, affaiblie sur tous ses fronts, pourrait se voir acculée à des actions désespérées, transformant le Moyen-Orient en un champ de bataille balistique, où la dissuasion et l'espionnage ne suffiront peut-être plus. Ces enjeux dépassent dorénavant le rôle de la France.

La dernière carte de Téhéran : le nucléaire

Malgré les dires d'Ali Khamenei, qui affirme que « l'Iran est fort et puissant et le deviendra encore plus », la stabilité interne du régime, plus que jamais fragilisé par le mécontentement populaire devenu intenable, est minée. Le « guide de la révolution islamique » va ainsi chercher à tout prix à acquérir l'arme nucléaire, son dernier atout.

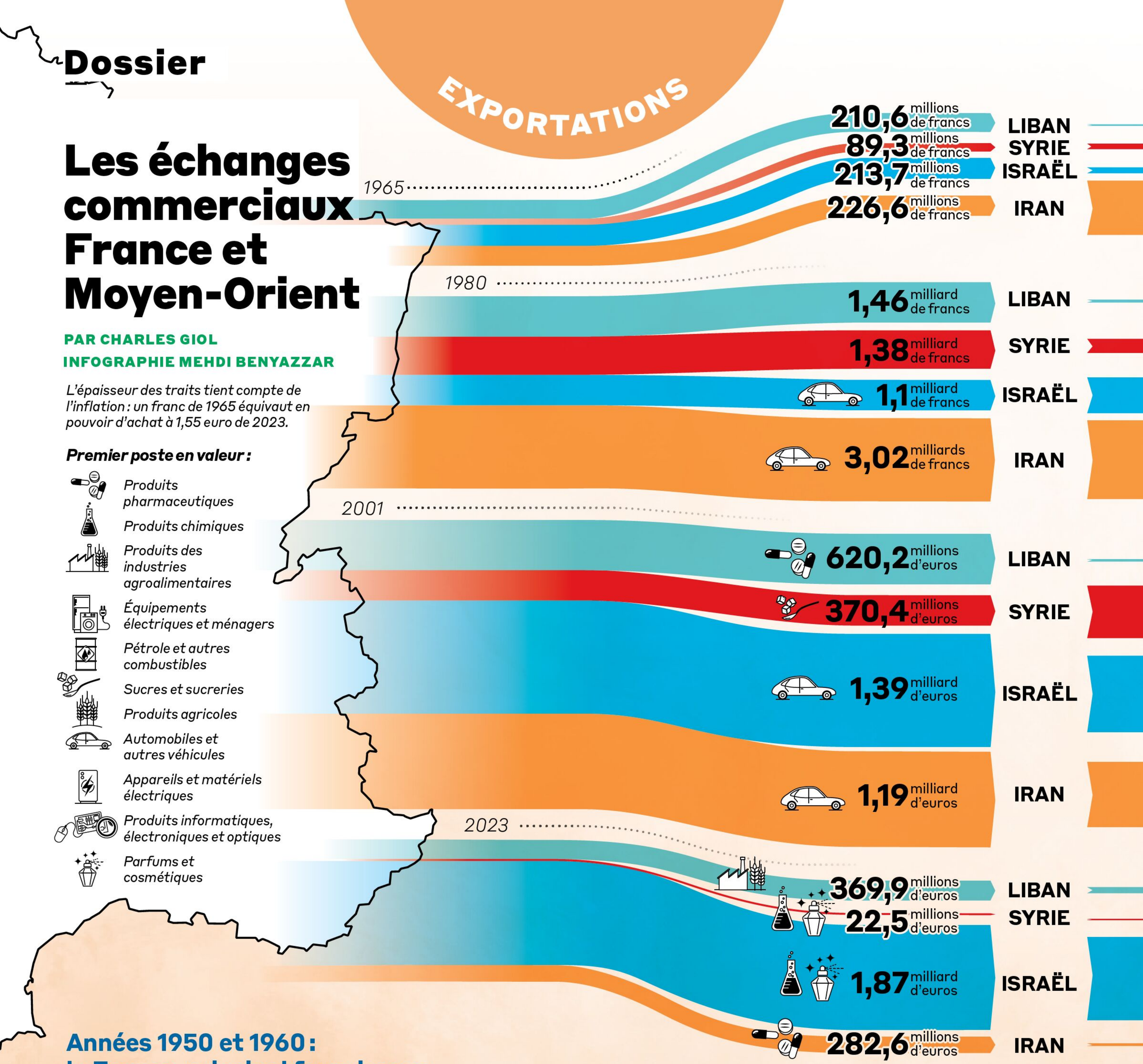
Les échanges commerciaux France et Moyen-Orient

PAR CHARLES GIOL
INFOGRAPHIE MEHDI BENYAZZAR

L'épaisseur des traits tient compte de l'inflation : un franc de 1965 équivaut en pouvoir d'achat à 1,55 euro de 2023.

Premier poste en valeur :

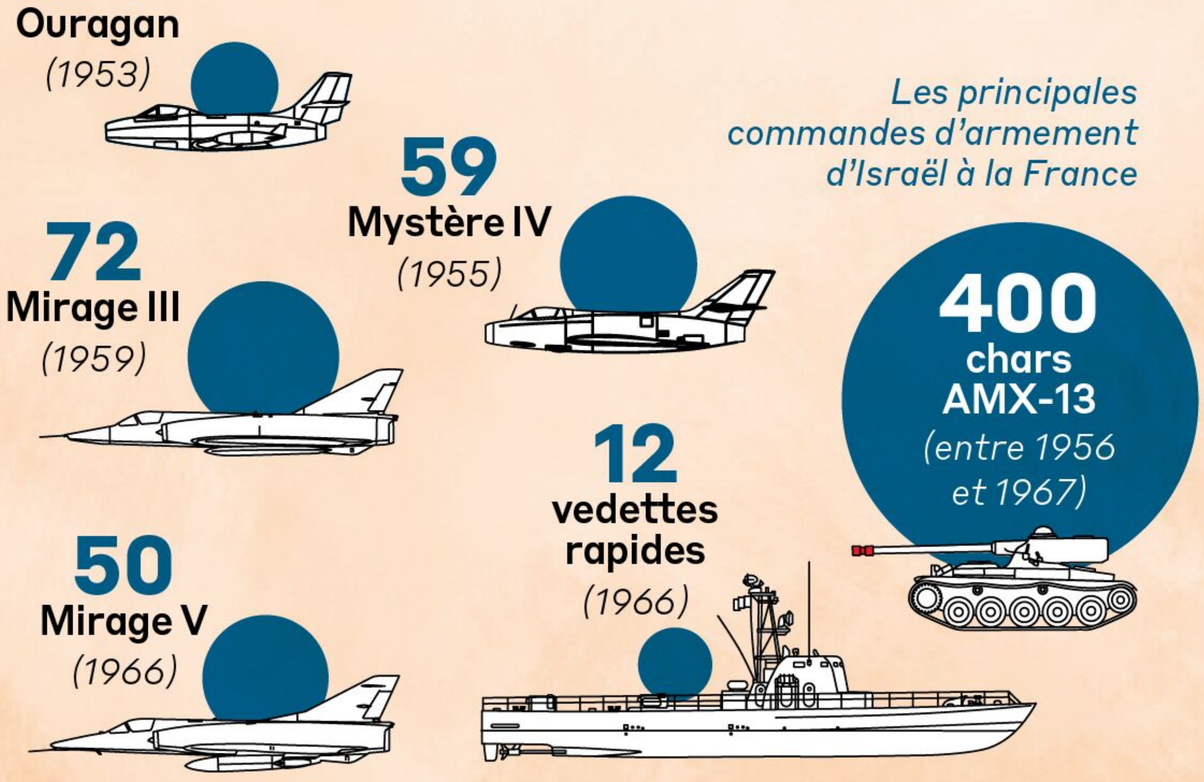
- *Produits pharmaceutiques*
- *Produits chimiques*
- *Produits des industries agroalimentaires*
- *Équipements électriques et ménagers*
- *Pétrole et autres combustibles*
- *Sucres et sucreries*
- *Produits agricoles*
- *Automobiles et autres véhicules*
- *Appareils et matériels électriques*
- *Produits informatiques, électroniques et optiques*
- *Parfums et cosmétiques*



Années 1950 et 1960 : la France, principal fournisseur d'armement à Israël

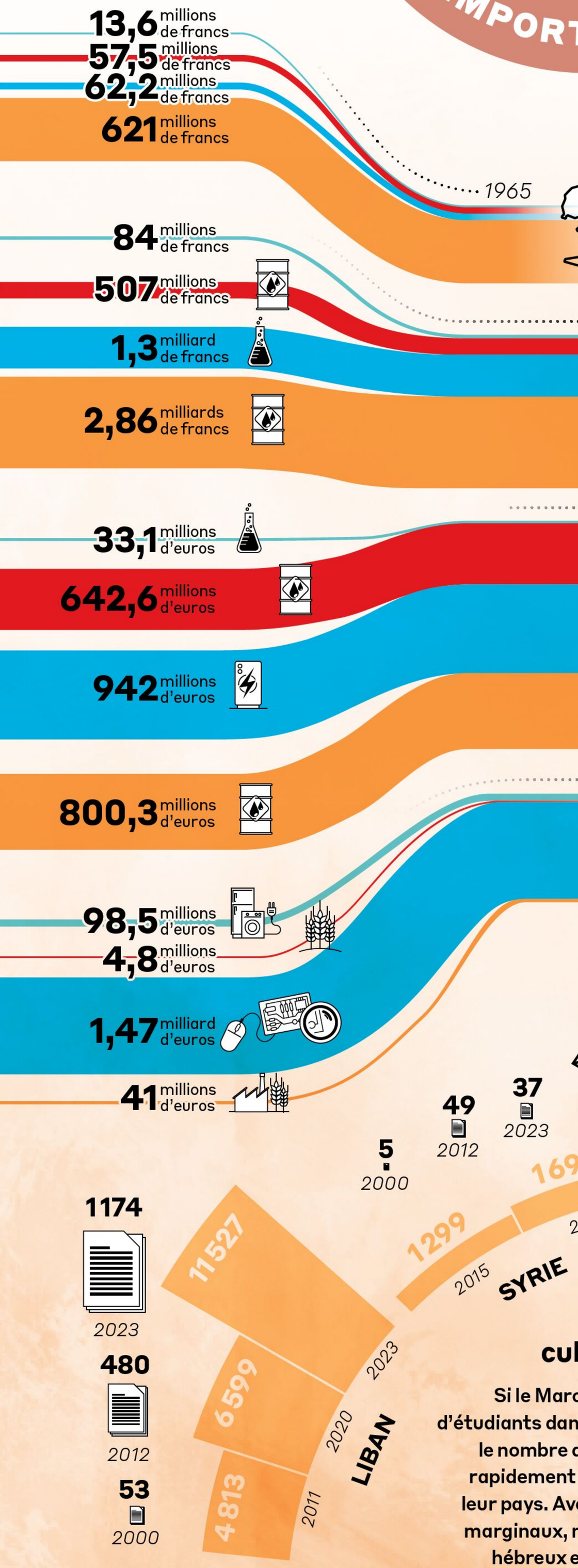
Soutien majeur d'Israël sur la scène internationale depuis sa création en 1948 jusqu'à la prise de distance du général de Gaulle avec l'État hébreu à la fin des années 1960, la France est, durant cette période, son principal partenaire sur le plan militaire. Outre une étroite collaboration concernant la bombe atomique, notre pays fournit alors l'essentiel des avions de chasse israéliens, fabriqués par Dassault, ainsi que des centaines de blindés, qui ont notamment permis à Israël de remporter la guerre des Six-Jours contre ses voisins arabes en 1967. Depuis cette date, et jusqu'à aujourd'hui, la plupart des armements israéliens proviennent des États-Unis.

Les principales commandes d'armement d'Israël à la France



SOURCES : MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES - MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES-MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE.

IMPORTATIONS



À partir des années 1970, dans un contexte d'explosion des échanges internationaux, le Liban, la Syrie, Israël et l'Iran deviennent des partenaires commerciaux non négligeables pour la France. L'industrie automobile française trouve ainsi d'importants débouchés en Israël et surtout en Iran où, à la fin du siècle dernier, près d'un tiers des voitures en circulation étaient des Peugeot. Jusqu'au début du XXIe siècle, l'Iran et, dans une moindre mesure, la Syrie figurent par ailleurs parmi les principaux fournisseurs de pétrole de la France, certes loin derrière l'Arabie saoudite. Mais, depuis une vingtaine d'années, les fortes tensions que connaît la région ont provoqué une nette diminution des échanges commerciaux avec la France : l'Iran est frappé depuis 2006 par des restrictions commerciales imposées par l'Union européenne en réaction à son programme nucléaire. La guerre civile a isolé la Syrie du reste du monde tandis que les difficultés du Liban, qui n'a jamais été un grand exportateur, pèsent sur ses importations. Seul Israël reste aujourd'hui un partenaire commercial important pour notre pays, qui y trouve notamment un débouché pour son industrie chimique et celle du luxe, et qui est friand des produits issus du puissant secteur israélien de la high-tech.

Nombre de publications scientifiques cosignées par des chercheurs de chaque pays avec des chercheurs français

Nombre d'étudiants de chaque pays en France

Échanges culturels et scientifiques

Si le Maroc est aujourd'hui le pays qui envoie le plus d'étudiants dans les universités françaises (45 162 en 2023), le nombre d'étudiants libanais en France augmente rapidement avec l'aggravation de la crise que connaît leur pays. Avec Israël, les échanges d'étudiants restent marginaux, mais les collaborations entre scientifiques hébreux et français ne cessent de se développer.

FRANCE-IRAN
Confiance puis défiance

La relation qu'entretient la France avec l'Iran s'inscrit dans une histoire longue et complexe. Empreinte d'une fascination réciproque, elle a connu son apogée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Mais la révolution islamique de 1979, comme les désaccords politiques portant sur le nucléaire, l'ont mise à mal.

PAR EMMANUEL RAZAVI

Si les relations entre l'Iran et la France commencent vers 1650 et prennent leur essor avec l'envoi, par Napoléon Ier, du général Gardane comme ambassadeur résidant à Téhéran en 1807, la relation entre les deux pays culmine à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le 27 novembre 1944, le général de Gaulle, qui fait route vers Moscou pour y rencontrer Staline, fait halte à Téhéran. Il souhaite faire la connaissance du nouveau roi d'Iran, Mohammad Reza, installé sur le trône depuis 1941, après que son père a abdiqué en sa faveur sous la pression des Alliés, qui lui reprochaient une certaine bienveillance vis-à-vis de l'Allemagne nazie. Si Mohammad Reza est proche des États-Unis, son attachement à la culture et la langue françaises le dispose à tisser des liens culturels et économiques avec la France. De Gaulle, lui, se montre très sensible à la personnalité du chah, qui a reconnu, dès l'été 1942, la légitimité de la France libre.

Des intérêts réciproques

De son côté, le jeune roi considère le Général comme une «personnalité hors du commun», qui lui témoigne un respect qu'aucun autre des représentants des pays alliés ne lui avait jusqu'alors marqué. Il racontera plus tard, dans son livre posthume *Réponses à l'Histoire* (Albin Michel, 1981): «En l'écoutant parler de la France, j'entendais comme l'écho des ambitions que je nourrissais pour ma patrie: la retrouver indépendante à l'intérieur de ses frontières. Cet ardent patriote aura été pour moi un guide.» Pour qui veut comprendre la complexité de l'âme persane, les travaux de l'historien Yves Bomati sont incontournables. De l'étude des *Grandes Figures de l'Iran* (Perrin, 2015) à sa dernière publication, *Les Assassins d'Alamût* (Armand Colin, 2024), ses ouvrages permettent d'appréhender les ressorts de la psyché politique iranienne, laquelle détermine les relations complexes que l'Iran entretient avec l'Occident. Voici ce qu'il raconte: «Un intérêt réciproque naquit entre de Gaulle et Mohammad Reza Pahlavi qui prit pour modèle ce général français nationaliste et patriote, tout comme son père avait suivi les traces de Kemal Atatürk. Ainsi, la visite que le Général effectua ensuite avec son épouse, du 16 au 20 octobre 1963 à Téhéran, s'inscrivit dans ce sillage. Il concrétisa cette amitié par la pose de la •••

MICHEL FAIZANT/CARICADOC/BRIDGEMAN IMAGES

Charles et le chah Proche du souverain Pahlavi depuis la guerre, le chef de l'État effectue un séjour à Téhéran en 1963, qui soude les liens économiques et culturels entre les deux pays. Jacques Faizant, *Paris-Presse L'Intransigeant* (22 octobre 1963).

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

Triomphe Pour célébrer les deux mille cinq cents ans de l'Empire perse, Mohammad Reza Pahlavi convie, le 16 octobre 1971 à Persépolis, chefs de gouvernement – ici le Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, et son épouse – et têtes couronnées du monde entier.

••• première pierre du lycée français, et par la visite de l'académie militaire où le chah avait fait ses classes. Par-delà la politique, c'était à une alliance culturelle que les deux pays appelaient, alliance qui permet, plus que la possession d'un territoire colonisé, d'engager des relations de coopération adultes et durables, sans que soit pour autant oublié l'intérêt stratégique [...].» Cette même année, le chah d'Iran, qui entend faire sortir son pays du tiers-monde, lance la «révolution blanche». Dans un contexte de réformes modernisatrices, il demande aux élites iraniennes d'envoyer leurs enfants dans des collèges français, puis de les encourager à poursuivre leurs études dans de grandes écoles et des universités prestigieuses à Paris, Lyon, Bordeaux et Montpellier. Une fois diplômés, ces jeunes Iraniens devront rentrer en Iran pour y occuper des postes à responsabilités au sein de l'administration, de la diplomatie, des hôpitaux et des entreprises de travaux publics. Nombre d'entre eux prendront la nationalité française et resteront en France, constituant un lien culturel entre les deux pays.

GILBERT UZAN/GAMMA-RAPHO

La France a-t-elle trahi le chah en accueillant Khomeyni ?

Le 6 octobre 1978, l'ayatollah Khomeyni, principal opposant au chah d'Iran, est accueilli en France. Il s'installe à Neauphle-le-Château (78), en région parisienne, où le rejoignent plusieurs de ses disciples. Parmi eux, Mohsen Sazegara, un étudiant en histoire, qui a pour tâche de créer une armée du peuple qui prendra le nom, quelques mois plus tard, de Corps des gardiens de la révolution islamique (Pasdaran). Lorsque le vieil imam émet le souhait de retourner à Téhéran, le gouvernement français met à sa disposition un Boeing 747 et un équipage de la compagnie Air France. Le 1er février 1979, l'aéronef décolle depuis Roissy, en direction de Téhéran. À son bord, une cinquantaine de collaborateurs du futur guide suprême de la révolution islamique, et pas moins de 150 journalistes. Pour les révolutionnaires iraniens, C'est « l'avion du retour au pays ». À son arrivée, alors que Khomeyni descend les marches de l'avion, une partie de la foule, réunie sur le tarmac de l'aéroport de Téhéran, se prosterne à ses pieds, face aux couleurs de la France dessinées sur l'appareil. De nombreux Iraniens reprochent alors à Paris d'avoir trahi Mohammad Reza Pahlavi. L'historien et ancien diplomate franco-iranien, Iradj Amini, affirme pourtant que « Giscard n'a pas laissé tomber le chah. À plusieurs reprises, il lui a suggéré, par l'entremise de l'ancien ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski, et d'Alexandre de Marenches, le patron des services secrets français, d'expulser Khomeyni. C'est le chah qui a refusé ». E. R.

Sous Pompidou et Giscard : un songe des Mille et unes nuits

Téhéran et Paris vont dès lors entretenir des relations en apparence solides. En mai 1968, le Premier ministre, Georges Pompidou, lors d'un déplacement en Iran, avoue être frappé «par le désir de culture française que l'on rencontre en Iran, en particulier à Téhéran, à Ispahan et ailleurs». Lorsque Valéry Giscard d'Estaing accède à l'Élysée en 1974, la relation franco-iranienne semble au beau fixe. La France est, à l'époque, le cinquième fournisseur industriel de l'Iran. C'est donc dans un contexte de quasi-euphorie qu'il effectue, en 1976, un voyage officiel à Téhéran. Durant ce séjour, le président français et le chah se mettent d'accord sur un programme de coopération économique d'un montant de 30 milliards de francs qui comprend notamment la construction d'une centrale électrique thermique à Tabriz, d'une ligne de chemin de fer entre Téhéran et Bandar-Shahpour, et de deux centrales nucléaires.

Entre la France et le pays des rois, des mages et des poètes, l'entente tient presque d'un songe des *Mille et Une Nuits*. Et les accords portant sur le nucléaire iranien n'y sont pas pour rien. En 1974, le chah a en effet proposé à Jacques Chirac, Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, de prêter un milliard de dollars à la France, afin de construire une usine d'enrichissement d'uranium. Son objectif: faire de l'Iran une puissance nucléaire. Il charge Akbar Etemad, patron de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, de la mise en place d'un accord avec Georges

Besse, le président du directoire d'Eurodif, usine spécialisée dans l'enrichissement d'uranium installée à Tricastin, dans la Drôme. Le contrat prévoit l'approvisionnement de l'Iran en uranium enrichi, la construction d'un centre nucléaire doté de trois réacteurs, l'exploitation en commun des gisements d'uranium qui seront découverts en Iran, et la formation d'ingénieurs et de scientifiques iraniens. Le gouvernement iranien deviendra actionnaire d'Eurodif, ce qui lui donnera droit à 10 % de l'uranium produit sur le site.

BERNARD DERENNE/GAMMA-RAPHO

Décompte À partir de mars 1986, le journal télévisé d'Antenne 2 commence tous les soirs par la photo des otages enlevés par le Hezbollah, accompagnée du nombre de jours passés en détention. Ils seront finalement libérés le 4 mai 1988.

1979 : la France dans la tourmente de la révolution iranienne

Alors que l'Iran se modernise, la politique du chah est de plus en plus contestée par des organisations politiques d'extrême gauche, qui disposent de solides relais d'opinion en Europe et aux États-Unis. Elles reprochent au monarque de s'être aligné sur les puissances occidentales au détriment des intérêts du peuple iranien. Elles l'accusent aussi de mener, avec l'appui de son service de renseignement, la SAVAK, une politique répressive. Parmi les contestataires se trouvent des communistes et les Moudjahidin du peuple iranien, une organisation islamo-marxiste armée, favorable à une alliance avec les mollahs, et plus particulièrement avec l'un d'entre eux, l'imam Khomeyni (1902-1989). Ce dernier est lié à un groupuscule terroriste chiite, les Fedayins de l'islam, qui sont impliqués dans plusieurs attentats contre des personnalités politiques iraniennes. Khomeyni est surtout connu pour s'être opposé au chah, après que ce dernier a décrété la « révolution blanche », lors de laquelle il a racheté à bas prix les terres du clergé iranien pour les redistribuer aux ouvriers agricoles. Il assure également que le souverain a fait assassiner l'un de ses fils – sans que ce ne soit jamais prouvé.

Contraint par le monarque à l'exil, d'abord en Turquie puis en Irak, le religieux finit par se rendre en France, à l'automne 1978 *(lire l'encadré p. 62)*. C'est là qu'il décide de la création du Corps des gardiens de la révolution islamique qui deviendra, quelques mois plus tard, le bras armé du nouveau régime. Lors d'une conférence de presse, le 21 novembre 1978, le président Giscard d'Estaing, répondant à la question d'un journaliste sur la liberté de parole dont jouit l'ayatollah, explique qu'il « [est] venu en France dans des conditions régulières et il s'[est] installé non pas comme un réfugié politique dont il n'avait pas le statut, mais comme un étranger en résidence en France ». Une déclaration qui fait l'effet d'une trahison pour les soutiens • • •

Le soutien des intellectuels français à la révolution

En 1979, plusieurs intellectuels proches de la gauche française soutiennent la révolution islamique iranienne. Alors que Khomeyni a écrit que « le djihad signifie la conquête de tous les territoires non-musulmans » et qu'« une telle guerre pourrait bien être déclarée après la formation d'un gouvernement islamique digne de ce nom », aucun d'entre eux ne semble pourtant l'avoir lu.
Jean-Paul Sartre (1905-1980), qui fait alors partie de son comité de soutien, prononce, en référence au philosophe iranien Ali Shariati qu'il considère, à l'époque, comme l'idéologue de la révolution iranienne, cette phrase qui en dit long : « Je n'ai pas de religion, mais si je devais en choisir une, ce serait celle de Shariati. » Le philosophe Michel Foucault (1926-1984) couvre, quant à lui, par deux fois la révolution iranienne – en septembre et novembre 1978 – pour le compte du *Nouvel Observateur* et du quotidien italien *Corriere della Sera*. Envoûté par le futur bourreau de l'Iran, il écrit : « Peut-être les sujets révoltés du chah sont-ils en train de rechercher cette chose que nous avons oubliée depuis si longtemps en Europe : une spiritualité politique. » Voici encore comment le philosophe décrit l'ayatollah se dressant face au chah : « La situation semble être suspendue à une grande joute entre deux personnages aux blasons traditionnels : le roi et le saint, le souverain en armes et l'exilé démuni ; le despote avec en face de lui l'homme qui se dresse les mains nues, acclamé par un peuple. » E. R.

••• du chah. L'historien Yves Bomati revient sur cette période : « Giscard d'Estaing n'était pas de Gaulle, loin de là. Le mépris qu'il montrait envers le chah qu'il traita dans l'intimité de "nouveau riche", lors de son voyage en Iran en 1976, affleurait sous son apparente politesse et son soutien affiché. [...] Sa duplicité envers la monarchie des Pahlavi s'accorda sans problème avec les autres acteurs occidentaux – États-Unis, RFA, Royaume-Uni – qui, lors de la conférence de la Guadeloupe qu'il organisa du 4 au 7 janvier 1979, lâchèrent définitivement le chah au profit de Khomeyni. Sans doute comptaient-ils faire de ce dernier leur marionnette, et contrôler les ressources énergétiques iraniennes. » Face aux révolutionnaires qui réclament son départ, Mohammad Reza Pahlavi quitte Téhéran le 16 janvier 1979. Il n'y reviendra jamais.

L'atome iranien et les années de sang

Le 1er février 1979, Khomeyni rentre en Iran. Son retour comme sa victoire sont commentés avec enthousiasme par des intellectuels français tels Sartre et Foucault *(lire l'encadré p. 63)* qui, par ailleurs, ne font preuve d'aucune compassion pour les exactions commises à Téhéran par les sicaires aux ordres du vieux religieux. Dès son accession au pouvoir, Khomeyni fait savoir au président Giscard d'Estaing qu'entre la France et l'Iran « quelques accords devraient être révisés [...] ». Dans sa ligne de mire, il y a le programme Eurodif. À cette époque, un Franco-Iranien, Matthieu Ghadiri, infiltre le Corps des gardiens de la révolution pour le compte des services secrets français. Auteur du livre *Notre agent iranien* (Nouveau Monde, 2024), son témoignage est exceptionnel. Il se souvient : « Quand il a pris le pouvoir, Khomeyni n'a pas mesuré l'importance du contrat Eurodif signé avec la France. Il voulait juste récupérer l'argent investi par le chah. Mais à partir de 1982, il comprend enfin que les investissements iraniens dans Eurodif peuvent lui permettre d'obtenir la bombe atomique. La France, de son côté, a décidé de rompre les accords avec la République islamique d'Iran, quitte à rembourser ce qu'elle lui doit. Sauf que les Iraniens ne voulaient plus l'argent, mais la technologie française. Face au refus définitif d'un partenariat avec Paris, Téhéran finit par réclamer à nouveau l'argent. Comme celui-ci ne lui est pas remis, le Hezbollah, filiale des gardiens de la révolution islamique créée en 1982 au Liban sur ordre de Khomeyni, se livre à des actions terroristes et enlève des ressortissants français pour mettre la pression. »

> « La libération des otages français en contrepartie du règlement du contentieux nucléaire franco-iranien »

Le 23 octobre 1983, Téhéran commandite un attentat à l'explosif au Liban, contre les soldats du 1er régiment de chasseurs parachutistes français, qui ont établi leur cantonnement

150 ans de coopération culturelle

La France et l'Iran partagent une longue histoire en matière de coopération culturelle, notamment dans les domaines de l'éducation, du cinéma, de l'architecture et de la musique. Dès 1837, des écoles lazaristes sont créées par des missionnaires français. Rapidement, l'influence française prend de l'importance au sein de l'élite iranienne, passionnée par les sciences, la médecine et l'humanisme des Lumières. Une première école française pour jeunes filles iraniennes, le lycée Jeanne-d'Arc, ouvre à Téhéran en 1865. Puis, en 1950, le lycée franco-iranien Razi voit le jour. En près d'un siècle, la plupart des Iraniens appartenant à l'aristocratie et à la bourgeoisie apprennent à parler français, nombre d'entre eux poursuivant leurs études supérieures en France. Le gouvernement iranien veut qu'à leur retour, ils participent activement à la modernisation de l'Iran. La France, de son côté, considère ces jeunes Iraniens comme la pièce maîtresse de sa stratégie d'influence dans le pays. Malgré la révolution de 1979, l'Institut français de recherche en Iran (IFRI) naît en 1983 de la fusion de la Délégation archéologique française en Iran et de l'Institut français d'iranologie de Téhéran, fondé par le célèbre iranologue Henry Corbin *(photo)*. La mission de l'IFRI concerne l'ensemble des cultures marquées par celle de l'Iran. Équipé d'une bibliothèque qui compte plus 28 000 livres, l'honorable institut apparaît aujourd'hui comme le point de rencontre incontournable pour les chercheurs français qui s'intéressent à l'Iran. E. R.

AAHSC

dans un immeuble baptisé «Drakkar», à Beyrouth; 58 d'entre eux, engagés au sein de la force de maintien de la paix, trouvent la mort dans l'explosion. Le 22 mars 1985, deux diplomates français, Marcel Carton et Marcel Fontaine, sont enlevés par des djihadistes de la milice pro-iranienne. Le 22 mai, le journaliste Jean-Paul Kauffmann et le sociologue Michel Seurat sont kidnappés. Entre 1985 et 1986, pas moins de 14 attentats sont orchestrés par l'Iran et le Hezbollah contre les intérêts français. Le 8 mars 1986, Philippe Rochot, Georges Hansen, Aurel Cornéa et Jean-Louis Normandin, journalistes à Antenne 2, sont enlevés. En 1987, c'est au tour d'un autre reporter, Roger Auque. Le 17 novembre, le P-DG de Renault, Georges Besse, est assassiné par deux membres du groupe Action directe. Ont-ils agi sur commande de Téhéran? Plusieurs éléments le laissent penser, bien que le mystère demeure. La libération des otages français intervient finalement en 1988, en contrepartie du règlement du contentieux nucléaire franco-iranien. L'Iran récupère son argent; Khomeyni a gagné. Mais la rupture entre Paris et Téhéran est consommée pour longtemps.

«Femme, Vie, liberté»: les contestataires iraniens attendent un soutien de la France

Si Jacques Chirac affirme, en 2007, qu'il n'est «pas tellement dangereux que l'Iran ait une bombe nucléaire», son successeur fraîchement élu, Nicolas Sarkozy, assènera, quelques mois plus tard, qu'«un Iran doté de l'arme nucléaire est pour moi inacceptable», ajoutant, avec raison: la crise autour de l'Iran est «sans doute la plus grave qui pèse sur l'ordre international». Il faudra attendre l'arrivée de François Hollande à la présidence de la République pour qu'une relation en apparence apaisée reprenne avec la République islamique d'Iran, à partir de 2013.

Cependant, si de grandes entreprises françaises investissent dans des projets en Iran, les mollahs ne joueront jamais franc-jeu avec Paris. En dépit des accords de Vienne de 2015 portant sur le nucléaire iranien – dans lesquels la France a joué un rôle important – leur relation sera jalonnée par les menaces et les coups bas des dirigeants de la République islamique, qui iront jusqu'à prendre en otages plusieurs ressortissants français, dont trois sont encore détenus en Iran.

Depuis septembre 2022, la République islamique fait toutefois face à une contestation populaire qui la fragilise. Dans un pays d'environ 88 millions d'habitants, où la moyenne d'âge est de 32 ans, les jeunes Iraniens s'attendaient à ce que la France se tienne à leurs côtés. Mais deux événements les ont amenés à porter un jugement sévère sur la politique iranienne du président français Emmanuel Macron. Il y a d'abord eu sa poignée de main au président Ebrahim Raïssi (1960-2024) – surnommé, en Iran, le «boucher de Téhéran» – cinq jours après le début du soulèvement «Femme, vie, liberté», en réponse à l'assassinat, par la police des mœurs, de Mahsa Amini, une Iranienne de 22 ans. Puis, le 23 janvier 2024, l'accueil chaleureux réservé par le ministre français des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, à son homologue Hossein Amir Abdollahian (1964-2024), dans les locaux de la mission diplomatique française à New York, quelques heures après la pendaison d'un manifestant, Mohammad Ghobadlou.

La diaspora iranienne de France, qui compte près de 25000 âmes, s'est aussi montrée très critique à l'égard de la position française. Pour Yves Bomati, «la France demeure surtout préoccupée par la question nucléaire et l'abandon partiel des termes de l'accord de Vienne de 2015. À ses yeux, un retour de la diplomatie reste indispensable. Les gesticulations de nos politiques en ce sens ne semblent cependant guère émouvoir, pour l'instant, le régime iranien [...]». Seule certitude: alors que la République islamique d'Iran est très affaiblie par la destruction de ses «proxys» au Proche-Orient – Syrie, Hezbollah –, une crise économique d'une extrême gravité, et une révolution que rien ne semble pouvoir arrêter, la France, pour retrouver de la crédibilité aux yeux de la jeunesse iranienne, va devoir montrer qu'elle se démarque des mollahs, et miser sur l'opposition laïque et démocratique iranienne. Sans cela, elle abîmera davantage sa relation avec ceux qui incarnent, déjà, l'Iran de demain.

AMAURY CORNU/HANS LUCAS

Crédibilité La communauté franco-iranienne suit avec inquiétude les événements qui secouent actuellement la République islamique : Paris saura-t-il tenir son rôle de soutien aux opposants ? Manifestation place du Panthéon, le 5 novembre 2024.

La tribune de **Hilda Dehghani-Schmit***

« La voix des Iraniens peine à se faire entendre en France »

*** Franco-Iranienne, conseillère en communication, elle a reçu le prix international de la laïcité en 2023 pour son engagement en faveur des droits de l'homme.**

LAILHEUGUE

Alors que la perspective d'un Iran libéré du joug du régime totalitaire des mollahs se dessine enfin, une inquiétude demeure quant à l'avenir des relations franco-iraniennes. Les liens culturels entre les deux peuples sont profonds : les Iraniens éprouvent un respect sincère pour la France, symbole des Lumières, tandis que l'art et la poésie persane suscitent l'admiration en France. Cependant, l'accueil de l'ayatollah Khomeyni en 1978 et le soutien dont il a bénéficié en France ont laissé une blessure encore vive dans le cœur des Iraniens. Nombre d'entre eux considèrent que la France a joué un rôle dans l'avènement du régime théocratique – ressentiment ravivé par une diplomatie française qui dialogue avec les mollahs et ignore leurs opposants, qui luttent pourtant pour la démocratie et la laïcité.

Dans les médias français, dont les Iraniens suivent avec attention les prises de position, l'espace accordé aux « fausses oppositions » et à la féminisation de la lutte ne font qu'amplifier cette frustration. Pourquoi la voix de la majorité des Iraniens peine-t-elle à se faire entendre en France, alors que les ex-révolutionnaires de 1979, pourtant très minoritaires, et les lobbies du régime y trouvent un écho disproportionné ? Autre exemple : grâce à des relais influents, les *Mujaheddin-e Khalq* (MEK, « combattants du peuple »), malgré leur passé terroriste et leur fonctionnement sectaire, ont su redorer leur image, alors même qu'une majorité d'Iraniens ne veut pas d'eux. De même, la stratégie d'infiltration du régime des mollahs au sein des milieux universitaires, économiques et décisionnels européens contribue à brouiller les perceptions. Quant à nous, Franco-Iraniens, qui souhaitons une alliance fondée sur des valeurs démocratiques et laïques entre nos deux pays, nous sommes passés sous silence et souvent pris à partie par ceux qui luttent là-bas au prix de leur sang, et qui ne comprennent pas que leur voix ne soit pas entendue.

Un combat au-delà du voile

Les Iraniens savent que la création de « fausses oppositions » est une méthode éprouvée pour consolider le pouvoir en place en Iran. Après quarante-cinq ans de propagande et de répression, ils ont développé une capacité aiguë à déceler ces manipulations. Ils perçoivent donc souvent les choix relayés par les Occidentaux comme paternalistes et manœuvriers. Ainsi, que ce soit par la promotion de figures dites « réformatrices » ou par la mise en avant de personnalités médiatisées à grand renfort de prix internationaux, ils rejettent l'idée que leur avenir puisse être déterminé ailleurs que par eux-mêmes.

La réduction de leur combat à une lutte féministe est vue comme une méconnaissance, voire une glamourisation de leur réalité. Certes, les femmes subissent une oppression spécifique, mais les hommes sont aussi persécutés. En Iran, lorsque les hommes scandent « Femme, Vie, Liberté », les femmes répondent « Homme, Patrie, Prospérité », affirmant ainsi une lutte collective contre la république islamique perçue comme une force d'occupation.

En Iran, les hommes ont prouvé leur totale solidarité avec les femmes, allant jusqu'à se voiler, en 2016, dans le cadre de la campagne #ManInHijab. Ils sont persécutés et opprimés par l'un des pires régimes autoritaires que le monde ait connus. Hommes et femmes sont emprisonnés, torturés, violés et exécutés, au rythme d'une exécution toutes les quatre heures en 2024. Leur combat ne se limite ni au port du voile ni à des luttes ethniques ou idéologiques : il s'agit d'un soulèvement national contre un régime qui détruit leur culture, pille leurs ressources et étouffe toute liberté. La majorité des Iraniens attend aujourd'hui des démocraties occidentales qu'elles cessent toute complaisance avec le régime et espèrent un soutien sincère, sans condescendance, ni ingérence. En tant que Franco-Iranienne, j'aspire à un avenir où la relation entre mes deux pays pourra se reconstruire sur des bases saines, dans le respect de nos valeurs communes et d'un véritable engagement pour la liberté et la démocratie en Iran.

Et si la meilleure façon d'entrer dans l'histoire, c'était de s'y abonner ?

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 **Je choisis la formule d'abonnement de mon choix**
(Je coche la case correspondante)

☐ OFFRE **PREMIUM** **-23%**
1 an (10 numéros)
+ 4 HORS-SÉRIES
pour 84 € au lieu de ~~109,60 €~~*

☐ OFFRE **ESSENTIELLE** **-16%**
1 an (10 numéros)
pour 59 € au lieu de ~~70 €~~*

2 **J'indique mes coordonnées**

☐ Mme ☐ M. Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

CP |_|_|_|_|_| Ville .....

Tél. |_|_| |_|_| |_|_| |_|_| |_|_|

Pour ne rien rater de l'actualité d'Historia, merci de renseigner l'email du bénéficiaire de l'abonnement :

Email .....

3 **Je choisis mon mode de règlement**

☐ **Par chèque bancaire ou postal** à l'ordre d'**Historia** à renvoyer avec ce bulletin dans une enveloppe non affranchie à l'adresse suivante :
Historia - Service abonnements - Libre Réponse 25694
60647 Chantilly Cedex

☐ **Par carte bancaire,** rendez-vous sur la boutique d'abonnement d'Historia **boutique.historia.fr** ou flashez le QR code ci-contre →

☐ **Par téléphone** en contactant directement le **service clients** au **01 55 56 70 56**
du lundi au vendredi de 9h à 18h.

*par rapport au prix de vente au numéro. Vous pouvez acquérir séparément chacun des numéros d'Historia au prix unitaire de 6€90, les numéros doubles au prix unitaire de 7€90 et les numéros d'Historia Hors-Série au prix unitaire de 9€90. Offre valable en France métropolitaine dans la limite des stocks disponibles. Service abonnements : 01 55 56 70 56. Email : **serviceclients@historia.fr**. Offre valable jusqu'au 31/05/2025. En souscrivant à cette offre d'abonnement,vous acceptez nos conditions générales de vente disponibles sur le site **https://www.historia.fr/cgv. Historia**, géré par la SFPA et intégré au Groupe Les Echos, et en sa qualité de responsable de traitement, traite les données recueillies ci-dessus à des fins de gestion de votre commande et de votre abonnement via votre compte client. Les données indispensables pour remplir les finalités décrites sont signalées ci-dessus. Conformément à la règlementation en vigueur, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, de suppression et de portabilité de vos données. Pour exercer vos droits et/ou obtenir plus d'informations sur notre politique de confidentialité, vous pouvez vous adresser à : DPO Historia 10 boulevard de grenelle - 75015 Paris ou à l'adresse électronique DPO **dpo@lesechosleparisien.fr**. Si vous ne souhaitez pas recevoir d'emails de notre part proposant des offres commerciales pour nos produits ou services analogues, merci de cocher cette case ☐. Si vous souhaitez recevoir les offres du groupe Les Echos - Le Parisien par email, merci de cocher cette case ☐. Si vous souhaitez recevoir les offres des partenaires du groupe Les Echos - Le Parisien par email, merci de cocher cette case ☐. Si vous ne souhaitez pas recevoir d'offres commerciales par téléphone et/ou courrier postal Historia, vous pouvez contacter le Service Clients par email à **serviceclients@historia.fr** ou par courrier à : Historia – Service Relations Abonnés - 45 Avenue du Général Leclerc - 60643 Chantilly Cedex

HKB12025

BRIDGEMAN IMAGES

Germaine Berton, celle qui voulait venger Jaurès…

Le 22 janvier 1923, à défaut de trouver Léon Daudet, un des dirigeants de l'Action française, la jeune militante anarchiste assassine Marius Plateau, qui en est le secrétaire général. Malgré la préméditation établie et des aveux circonstanciés, elle sera acquittée par la cour d'assises. PAR MARC HÉDRICH

ALBERT HARLINGUE/ROGER-VIOLLET

Plaidoirie À l'issue des sept jours d'audience, le 24 décembre 1923, Germaine Berton (à g.) est acquittée. Son avocat a invoqué la jurisprudence de l'impunité concernant Raoul Villain, l'assassin de Jaurès. (Procès de G. Berton, 18-24décembre 1923).

La langue française a ceci d'étrange qu'elle n'a pas prévu de forme féminine au substantif «assassin»! Pourtant l'adjectif «assassin» fait «assassine» au féminin… Comme si le meurtre avec préméditation, puni de la peine capitale, était une exclusivité masculine, comme si cette intention criminelle, machiavélique, ne pouvait nullement concerner la gent féminine. Le plus souvent, on lui substituera le terme, juridiquement impropre, de meurtrière, en omettant ainsi le caractère prémédité du crime. Rien ne prédispose, en tout cas, Germaine Berton, cette frêle jeune femme tout juste âgée de 20 ans, à devenir une «assassin»! En ce mois de janvier 1923, Germaine Berton a déjà une sacrée carrière de militante derrière elle. D'abord ouvrière syndicaliste à Tours, elle flirte avec le parti communiste naissant avant de préférer la mouvance anarchiste, qu'elle rejoint à Paris. Après un court séjour en prison pour avoir giflé un commissaire de police, elle s'engage radicalement dans la lutte contre la montée du fascisme en France, alors qu'en Italie, Mussolini vient de marcher sur Rome et de s'emparer du pouvoir. C'est dans cette dynamique qu'elle décide d'assassiner l'un des chefs de l'Action française, mouvement monarchiste, antisémite et clérical, incarnant un fascisme à la française. Tout ce que déteste et combat la jeune anarchiste. Depuis deux mois, elle a acquis un pistolet automatique de calibre 6,35 mm. Elle tente en vain d'approcher Léon Daudet et Charles Maurras, dépose une lettre accompagnée d'un CV, dans laquelle elle explique avoir des révélations à faire sur les projets des anarchistes parisiens et disposer de documents à ce sujet.

Cinq balles à bout portant après un entretien cordial

Elle justifie alors ces contacts discrets par vengeance suite à sa récente exclusion. En insistant, elle va obtenir d'être reçue par Marius Plateau, journaliste virulent, héros de la Grande Guerre, et chef des Camelots du roi, milice ultra-violente de l'Action française.

Le 23 janvier 1923, vers 13h45, Germaine Berton, coiffée d'un chapeau de feutre beige, se présente rue de Rome, au siège de l'Action française, où elle est accueillie par Marius Plateau. Elle restera dans son bureau environ une demi-heure pendant laquelle plusieurs témoins entendront des rires, lais- •••

••• sant penser à un entretien cordial. À la sortie, alors qu'elle est raccompagnée par son hôte dans le vestibule, elle sort son pistolet de son sac et lui tire dans le dos cinq balles à bout portant. Puis elle retourne son arme contre elle, se tirant une balle dans la poitrine. Plateau, chancelant, s'affaisse aussitôt, en déclarant aux rédacteurs alertés par les détonations: «J'ai au moins deux balles dans le corps». Rapidement, on va chercher un médecin, mais il n'y a plus rien à faire. Les témoins découvrent alors le corps de la visiteuse Germaine Berton, étendue sur le parquet, évanouie. Reprenant rapidement ses esprits, elle déclare: «Si je meurs, vous direz à mes camarades du parti que j'ai fait mon devoir.» Elle est d'abord hospitalisée avant d'être incarcérée à la prison Saint-Lazare. Au terme de son premier interrogatoire, elle conclura ses aveux en déclarant: «Je suis la seule responsable de mes actes… Je ne regrette pas mon geste et je recommencerais.»

La « Charlotte Corday des anarchistes »

L'instruction sera assez rapide. Pas besoin, en effet, d'investigations très poussées: le cadavre est encore chaud, on dispose de l'arme du crime encore fumante, la suspecte a été facilement et immédiatement interpellée, il existe quantité de témoins, le mobile est cohérent pour un crime en solitaire et, cerise sur le gâteau, on bénéficie d'aveux circonstanciés. Voilà donc une affaire criminelle hors-norme puisque, contrairement aux grands principes de notre droit pénal, la présomption d'innocence ne joue pas, tant la culpabilité est évidente. C'est, en tout cas, ce que pensent les Parisiens qui suivent dans la presse ce feuilleton judiciaire.

La jeune anarchiste sera emprisonnée pendant onze mois jusqu'à l'ouverture de son procès. Il ne fait pas de doute que Germaine Berton connaissait pertinemment le risque qu'elle prenait en assassinant sa cible. Depuis plus

Les « acquittements scandaleux » des Années folles

Ils ont mûri leur crime, acheté une arme à feu, ciblé leur victime, repéré les lieux avant de tuer froidement. Ils ont par la suite revendiqué leur acte sans exprimer le moindre remords. Que leur mobile soit d'ordre politique ou passionnel, Raoul Villain, Henriette Caillaux et Germaine Berton sont des tueurs de l'ombre. Entrés dans l'histoire par la petite porte pour avoir tué Jaurès, abattu le rédacteur en chef du *Figaro* et refroidi un des patrons de l'Action française. Ce sinistre trio d'assassins a en commun d'avoir été acquitté par les jurés de la cour d'assises de la Seine, en 1914, 1919 et 1923, et d'être ainsi sortis libres et blanchis au terme de leur procès. Pour les familles des victimes, c'était un déni de justice, une véritable double peine. Ces « acquittements scandaleux », tels que la presse les qualifiaient, étaient en partie liés au fait que les jurés des cours d'assises délibéraient seuls et pouvaient se montrer plus perméables aux polémiques du moment ou s'opposer ainsi à un verdict de peine de mort. Ils se sont répétés jusqu'à une réforme de la cour d'assises, initiée en 1941 par le gouvernement de Vichy, visant à associer désormais six jurés aux trois magistrats professionnels. M. H.

Mercredi 29 Juillet 1914

latin

Jules MADELINE, Président

Mme Caillaux est acquittée

Mme Caillaux est acquittée.

Résumons les épisodes essentiels de la dernière journée de cet historique procès.

A l'ouverture de l'audience, une cohue, plus dense que jamais, envahit la salle déjà remplie aux trois quarts. Il n'y a plus ni droits acquis, ni places assignées. Des altercations s'élèvent de toutes parts. Les huissiers aussi se plaignent à grands cris du public debout qui les empêche, non seulement de voir mais d'entendre. Les gardes parviennent à déblayer l'entrée du prétoire. Ne pouvant ni s'asseoir ni rester debout, un avocat suivra agenouillé la plus grande partie de l'audience.

Déjà la chaleur est étouffante. On entend des cris de femmes foulées. Des bouteilles circulent. On se met à l'aise. Un spectateur très haut juché a enlevé son faux col, ouvert sa chemise.

Ce furent d'abord deux belles plaidoiries. Un peu froide, un peu trop didactiquement ordonnée, débitée sur le ton calme et posé du « civiliste » qui discute une question de droit pur, celle de Me Sellignan, premier orateur de la partie civile, avait pour but de venger le *Figaro* et Gaston Calmette des attaques, étrangères au procès, dirigées contre eux par M. Caillaux.

Puis Me Chenu, mordant, incisif, superbe dans l'invective et le dédain, dirigea contre l'accusée la plus rude attaque.

Au cours de la plaidoirie de Me Chenu, Mme Caillaux, terrassée par l'émotion, s'évanouit.

— Mme Caillaux, dit-il, sentait l'impopularité qui montait autour de son mari, autour de sa politique, autour d'elle, par contre-coup. Au théâtre, au cinéma, à la Chambre, partout, elle est humiliée par les réflexions qu'elle entend... Tout cela, c'est la faute à Calmette et cela ne se pardonne pas ! Il faut que cela cesse, par quelque moyen que ce soit. On se concerte et on agit.

Me Chenu retrace alors les divers événements qui précédèrent le crime. Enfin vient Mme Caillaux au *Figaro*.

— Elle nous a dit dans son interrogatoire : « Je vais peut-être vous faire sourire. Je croyais entendre comme une voix intérieure. » Mais non, je ne souris pas. Je la connais, cette voix intérieure dont chacun de nous a entendu le son grave aux heures importantes de sa vie. Elle aurait dû lui dire : « Va-t'en ! Que fais-tu là ? Tu veux venger des vanités mal satisfaites ! Tu ne le dois pas. Va-t'en ! »

Me Chenu continue en racontant la scène tragique.

A ce moment, Mme Caillaux s'effondre sur son banc. Elle est en proie à une crise de nerfs. L'audience doit être suspendue.

A la reprise, l'avocat de la partie civile poursuit son argumentation et il demande

Enfin, à neuf heures un quart, M. Albanel peut prononcer la formule sacramentelle. Très émue, Mme Caillaux embrasse son défenseur. Son chapeau roule hors du « box ». On le lui rapporte. Elle sourit en se recoiffant.

Me Labori se dirige vers Me Chenu et lui tend la main, geste éloquent, symbole de cette réconciliation après la lutte dont le grand bâtonnier exprimait le généreux et peut-être chimérique espoir.

Ce n'est pas tout ! Il reste à statuer sur les conclusions de la partie civile.

— Aucune conclusion ! jette — et de quel ton ! — Me Chenu.

M. le président Albanel veut cependant lire un arrêt adjugeant aux mineurs Calmette le franc classique de dommages-intérêts.

— Aucune conclusion ! répète l'avocat.

— Comme vous voudrez ! signifie le geste présidentiel.

La partie civile payera les frais du procès.

A la clarté des lampes
Une scène d'intimité

Des lustres aux mille petites boules étincelantes répondent sur des tapis persans, dont ils avivent les merveilleuses bigarrures, une lumière claire et gaie. Sur un lit de repos Louis XVI, aux coussins paresseux, est abandonnée une étole de renard blanc qui regarde de ses grands yeux de jade... Il est onze heures du soir. Nous sommes dans la galerie qui précède les appartements de Mme Caillaux.

Des valets affairés parcourent la maison. Des timbres électriques retentissent : l'un d'eux, plus impérieux, crépite à chaque minute : le téléphone.

Et l'on entend des voix, des voix apaisées qui sonnèrent cassantes, brèves, longuement ces jours passés :

— C'est vous, chère amie ? Oh ! merci ! merci !

Ce sont des lettres que l'on apporte, des cartes qui s'amoncellent, et les premières fleurs.

Un dîner fort intime réunit sous la « lampe familiale », comme l'on disait autrefois, les maîtres de céans et des amis très sûrs. Il y a là, groupés autour de Mme Caillaux, M. Laberrie, ancien chef du cabinet du ministre des finances ; M. Cocatrix, Mme et M. André Hesse.

Mme Caillaux, en une robe de voile bleu, aérienne, diaprée, nous reçoit. Les angoisses des semaines maintenant révolues, la longue épreuve ne semblent pas avoir laissé sur son visage de profondes empreintes. C'est la femme du monde, la maîtresse de maison qui s'est ressaisie, qui accueille son hôte avec un charme enveloppant fait de grâce et de sourire.

APRES L'ACQUITTEMENT

M. et Mme Caillaux photographiés à leur domicile

COLLECTION GREGOIRE/BRIDGEMAN IMAGES

COLLECTION ROGER-VIOLLET ROGER-VIOLLET

Épouse vengeresse
Le 16 mars 1914, Henriette Caillaux abat le directeur du *Figaro* en raison de la cabale médiatique qu'il mène contre son époux, ministre radical. Elle est acquittée en juillet.

Tueur de paix
Raoul Villain comparait devant la cour d'assises en 1919 pour avoir assassiné le député socialiste Jean Jaurès le 31 juillet 1914. Il est déclaré non coupable.

“Les débats tournent au détriment de l’Action française, dont les méthodes violentes sont mises en lumière”

d’un siècle, tout le monde savait que les cours d’assises étaient, depuis leur création, de furieuses machines à guillotiner. Surnommée «la Charlotte Corday des anarchistes», Germaine Berton a, en effet, de nombreux points communs avec celle qui assassina Marat dans sa baignoire, en juillet 1793. Jeunes femmes éduquées et cultivées, grandes lectrices de journaux, animées par cette même volonté de libérer le pays de la tyrannie, elles obtiendront toutes deux par ruse une audience avec leur victime avant de la tuer. Elles seront immédiatement arrêtées et embastillées. Toutefois, la comparaison s’arrête au pied de l’échafaud. Charlotte Corday subira la fureur d’une justice expéditive, étant jugée et guillotinée en quatre jours. Ce ne sera pas le cas pour Germaine Berton qui se présentera donc devant ses juges comme une jeune femme de 21 ans, célibataire, sans enfants, sans profession et sans domicile fixe. Dès le début du procès, on sait qui a tiré, qui a tué et dans quelles circonstances! Pourquoi donc prévoir une audience sur cinq jours, alors que la question de la culpabilité de cette femme est pliée d’avance, que les preuves sont accablantes et les aveux réitérés? Dans *Le Petit Parisien*, l’éditorialiste s’exaspère: «Une seule accusée et qui avoue… Il semble qu’une audience devrait suffire».

En ce 18 décembre 1923, s’ouvre à Paris, devant la cour d’assises de la Seine, le procès de Germaine Berton. Du côté de la défense, Maître Henry Torrès a fait citer 70 témoins. Sur les circonstances du crime, Germaine Berton renouvelle, sans surprise, ses aveux devant ses juges médusés par l’aplomb de cette jeune meurtrière: «J’ai voulu empêcher de réaliser en France le fascisme.» Elle se lance alors dans un long plaidoyer visant à expliquer le mobile de son crime. La presse rapporte qu’elle fait un récit très précis, sans la moindre larme ni le moindre regret exprimé. Par la suite, les témoins se succèdent à la barre, tantôt insistant sur la lâcheté du meurtre de ce héros du patriotisme, tantôt banalisant ce crime en énumérant les violences incessantes des Camelots du roi, dirigés de main de maître par Marius Plateau. Dès le deuxième jour d’audience, les débats ont complètement dévié. *L’Écho de Paris* le déplore: «Quand la politique entre dans le prétoire, la justice en sort.»

L’interprète de la colère populaire

Comme pour le procès de Villain, l’assassin de Jaurès, quatre ans plus tôt, ce qui frappe l’auditoire c’est le positionnement plutôt effacé du parquet, alors qu’en défense Maître Torrès développe sereinement sa stratégie. L’objectif est de tenter, en agitant le thème de la violence de l’Action française, de faire excuser l’attentat dont fut victime l’un des siens. «Vous aurez l’obligation de l’acquitter: Plateau orchestrait la violence.» L’avocat tente de réhabiliter l’accusée en la présentant comme une enfant. Il va jusqu’à évoquer un crime passionnel, en soulignant qu’elle était l’interprète de la colère populaire. Avec beaucoup de solennité, il s’approche du banc des jurés: «Il faut que vous acquittiez Germaine Berton. S’il en était autrement, votre verdict frapperait Jaurès pour la seconde fois […]. Il faut que celle qui frappa pour venger Jaurès aille rejoindre Villain dans l’absolution et demain dans l’oubli.» Les jurés, qui délibéraient alors seuls, sans l’assistance de magistrats professionnels *(lire l’encadré p. 70)*, ne délibèrent pas plus d’une demi-heure avant de revenir avec un verdict d’acquittement. Du côté de la défense, on a le triomphe modeste. Maître Torrès invoque devant la presse la jurisprudence de l’impunité: «Ce sont les acquittements précédents de Villain et de M^me^ Caillaux [meurtrière de Gaston Calmette, directeur du *Figaro* en 1914 ndlr] qui ont influencé le jury.» Pour la mère de Marius Plateau, c’est l’humiliation suprême, voir «l’assassine» de son fils sortir blanchie du tribunal et, au surplus, être condamnée aux dépens.

Alors pourquoi un tel «acquittement scandaleux», pour reprendre cette expression journalistique née au XIX^e^ siècle? Il est probable que la question de la peine a pollué la délibération expresse des jurés. Les débats houleux avaient clairement tourné au détriment de l’Action française et des Camelots du roi, dont les méthodes violentes avaient été mises en lumière. Pour cette raison, les jurés avaient certainement exclu la peine capitale et étaient plutôt enclins à prononcer la culpabilité, tout en espérant une peine clémente. Mais, sachant que la peine minimale prévue par la loi était de cinq ans de réclusion, ils ont manifestement préféré retenir un verdict injuste plutôt qu’un châtiment qu’ils considéraient comme excessif. À nouveau, la presse dénonçait l’inconstance et l’irresponsabilité des jurés. Du côté des juristes, on déplorait cette confusion des rôles entre les jurés et les juges, qui s’avérait préjudiciable à une justice de qualité et facteur d’incompréhension et de scandale.

L’auteur. Marc Hédrich, magistrat, président de cour d’assises, vient de publier *Les Acquittements scandaleux des Années folles* aux éditions Michalon. En 2020, il signait *L’Affaire Jules Durand* chez le même éditeur.

Une œuvre, un artiste

2025 SUCCESSION H. MATISSE/ARTISTS RIGHTS SOCIETY (ARS), NEW YORK

Rouge Matisse Ce tableau est tout en dualité : plein et vide, figuratif et abstrait, coloré et monochrome. Les œuvres représentées y figurent le cheminement artistique du peintre. En recouvrant une partie de la toile déjà terminée sous un voile rouge, Matisse révèle sa modernité.

L'Atelier rouge d'Henri Matisse

Œuvre capitale de l'art moderne, appartenant à la série des *Intérieurs symphoniques*, cette toile est mésestimée lors de sa création en 1911, en raison sans doute de sa trop grande abstraction. Mais elle est reconnue à la cour des grands en entrant au MoMA en 1949. PAR CLÉMENT DIRIÉ

Henri Matisse a 42 ans quand il peint *L'Atelier rouge* en 1911. Avec sa femme, Amélie, et ses trois enfants, il s'est installé deux ans plus tôt à Issy-les-Moulineaux, dans une maison de maître agrémentée d'un grand jardin. Il s'y est fait construire un atelier sur mesure par l'innovante Compagnie des constructions démontables et hygiéniques. Il décide de quitter Paris, où il est arrivé du nord de la France en 1891, pour travailler au calme après des années intenses. Il est alors sous contrat avec l'une des meilleures galeries de la place, Bernheim-Jeune. Il a animé avec succès une académie libre de peinture, rendez-vous incontournable pour les jeunes artistes internationaux. Surtout, il est au centre d'un réseau qui le stimule et le soutient: les collectionneurs américains Leo et Gertrude Stein qui lui ont présenté Pablo Picasso en 1907; ses amis Albert Marquet et Henri Manguin avec lesquels il a créé le scandale des fauves au Salon d'automne de 1905; le poète Guillaume Apollinaire qui célèbre la «lumière éclatante de son œuvre». Publiées en 1908, ses *Notes d'un peintre*, diffusées dans toute l'Europe, achèvent de l'établir comme l'un des chefs de file de l'avant-garde.

L'installation à Issy-les-Moulineaux et la création d'un atelier dernier cri sont aussi l'heureuse conséquence d'une rencontre capitale: celle, en 1906, de l'industriel russe Sergueï Chtchoukine (1854-1936). Amateur de Paul Cézanne, Paul Gauguin et Pablo Picasso, ce dernier s'entiche d'Henri Matisse, dont il possédera 38 œuvres. Ses achats offrent une aisance financière à l'artiste. Ce nouvel atelier en témoigne et devient alors le lieu de certaines de ses expérimentations les plus radicales. Mais le collectionneur ne se contente pas d'acheter des tableaux, il passe également commande de larges panneaux décoratifs. Parmi eux, *La Danse (II)* et *La Musique* (1909-1910) forment aujourd'hui le cœur de la •••

En quatre dates

31 décembre 1869
Naissance au Cateau-Cambrésis (Nord).

1905
Il devient le chef de file des fauves, suite au scandale de l'exposition au Salon d'automne.

1948
Dernière série d'huiles sur toile avant l'ultime période des gouaches découpées.

3 novembre 1954
Décès à Nice, où il a créé une grande partie de son œuvre à partir de 1917.

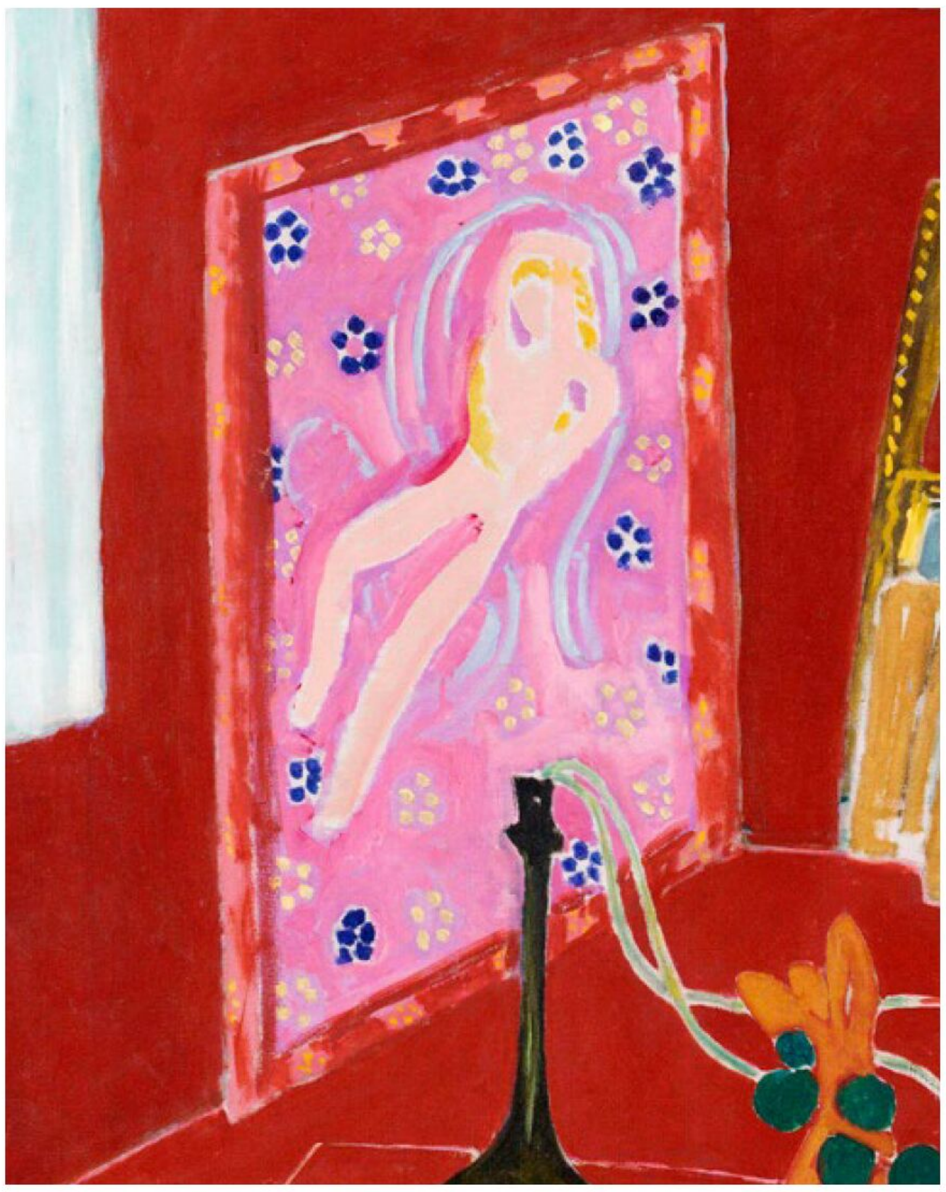
Une œuvre, un artiste

L'atelier où il fait bon vivre

À la lisière de la toile, une assiette figurant un nu bleu, lui aussi entouré de fleurs, occupe le premier plan. Créée en 1907 en collaboration avec le céramiste André Metthey, elle est restée en possession d'Henri Matisse jusqu'à son décès. Sa forme circulaire accroît la circularité de la composition du tableau où l'œil du spectateur rebondit d'œuvre en œuvre. Partie prenante d'une nature morte composée d'un verre de vin, d'un bouquet de capucines, d'une sculpture en terracotta et d'une boîte de crayons, cette céramique rappelle que l'atelier est également un lieu de vie où l'artiste déjeune et reçoit au milieu de ses travaux en cours.

Le tableau détruit

Le *Grand Nu* (1911) ne nous est connu que par *L'Atelier rouge*, hormis quelques photos en noir et blanc. Le tableau est détruit en 1965 par Jean Matisse suivant la volonté de son père, qui le considérait comme inabouti. Il constitue pourtant un jalon essentiel de son œuvre car c'est l'une de ses premières tentatives, non naturalistes, de représenter un nu féminin dans un champ décoratif sans perspective, en apesanteur.



L'éblouissement méditerranéen

Parmi les sept tableaux représentés dans *L'Atelier rouge*, le plus ancien est *Corse, le vieux moulin*, peint par Matisse en 1898 alors qu'il vient d'épouser Amélie Parayre. Après leur lune de miel à Londres en janvier, ils résident six mois à Ajaccio. Cette toile est le seul paysage d'une composition favorisant les représentations du nu féminin. Ce séjour corse fut fondamental pour le peintre. C'est la première fois que ce natif du nord de la France découvre la lumière et les couleurs de la Méditerranée, si caractéristiques de son œuvre future.

••• magnifique collection du musée de l'Ermitage de Saint-Pétersbourg, les biens de Sergueï Chtchoukine ayant été nationalisés lors de la révolution russe. De cette relation amicale, scellée par le voyage à Moscou d'Henri Matisse à l'automne 1911, naissent encore deux chefs-d'œuvre: *L'Atelier rose* et *La Famille du peintre* (1911). Mais lorsque celui-ci termine *L'Atelier rouge*, dont il est prévu qu'il vienne orner une antichambre de la résidence moscovite du mécène, ce dernier le refuse poliment même s'il le trouve «très intéressant». Raison officielle avancée: il préfère désormais les compositions avec figures de son ami. Peut-être a-t-il été, lui aussi, malgré son admiration, interdit par l'audace et l'abstraction de la toile, bien plus radicale que *L'Atelier rose*? Il ne serait pas le seul. Si *L'Atelier rouge* est désormais l'un des tableaux majeurs du Museum of Modern

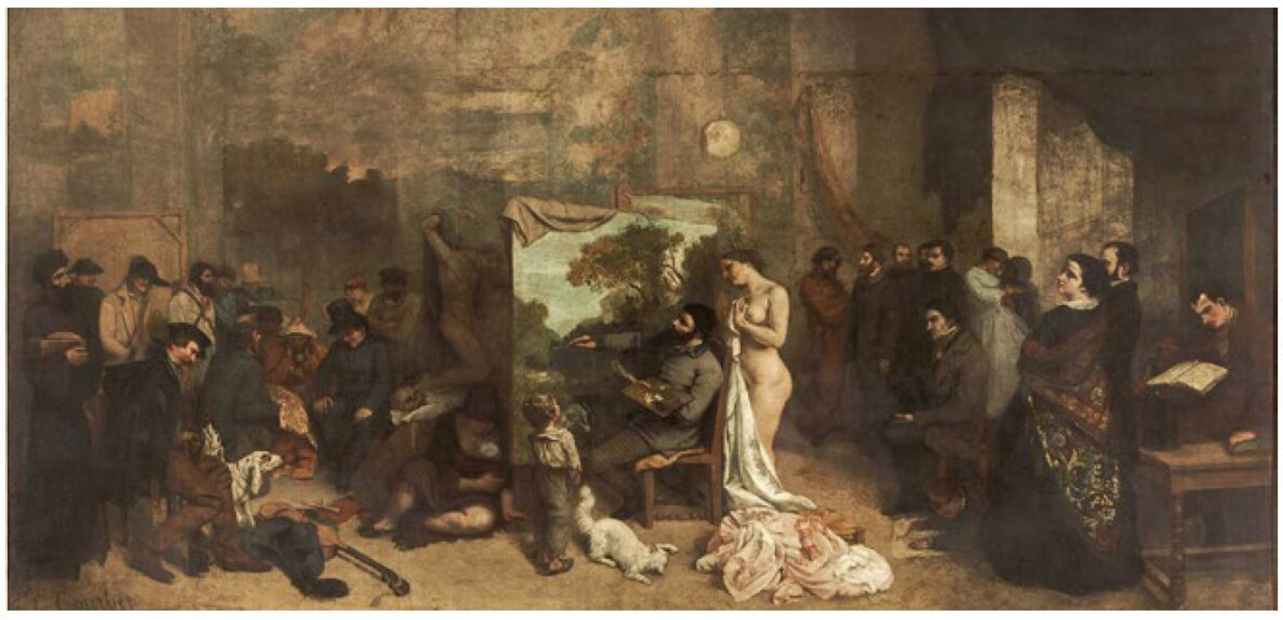
Art de New York (MoMA), son destin est loin d'avoir été linéaire. Il a d'abord été exposé et proposé à la vente, sans succès, à Londres en 1912, puis à New York, Chicago, Boston et Düsseldorf en 1913. Même un grand collectionneur d'Henri Matisse comme Albert Barnes ne fut pas intéressé… Présenté pour la première fois en public à Paris en 1926, il trouve finalement un acquéreur en 1927 en la personne de l'aristocrate britannique David Pax Tennant, lequel décide d'en faire le clou de la décoration du club huppé qu'il vient d'ouvrir à Londres.

Amalgame en un plan unique

Pendant quinze ans, *L'Atelier rouge* est ainsi la pièce maîtresse du Gargoyle Club, point de ralliement de l'avant-garde culturelle et night-club glamour. En 1945, George F. Keller, un marchand suisse établi à New York, l'achète. Sollicité fréquemment par le directeur du Museum of Modern Art, Alfred Barr, fort conscient de l'occasion unique d'acheter une œuvre dont tous les équivalents sont conservés en Russie, le Suisse accepte finalement de la lui vendre en 1949.

D'où vient la modernité de cette toile représentant précisément l'atelier d'Henri Matisse à l'automne 1911? Sans conteste de la vaste «nappe rouge vénitien» avec laquelle il a recouvert, au dernier moment, l'espace du tableau, amalgamant dans un plan unique sol, meubles et murs. Œuvre manifeste de la veine décorative du peintre, elle se révèle un fascinant autoportrait par procuration. Réunissant des compositions que Matisse vient d'achever, comme le *Grand Nu* (1911), certains de ses chefs-d'œuvre encore en sa possession – *Le Jeune Marin II* (1906); *Le Luxe II* (1907-1908) –, des sculptures récentes et les meubles et objets décoratifs extra-européens dont il aimait s'entourer, *L'Atelier rouge* est un tableau radical parce qu'il est simultanément plein et vide, monochrome et coloré, figuratif et abstrait. Chacune des onze œuvres reproduites semble ouvrir, telles des fenêtres lumineuses et mémorielles, sur un moment clé de la carrière de l'artiste, absent de son atelier mais partout présent. Cette dualité au cœur de la toile est puissamment résumée par un détail prosaïque ambigu: de quelle couleur est le vin du verre à pied au premier plan? Rouge Matisse, certainement!

L'atelier du peintre, autoportrait par procuration



G. BLOT/H. LEWANDOWSKI/RMN-GRAND-PALAIS

Si *L'Atelier rouge* est un jalon de la modernité, c'est aussi parce qu'il rompt avec la tradition iconographique. Nulle trace d'un modèle, nulle présence du peintre, nulle toile en cours. Le lieu est vide ou, plutôt, habité par l'intensité chromatique et les seules œuvres d'Henri Matisse. Depuis la Renaissance, cette époque où l'artiste s'est émancipé du statut de l'artisan, le tableau d'atelier est un sujet incontournable, permettant au peintre de s'affirmer. En choisissant les accessoires dont il s'environne et comment il se représente, il s'agit de démontrer que la création est une activité aussi matérielle qu'intellectuelle.

Avec *L'Art de la peinture* (ci-dessous), Vermeer propose un autoportrait au travail, s'entourant de tous les signes extérieurs de culture : la carte géographique, la riche tenture, le moulage en plâtre et le modèle devenu figure allégorique. Avec *L'Atelier du peintre* (ci-dessus), Gustave Courbet pousse l'exercice à son paroxysme. Sous-titré *Allégorie réelle déterminant une phase de sept années de ma vie artistique (et morale)*, son tableau le met en scène dans son atelier, entouré de ses amis et soutiens, formant un trio inséparable avec sa toile et son modèle.

KUNSTHISTORISCHES MUSEUM, VIENNE

PHILIPPE MIGEAT/RMN-GP

Même Henri Matisse a recours à cette formule iconique dans une œuvre de 1916 (ci-dessus). Si le trio artiste / tableau / modèle y est bien présent, il n'en continue pas moins d'innover. Réalisé dans son atelier du quai Saint-Michel, il s'y montre nu tandis que la femme posant pour lui est habillée – pour une fois !

DR/SP

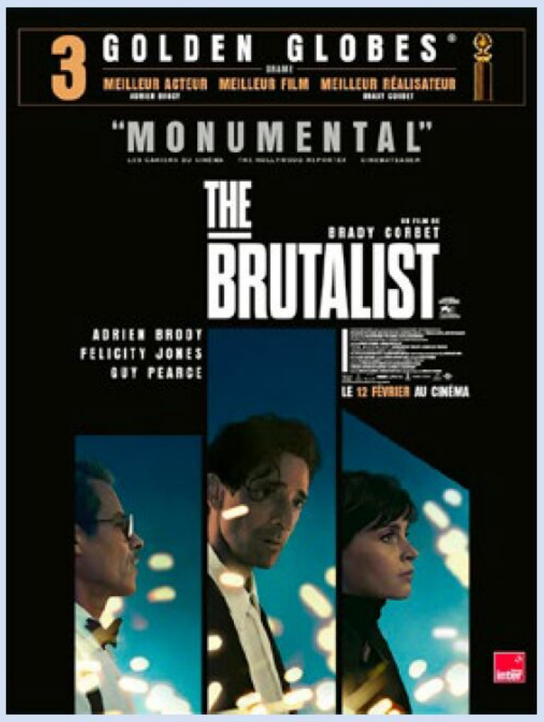
Reconstructions Tout en s'efforçant de poursuivre son métier d'architecte, László Tót tente de refaire sa vie et sauver son couple au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Une entreprise difficile que raconte ce long-métrage aux, déjà, trois Golden Globes.

Un dur rêve américain

Pressenti comme l'un des favoris des Oscars, le film *The Brutalist* s'attache au destin d'un architecte juif hongrois qui émigre aux États-Unis après avoir été déporté. Trois heures trente de virtuosité !

Ne cherchez pas de trace de l'architecte László Tót. Le personnage est imaginaire, même si le réalisateur, Brady Corbet, l'a nourri de ce qu'ont pu vivre des figures du mouvement brutaliste, à l'instar de Marcel Breuer, également né en Hongrie, membre du Bauhaus, et immigré aux États-Unis en 1937 (soit dix ans avant notre protagoniste). La réussite de son long métrage, salué par le Golden Globe du meilleur film dramatique, confirme que l'estampille «inspiré d'une histoire vraie» n'est pas un passage obligé de la fresque historique. Corbet frappe fort dès sa scène d'ouverture, une bousculade oppressante qui chahute le «héros» (Adrien Brody) et joue de notre confusion. Où sommes-nous? À quelle époque? La bande-son ose l'inconfort, et martèle que la musique occupera un rôle à part entière, en écho au chaos intérieur de László. Nous voilà pris à la gorge, jusqu'à ce qu'il aperçoive la Statue de la Liberté.

Reconnu comme un brillant artiste à Budapest, le Juif hongrois a vu ses plans bouleversés par la guerre. Rescapé de la déportation, il arrive aux États-Unis en ignorant si sa femme, Erzsébet, a survécu. L'euphorie née en apercevant l'œuvre de Bartholdi – montrée tête en bas, tout un symbole… –



n'est que de courte durée. Contraint d'accepter l'hospitalité d'un cousin, le maître est accueilli, reconnaissant mais redevable, comme on ne cessera de le lui faire sentir, sur un continent régi par de nouvelles règles, où son ancien statut n'a plus guère de poids.

Le sentiment de ne jamais être à sa place

À travers ce déclassé en lutte pour sa survie et contre ses fantômes, ce sont les affres de la condition d'immigré et le leurre du rêve américain que scrute la caméra. On veut pourtant y croire, lorsqu'un riche industriel repère László et lui commande un vaste complexe dans sa propriété de Pennsylvanie. Bâtir l'édifice; reconstruire sa carrière et son couple éprouvé par les drames… seule l'injection d'héroïne permet à l'architecte d'affronter un quotidien où il se heurte au sentiment de ne jamais être à sa place. Obstiné, passionné, il demeure un étranger pour les Américains, un «cireur de chaussures» aux yeux des nantis qu'il côtoie, un juif pour les chrétiens… et se voit perçu comme un traître envers sa communauté, quand la nièce d'Erzsébet lui annonce qu'elle ressent le «devoir» de s'installer en Israël…

La vie d'avant n'est livrée que par bribes. Les temps heureux remontent à la surface par le biais d'une photo de mariage, de coupures de presse qui racontent la gloire, d'une phrase amicale rappelant à László son goût pour la fête. La déportation, jamais montrée, se devine aux terreurs nocturnes, à la douleur qui torture le corps d'Erzsébet. Comme le brutalisme refusait l'ornement, le film écarte le pathos et offre à Adrien Brody, oscarisé et césarisé en 2003 pour *Le Pianiste*, une autre composition qui fera date.

Pourrait-on dire tout le bien que nous inspire ce choc, sans mentionner sa subtile exploration de la relation artiste-mécène? Sûr de son talent, László n'a d'autre choix que de se soumettre au bon vouloir d'un protecteur et bourreau, dont la noirceur la plus vile restera à jamais gravée dans les carrières de marbre de Carrare. Contre toute attente, l'épilogue choisit l'espoir, comme l'architecte a laissé filtrer la lumière, dans un bâtiment métaphorisant ses souvenirs les plus tragiques. Après ces trois heures trente et une mémorable démonstration de la façon dont l'art peut sublimer le traumatisme, une seule hâte: revoir le film pour examiner toute la subtilité de son veinage. H

STÉPHANIE GATIGNOL

The Brutalist, de Brady Corbet, avec Adrien Brody, Felicity Jones, Guy Pearce… (215 min).

Prague, le printemps sur fréquence libre

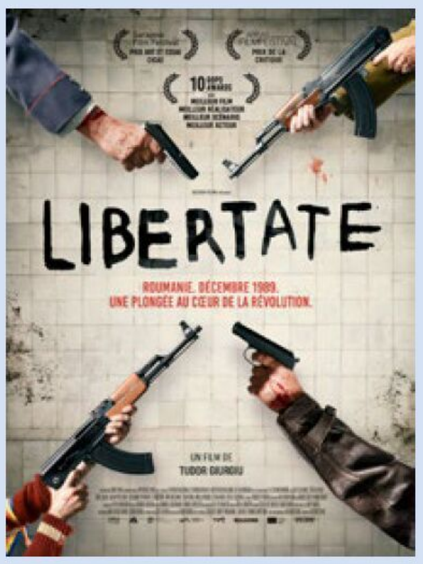
ARCHIV DAWSON FILMS/ARP/SP

S'inspirant de faits réels, ce drame historique haletant relate le destin de journalistes qui, en 1968, malgré la censure d'État et le harcèlement de la police secrète, luttent pour la liberté d'expression grâce à la radio, alors que les troupes du pacte de Varsovie sont aux portes de la capitale tchèque. Les biographies des journalistes Věra Šťovíčková et Jan Petránek ont permis au réalisateur d'évoquer le Printemps de Prague sous une forme originale en montrant l'héroïsme de citoyens ordinaires et les défis moraux auxquels ils ont été confrontés. H YETTY HAGENDORF

Radio Prague, les ondes de la révolte de Jiří Mádl, avec Vojtech Vodochodský, Tatiana Pauhofová… (116 min). Sortie le 19 mars.

Roumanie, une révolution meurtrière

Le réalisateur Tudor Giurgiu nous offre ici une plongée vertigineuse dans la révolution roumaine de décembre 1989, en révélant les événements méconnus survenus à Sibiu, en Transylvanie. Inspiré de faits réels, le film met en scène l'arrestation musclée et la détention illégale de centaines de miliciens présumés fidèles au régime de Ceaușescu dans le bassin vide d'une piscine désaffectée. Alors que règnent le chaos et la confusion entre l'armée, la police, la Securitate et les civils, les 552 hommes pris au piège, considérés comme terroristes, vont vivre des journées interminables de peur et de privation. Certains s'invectivent ou se soutiennent, d'autres sont secoués par des dilemmes moraux ou des basculements soudains d'allégeance. Récompensé par dix Gopo Awards 2024, (les César en Roumanie), sur 14 nominations, *Libertate* parvient à capturer, avec l'intensité d'un thriller, la complexité de cet épisode historique, sans manichéisme et en insistant sur la violence qui a marqué la chute du communisme en Roumanie. H **Y. H.**



DR/SP

Libertate, de Tudor Giurgiu, avec Alex Calangiu, Catalin Herlo, Ionut Caras (109 min). Sortie le 19 mars.

Cinéma

La jeunesse résistante sous le joug hitlérien

BETA CINEMA/SP

À Berlin, durant la Seconde Guerre mondiale, Hilde tombe amoureuse de Hans. Elle rejoint, à ses côtés, un groupe de jeunes gens devenus des résistants au sein du réseau l'Orchestre rouge, en lutte contre les nazis. Avec ses camarades, Hilde écoute Radio Moscou, colle des affiches, distribue des tracts, transmet aux familles les messages des prisonniers de guerre allemands en Union soviétique. Arrêtée en 1942, enceinte, elle accouche derrière les barreaux et rédige, pendant sa détention, des lettres à son enfant pour lui expliquer son combat pour la liberté. En racontant le véritable destin de Hilde Coppi (1909-1943), son courage et sa force intérieure, le cinéma allemand parvient, une fois de plus avec brio, à tirer les leçons du passé. L'approche réaliste met en lumière le courage de ces jeunes Allemands prêts à mourir pour leurs idéaux. En filmant ces adultes en devenir qui, le temps d'un été, découvrent l'amour et la douceur de vivre avant la prison, le réalisateur offre aux spectateurs une parenthèse d'humanité au cœur des ténèbres du IIIe Reich. H Y. H.

Berlin, été 42, d'Andreas Dresen, avec Liv Lisa Fries, Johannes Hegemann, Alexander Scheer, Lisa Wagner, Emma Bading… (124 min). Sortie le 12 mars.

Télévision

La voix d'Anne Frank

Les nazis ont assassiné Anne Frank en 1945 à Bergen-Belsen, mais ils n'ont pas fait taire sa voix. Elle s'élève ici, puissante, via les mots de son *Journal*, lu par la sociétaire de la Comédie-Française Suliane Brahim – et ce choix de l'oralité décuple l'émotion qui se dégage du texte. Autre trouvaille pour toucher les moins de 20 ans : inviter, dans la narration, cinq jeunes filles d'aujourd'hui. L'une visite l'Annexe, où la famille Frank dut se cacher à Amsterdam durant 761 jours. Une autre se chicane avec sa mère, comme Anne le faisait avec la sienne. Une troisième sourit en lisant ce que l'espiègle diariste pensait des garçons : les collèges du XXIe siècle pourraient résonner des mêmes mots ! Cette passerelle passé-présent renforce l'écho du récit, contextualisé grâce à des images d'archives. Anne est à la fois la victime des nazis et le visage de tous les conflits, de toutes les adolescences bafouées, bien au-delà de la Seconde Guerre mondiale. Nous pensions bien la connaître ; cette nouvelle rencontre, enrichie de photos inédites, nous la rend plus proche encore. H S. G.

FTV ARCHIVES/ANNE FRANCK-FONDS BASEL/SP

Anne Frank, journal d'une adolescente d'Alexandre Moix (90 min). Diffusion début mars, sur France 2 en prime time.

RADIO CLASSIQUE

Le mois prochain, pour célébrer le printemps, Radio Classique vous propose de venir partager l'excellence du festival de Pâques d'Aix-en-Provence.

Une fois encore, du 11 au 27 avril, seront cette année à l'honneur, dans la cité des mélomanes, les grands noms de l'histoire de la musique – notamment Bach, Haendel, Mozart, Beethoven, Schubert, Mendelssohn, Dvorak, Chostakovitch et Ravel.

Si vous ne pouvez pas vous rendre pour cette occasion à Aix-en-Provence, retrouvez sur Radio Classique des émissions spéciales avec Jean-Michel Dhuez et la retransmission en direct, avec Laure Mézan, de six concerts donnés au Grand Théâtre de Provence :

11 avril à 20 h 30 avec Martha Argerich, Renaud Capuçon et l'orchestre national du Capitole de Toulouse
13 avril avec Bertrand Chamayou
15 avril avec Lea Desandre et l'ensemble Jupiter
18 avril avec l'ensemble Les Ambassadeurs – La Grande Écurie
25 avril avec Gautier Capuçon et l'orchestre du Festival Pablo Casals
27 avril à 17 heures avec Renaud Capuçon et l'orchestre philharmonique du Luxembourg.

L'Antiquité dans l'arène du cinéma

Le septième art entretient un fructueux dialogue avec cette période de l'Histoire. L'exposition de la fondation Jérôme Seydoux-Pathé revient sur les films qui ont célébré cette époque lointaine.

FRANÇOIS AYME/FONDATION JÉRÔME SEYDOUX-PATHÉ/SP

COLL. FONDATION PATHÉ/1963-TWENTIETH CENTURY FOX PRODUCTIONS, LTD/SP

COLL LAURENT AKNIN-1959-OSCAR FILM GALATEA FILM

Un genre indémodable Des *Travaux d'Hercule* tourné en Italie en 1958 (ci-dessus avec Steve Reeves) à *Astérix et Obélix : l'Empire du Milieu*, en 2023 (en haut, costumes créés par Madeline Fontaine) en passant par *Cléopâtre*, en 1963, qui rassembla des milliers de figurants (ci-contre), le péplum renaît de tout temps et en tout lieu.

Meilleurs costumes, photos, effets visuels, direction artistique… le *Cléopâtre* de Joseph L. Mankiewicz (1963) décroche quatre Oscars à Hollywood. Porté par l'impériale Liz Taylor, le film était déjà entré dans la légende avec son colossal dépassement de budget qui a conduit la Century Fox au bord de la faillite. Quatre ans auparavant, *Ben-Hur* de William Wyler raflait onze statuettes dorées, un record pour le XX^e^ siècle, jusqu'à l'arrivée de *Titanic*. Du tournage de *Quo Vadis* en 1949 et jusqu'en 1964, les péplums américains ont connu leur âge d'or et marqué les esprits par leurs décors surdimensionnés, leurs castings cinq étoiles, leurs milliers de figurants, et leurs multiples rediffusions télévisées… Mais si la fondation Seydoux s'attarde logiquement sur cette époque flamboyante, son voyage chronologique prouve que l'Antiquité a son fauteuil attitré dans les salles obscures quasiment depuis que le cinéma existe.

De l'exotisme d'abord

Dès 1897, un drame muet du catalogue Lumière, *Néron essayant des poisons sur des esclaves*, marque un premier jalon. Dès lors, le monde méditerranéen et moyen-oriental (notamment Babylone) est mis à contribution dans tous les registres: adaptations du répertoire classique, petits drames amoureux, grands spectacles, fresques bibliques, films d'auteur, comédies parodiques et même fictions grivoises! L'Ancien et le Nouveau Testament, la Grèce mythologique et évidemment Rome, de sa fondation à sa chute, inspirent quantité de scénarios, dont le fond relève moins de la stricte vérité historique que de l'exotisme, et véhicule surtout un imaginaire de l'Antiquité. Les États-Unis semblent s'être taillés la part du lion, mais l'Italie en est un acteur majeur dès le début du XX^e^ siècle et n'entend pas se faire dévorer par Hollywood après la Seconde Guerre mondiale. Entre 1958, date à laquelle sortent *Les Travaux d'Hercule* de Pietro Francisci (5,8 millions d'entrées rien que dans le pays), et 1965, notre voisin transalpin produit plus de 150 films. De Cinecittà aux studios de la banlieue de Rome, on tourne à plein régime! •••

••• Rendons, au passage, à César ce qui lui appartient : c'est à un petit groupe de cinéphiles français emmené par le jeune Bertrand Tavernier que revient, en 1964, l'invention du mot péplum, dérivé de *peplos* (tunique).

Le char de Ben-Hur fait son petit effet

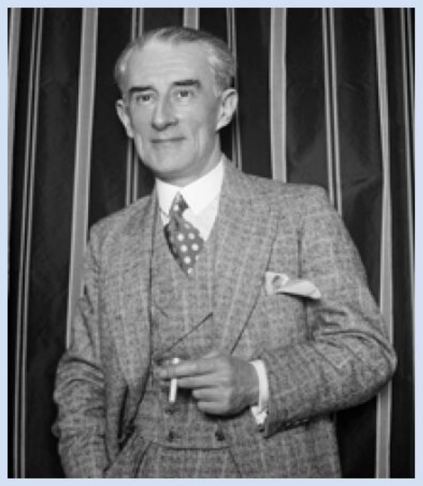
L'exposition s'appuie sur des photos, affiches et objets divers, mis en regard avec des extraits de films. Le bouclier d'Achille (Brad Pitt) dans *Troie* (2004), équipé d'un pneumatique qui lui permet d'être traversé par une lance, témoigne de l'ingéniosité des accessoiristes. Des costumes racontent l'opulence des moyens investis, comme ces tenues portées par Vincent Cassel, Marion Cotillard et autres héros d'*Astérix et Obélix : L'Empire du Milieu*. Parmi les œuvres phares, quatre robes empruntées aux États-Unis : deux portées par Claudette Colbert en 1934 et deux par Liz Taylor en 1963, pour le rôle de Cléopâtre. Un char de Ben-Hur fait aussi son petit effet.

La façon dont chaque époque traite de l'Antiquité en dit long sur elle-même. Pour les Italiens de l'après-guerre, les gladiateurs et demi-dieux sont un moyen de se réconcilier avec leur histoire nationale et leurs racines gréco-romaines, longtemps accaparées par les fascistes. La conquête de la liberté irrigue la majorité des films, comme s'ils accompagnaient la reconstruction ou la naissance des démocraties. En 1960, le *Spartacus* de Kubrick, produit par Kirk Douglas, semble un parfait témoin de son temps. Alors que JFK est devenu le premier président non protestant des États-Unis, il laisse transpirer l'angoisse américaine d'une chute de la démocratie et d'une bascule vers une forme de dictature. Il prend aussi des allures de manifeste, en se risquant à créditer l'une des grandes cibles du maccarthysme à son générique : le scénariste Dalton Trumbo.

Au milieu des années 1960, la saturation a conduit au déclin progressif du genre et à une mise en sommeil pendant quarante ans. Outre-Atlantique, le tournage hors de contrôle de *Cléopâtre* a laissé des traces ; de l'autre côté des Alpes, l'industrie cinématographique préfère désormais le western spaghetti… Il a fallu que Ridley Scott relance la machine avec *Gladiator*, en 1999, pour lui permettre un nouveau triomphe romain. Au festival de Cannes, en mai dernier, c'est avec une « fable péplum » située dans une Amérique dystopique, que Coppola signait son grand retour. *Mégalopolis* a fait un flop, mais réaffirmé le rayonnement de l'Antiquité comme source d'inspiration. Quant au tout récent *Gladiator II*, la tiédeur de la critique ne l'empêche pas de conquérir le box-office (117 millions de spectateurs aux États-Unis et 3 millions en France). De bon augure pour la mode toge-sandalettes ? **S. G.**

Antiquité et cinéma Fondation Jérôme-Seydoux-Pathé, (Paris 13e), jusqu'au 29 mars. 01 83 79 18 96 www.fondation-jeromeseydoux-pathe.com

La fabrique du *Boléro*



BORIS LIPNITZKI/ROGER-VIOLLET/SP

Depuis sa création en 1928, le *Boléro* de Maurice Ravel (1875-1937) s'est imposé comme l'une des œuvres les plus jouées au monde. Lorsque le musicien, déjà au sommet de sa gloire, le compose, c'est pour un ballet commandé par la danseuse Ida Rubinstein. D'emblée, le morceau suscite de multiples relectures : un florilège d'extraits vidéo permet de redécouvrir son incontournable réappropriation par Béjart ou d'insolites versions mambo, reggae voire métal ! Le captivant décryptage met en lumière la fascination du fils d'ingénieur pour toutes sortes de mécaniques et considère, plausiblement, le monument populaire comme la résolution d'un défi technique. Le parcours ne peut occulter l'imbroglio juridique suscité par la question de ses droits d'auteur, seule note dissonante. H S. G.

Ravel Boléro, Cité de la musique-Philarmonie de Paris (19e), jusqu'au 15 juin. 01 44 84 44 84. www.philharmoniedeparis.fr

HISTORIQUEMENT SHOW

Une fois par mois, retrouvez Eric Pincas, rédacteur en chef d'Historia, dans le magazine *Historiquement Show* sur HISTOIRE TV.

Chaque **samedi à 20h00**, Jean-Christophe Buisson y reçoit historiens, spécialistes et chroniqueurs pour évoquer toute l'actualité de l'histoire.

EN PARTENARIAT AVEC HISTORIA

HISTOIRE TV

bouygues canal 121 · DISPONIBLE AVEC CANAL+ canal 118 · free canal 205 · orange canal 124 · SFR canal 177

La grande purge artistique du Reich

En 2010, un fragment de sculpture, un visage féminin, est retrouvé à Berlin, lors de fouilles sur un chantier. On découvre qu'il provient d'une œuvre a priori perdue ou détruite : conçue en 1918, la *Femme enceinte* de la sculptrice Emy Roeder relevait de ce que le Reich qualifiait « d'art dégénéré ». Le musée Picasso accueille cette miraculée aux côtés de toiles de Paul Klee, George Grosz *(photo)*, Kandinsky… parmi un exceptionnel rassemblement d'œuvres considérées par les nazis comme des vecteurs de pathologies risquant de contaminer la société. Certaines furent confisquées aux musées allemands ; d'autres exhibées, à Munich, en 1937, lors de la célèbre exposition de propagande *Entartete Kunst* (« L'Art dégénéré »), où les travaux de 700 figures majeures de la modernité ont été livrés au discrédit. Elle ne fut pourtant que le point culminant d'une série de manifestations infamantes

ESTATE OF GEORGE GROSZ, PRINCETON, N.J. / ADAGP, PARIS, 2024/SP

organisées dès l'arrivée de Hitler au pouvoir. L'art moderne est alors visé par une purge méthodique des collections allemandes et tous les courants essuient les tirs à boulets rouges des canons esthétiques du national-socialisme. Plus de 20 000 œuvres, dont des Chagall, Van Gogh et Picasso, sont retirées, vendues ou détruites ; plus de 1400 artistes empêchés de travailler, menacés ou contraints à l'exil. Dans ce tableau terrible, les plasticiens, galeristes et collectionneurs juifs ont enduré les attaques les plus violentes. Le dégoût ne fait que croître en songeant que Goebbels a développé, dès 1937, l'idée d'une utilisation lucrative des œuvres confisquées. L'émotion de pouvoir admirer ces rescapées de la folie ne peut surpasser une pensée glaçante : l'élimination symbolique des artistes dits « dégénérés » a préparé l'extermination physique de tous les individus jugés inaptes, déviants et étrangers à la « race » aryenne. S. G.

L'art « dégénéré », le procès de l'art moderne sous le nazisme, musée Picasso, (Paris 3e) jusqu'au 25 mai. Tél : 0185 56 00 36 www.museepicassoparis.fr

Au Viêt Nam, la vie malgré tout

Sur le cliché en noir et blanc, une demoiselle fait face à une rangée de soldats armés de fusils à baïonnette; elle tient une corolle de chrysanthème à la main… Immortalisée en octobre 1967, alors que la jeunesse américaine manifeste contre la guerre du Viêt Nam, *La Jeune Fille à la fleur* est passée à la postérité comme l'une des images de paix les plus iconiques. Derrière l'objectif, une pointure de la photographie, le Français Marc Riboud (1923-2016) dont le musée Guimet conserve les archives et met en lumière les reportages consacrés à cette terre d'Asie meurtrie. Figure de l'agence Magnum,

MARC RIBOUD/FONDS MARC RIBOUD, MNAAG/SP

le globe-trotteur se rend une dizaine de fois sur place, entre 1966 et 1976, arpentant les villes – Hanoï, Saigon, Hué bombardée *(photo)* –, mais également les routes, les rizières, les usines, les camps de réfugiés et de rééducation. Riboud fut résistant – il a combattu, en 1944, dans les maquis du Vercors – mais jamais photographe de guerre. Il ne montre pas les affrontements; il s'attache au quotidien qui essaie de renaître dans les ruines, aux corps tentant de se reposer, aux amoureux flirtant, aux enfants partant à l'école sous des couvertures de paille censées les protéger des éclats des bombes. C'est le «malgré tout», la vie bouleversée mais tenace, que Riboud nous donne à observer à travers la sensibilité de son œil. En 1970, il fut aussi celui qui édita le livre *Face of North Vietnam*, dévoilant aux Américains le visage de ceux que les États-Unis combattaient. **S. G.**

Marc Riboud, Viêt Nam 1966-1976, musée Guimet (Paris 16e) du 5 mars au 12 mai. 01 56 52 54 33 www.guimet.fr

Clemenceau qui « fait la guerre » raconté par un proche

TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES

Crocs En octobre 1916, le « Tigre », sénateur en visite sur le front, fait une pause dans les ruines de Maurepas.

Le général Mordacq seconde le président du Conseil entre 1917 et 1920. Il décrit, dans son journal intime, les combats menés pour parvenir à la victoire et assurer l'avenir. Une somme essentielle, enfin rééditée.

Au tout début des années 1930, le général Henri Mordacq publie *Le Ministère Clemenceau. Journal d'un témoin*, en quatre volumes. «Témoin», il l'a été, et pas des moindres, en sa qualité de chef du cabinet militaire du président du Conseil, Clemenceau, entre 1917 et 1920. À ce titre, il a vécu pendant ces longs mois dans l'intimité de Clemenceau, sous ses ordres. Son journal a été salué à l'époque et le maréchal Pétain, lui-même, avec lequel il rompra plus tard, lui a écrit: «Vous avez parlé de Clemenceau comme il le fallait. Aucun autre n'a retracé avec autant de force et de vérité les services qu'il a rendus à la France.»

Émotions sacrées

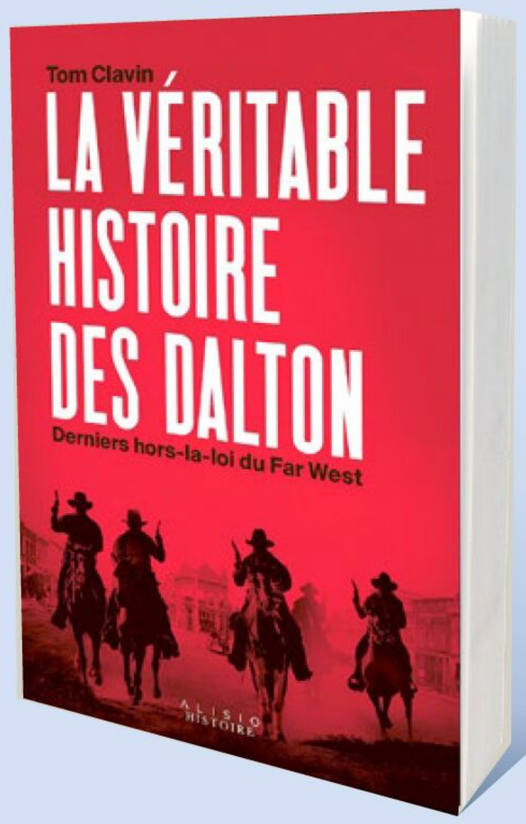
Cette somme reparaît aujourd'hui, témoignage au quotidien extraordinaire sur la Première Guerre mondiale, sur l'action gouvernementale, sur les questions militaires… Certes, comme l'écrit l'historien Patrick Weil dans sa préface, le lecteur de 2025 connaît «la fin de l'histoire, mais ce que Mordacq décrit de son déroulement rend son récit captivant». Clemenceau est le héros de ces pages. Nous n'ignorons rien de ses journées. Il est animé par une volonté inébranlable, sacrifie tout à la guerre. En mars 1918, il lance: «Politique intérieure, je fais la guerre; politique extérieure, je fais la guerre.» Le général le montre succombant à l'émotion alors que l'armistice se précise: «Ses yeux se mouillèrent et mettant sa tête entre ses mains, il se mit à pleurer silencieusement.» Mordacq lui prend les mains et lui dit: «Monsieur le Président, il y a des émotions qui sont sacrées.» L'autre héros de ce récit est Mordacq, chef militaire exemplaire, mais aussi gestionnaire de la guerre, qui réorganise les services du ministère et assure la coordination entre les armées. Il est aussi un théoricien tourné vers l'avenir, s'efforçant, dès 1919, de réorganiser l'armée, pour qu'elle soit toujours prête pour la guerre. Nous voyons aussi son regard sur la difficile construction de la paix, à partir de janvier 1919. Cette somme, injustement oubliée depuis des décennies, méritait d'être rééditée.

DENIS LEFEBVRE

Le Ministère Clemenceau. Journal d'un témoin, du général Mordacq (Passés/composés, 816 p., 35 €).

Attention, voilà les Dalton !

Tom Clavin raconte la véritable histoire de cette fratrie de voyous, bien moins drôles que leurs grotesques cousins dessinés par Morris.



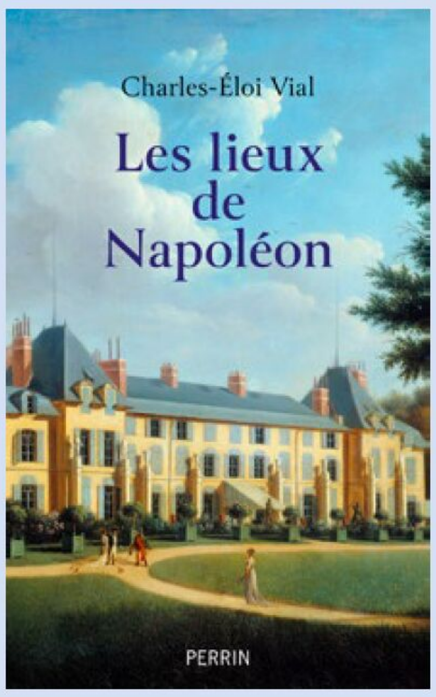
Coffeyville était, à la fin du XIXe siècle, une bourgade du Kansas d'un millier d'habitants. On y trouve aujourd'hui le Dalton Museum. C'est en effet là qu'est née la légende du célèbre gang, lors d'un braquage en 1892 au cours duquel Bob et Grat Dalton furent tués. Tom Clavin raconte l'aventure des quatre frangins dans ce livre qui se savoure comme un bon western. Tout y est: les saloons, les joueurs, les escrocs, les filles de joie, les cow-boys, les Indiens, les attaques de diligences, les bandits et les shérifs!

D'autant que Bob, Grat et Emmett, le seul survivant de Coffeyville, ne furent pas toujours des hors-la-loi. Ils ont même travaillé un temps pour les forces de l'ordre, avant de basculer en 1890. Pendant deux ans, le trio rejoint par Bill, l'un des dix fils Dalton, fit régner, avec leurs complices, la peur au bout de leurs colts. Ils installent la routine des bagarres, des fusillades et des meurtres dans ce Mid-west sauvage. Dans cette enquête menée tambour battant, le journaliste américain, auteur de plusieurs livres à succès sur cet Ouest idéalisé, montre comment la légende s'est construite, essentiellement à partir des souvenirs – très arrangés et très populaires – d'Emmett, publiés en 1918. Après avoir purgé une longue peine de prison, le dernier des Dalton estimait que la bande de malfaiteurs était victime de son époque et que les butins de ces «années de diableries» étaient, en réalité, fort médiocres. Tom Clavin, lui, explique cette épopée sanglante par la prolifération des gangs après la guerre de Sécession dans une Amérique profondément déstabilisée. Un seul regret tout de même. Il n'est jamais fait mention de leurs ridicules cousins inventés en 1958 par Morris et Goscinny dans la série, mondialement célèbre, des «Lucky Luke». **LAURENT LEMIRE**

La Véritable Histoire des Dalton : derniers hors-la-loi du Far West, de Tom Clavin (Alisio, 390 p., 23,90 €).

Sur les traces de l'Empereur

« Dis-moi où tu habites, je te dirai qui tu es » : Charles-Éloi Vial illustre cet adage en suivant Napoléon Bonaparte depuis la maison d'Ajaccio, où il est né en 1769, jusqu'au Longwood House de Sainte-Hélène, où il est mort en 1821. Entre les deux, il y a les collèges et les garnis par où est passé l'adolescent, puis le jeune homme, les palais d'Italie et d'Orient où il a pris le goût du luxe et du confort, l'hôtel particulier de la rue Chantereine et le château de Malmaison, les anciennes demeures monarchiques où le héros a remplacé les Bourbons – Tuileries, Saint-Cloud, Versailles. Il y a aussi les palais du « Grand Empire » napoléonien, Laeken, Amsterdam, Milan, Venise, Rome, etc., et ceux des pays occupés, à Vienne, Berlin, Dresde, Moscou et autres. L'enquête évoque également les résidences provisoires de l'Empereur en campagne, maisons réquisitionnées, tentes ou baraquements promptement aménagés pour le maître. Charles-Éloi Vial ne se contente pas d'une description topographique ou architecturale de ces lieux dispersés à travers l'Europe ; il reconstitue la manière dont ils ont été habités et nous livre ainsi une nouvelle biographie de Napoléon et un nouveau portrait de l'homme avec ses contradictions. L'Empereur, en effet, voudrait avoir, « sous la même façade », « le logement complet d'un chef de famille riche, avec toutes les convenances d'un homme privé qui veut des aises et de la liberté ; ensuite l'appartement de réception et d'apparat du représentant d'une grande nation ». Entre majesté et commodité, Napoléon oscille. Hésitation qui correspond à l'ambiguïté fondamentale du personnage : héritier de la Révolution et fondateur d'une nouvelle monarchie, il est tantôt nouveau Louis XIV et tantôt « Robespierre à cheval ». Bourré d'informations inédites tout en demeurant synthétique, *Les Lieux de Napoléon* deviendra rapidement un classique de l'historiographie napoléonienne.

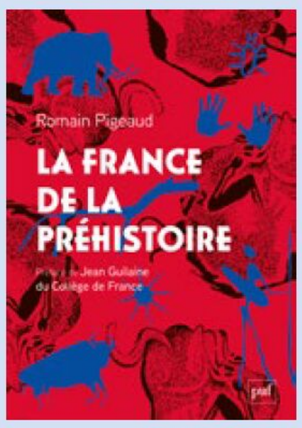


THIERRY SARMANT

Les Lieux de Napoléon, de Charles-Éloi Vial (Perrin, 554 p. 26 €).

Comprendre la Préhistoire, c'est facile !

La Préhistoire, trop compliquée ? C'est l'écueil évité par Romain Pigeaud. Au croisement des sources matérielles, géologiques, biologiques et culturelles, ce préhistorien soucieux de transmettre de façon accessible, mais sans jamais trahir la complexité – et donc la richesse – du sujet, s'est lancé dans une exploration thématique, gage d'une vraie facilité d'approche. Du métissage aux rites, de la place de la femme aux progrès techniques, ce pan fondamental de l'Histoire se découvre de manière transversale, livrant les clés d'un long processus d'évolution sur les terres de ce qui deviendra la France. Un opus passionnant, à valeur de guide.



MATHILDE SAMBRE

La France de la Préhistoire, de Romain Pigeaud (PUF, 672 p., 30 €).

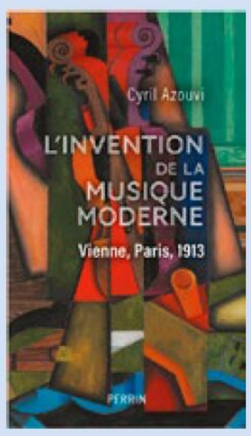
L'amour sous le signe de l'aventure

Charmian et Jack se sont rencontrés en 1900 et, jusqu'à la mort de Jack à 40 ans en 1916, ils ont vécu sous le signe de l'Aventure avec un grand « A ». Si Jack a eu cent vies, il a trouvé son alter ego avec Charmian, qui a joué un rôle majeur auprès de lui. Jusqu'à son décès en 1955, elle a préservé son œuvre, tout en publiant elle-même plusieurs essais. Cette biographie croisée prend les allures d'un (très) bon roman par le style qui emporte le lecteur, le fait rêver et replonger dans l'histoire des États-Unis. D. L.

Charmian et Jack London. L'Appel de l'aventure, de Christel Mouchard (Tallandier, 304 p., 20,90 €).

Printemps et nouvelle gamme

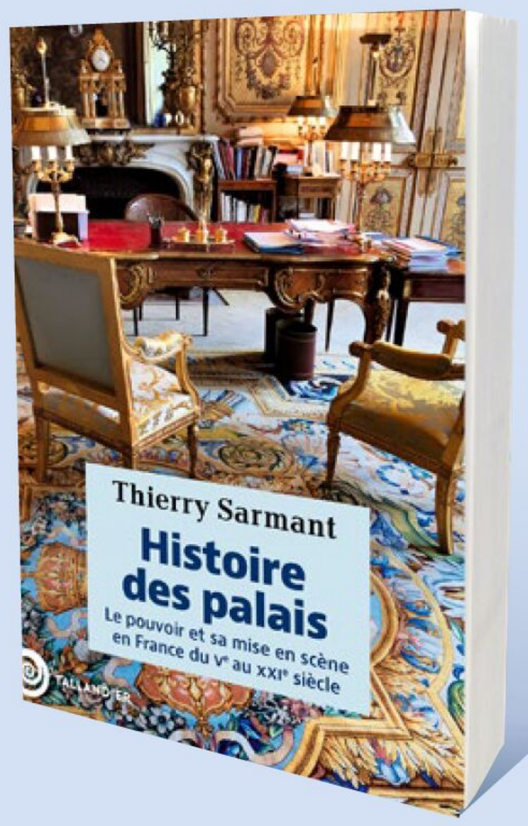
Si le XXe siècle a débuté en 1914, 1913 voit la naissance de la modernité dans les domaines culturel et artistique, mais sur fond de quasi-émeutes, autour de deux concerts de musique classique ! En mars, à Vienne, avec des œuvres de Webern, Schönberg et Berg ; en mai, à Paris, avec la création du *Sacre du printemps* de Stravinsky. La musique semble tout se permettre, en tout cas, comme l'écrit l'auteur, elle « cesse d'être un objet que l'on peut appréhender de manière immédiate ». Il nous fait vivre ces deux soirées, dans une Europe en pleine ébullition culturelle et artistique. D. L.



L'Invention de la musique moderne. Vienne, Paris, 1913, de Cyril Azouvi (Perrin, 304 p., 23 €).

L'histoire de France en ses palais

Archiviste et historien, un temps directeur des collections du Mobilier national, Thierry Sarmant a publié de nombreux ouvrages, dont certains consacrés aux grands lieux de l'histoire de France, tels Fontainebleau, les Tuileries ou Vincennes. Il nous offre cette fois un « voyage de deux mille ans, de l'Empire romain finissant à une Ve République déjà vieille de plusieurs décennies » autour d'un thème : les lieux de pouvoir, les palais donc. Il a brassé une documentation considérable, et sa connaissance des lieux qu'il évoque est parfaite, au point qu'on l'imagine presque y avoir vécu. Nous le suivons dans une promenade passionnée et passionnante, qui nous entraîne d'un palais à un autre, en empruntant moult escaliers, parfois dérobés, nous attardant dans une salle des fêtes ou imaginant nous asseoir dans tel trône. Quatre parties structurent cet essai superbement illustré : la monarchie itinérante ; Versailles ; les Tuileries et Saint-Cloud ou la monarchie réinventée ; l'Élysée ou le palais républicain.



Nomades, les rois de France l'ont été longtemps, tombant amoureux d'un site, se dégoûtant d'un autre. Puis Paris s'est imposé, avec le Louvre. Et que dire de Versailles ? Sarmant lève le mystère de la fortune de ce palais, aujourd'hui encore « fantasme français et international », qui reste attaché à la monarchie. D'autres lieux, ensuite, s'imposent aux nouveaux maîtres de la France : les Tuileries, Saint-Cloud, Fontainebleau. La République, elle, a choisi l'Élysée, « palais ambigu » dont l'histoire nous est racontée avec maestria, de la IIIe République à aujourd'hui. Les anecdotes ne manquent pas, ainsi celle du général de Gaulle faisant badigeonner de peinture blanche le plafond de la salle du Conseil des ministres, les « allégories dénudées qui le peuplaient lui paraissaient manquer de gravité » ! D'autres lieux sont mis en avant, ayant aussi le statut de palais, ainsi Brégançon, l'« échappée provençale » ou la Lanterne et ses mystères. En fermant ce livre, après de longues heures de belles et stimulantes lectures, le lecteur prend conscience que, de Mérovée à Macron, « l'Histoire de France ne s'arrête jamais ». D. L.

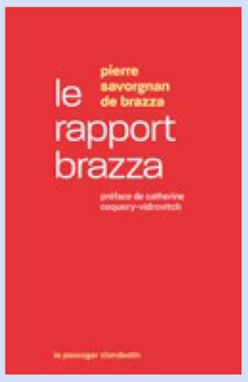
Histoire des palais. Le pouvoir et sa mise en scène en France du Ve au XXIe siècle, de Thierry Sarmant (Tallandier, 560 p., 25,40 €).

Léon Degrelle, « Heil hâbleur » !

« Modeste Ier », « Gobemoi de Bouillon », « Führex ». Les surnoms prêtés à Léon Degrelle, né en 1906 à Bouillon et mort en 1994 à Málaga, décrivent bien le moteur à trois temps qui anima le fondateur du rexisme et de la brigade SS Wallonie : un immense ego, un talent de tribun inouï et une insolente chance du diable. Voici une biographie qui explique, de manière claire, tous les aspects du phénomène Degrelle. De son catholicisme traditionnel à sa vie de fugitif négationniste, en passant par ses coups d'éclat sur le front de l'Est et ceux, politiques, plus fumeux, comme la germanité des Wallons ou la Grande Bourgogne. Une vie grand format, entre guignolade, mensonges et tragédie… JACQUES DE NORCOMPAULT

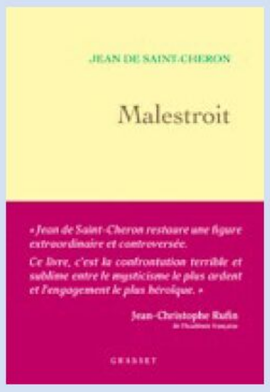
Léon Degrelle, de Frédéric Saenen (Perrin, 368 p., 25 €).

Au cœur des ténèbres avec Brazza



Son nom est inextricablement mêlé à l'exploration du continent africain. Mais Pierre Savorgnan de Brazza (1852-1905) ne cartographie pas seulement le bassin du Congo, il dresse aussi, dans un texte aussi peu connu que visionnaire, la topographie de la terreur coloniale. Le point de départ ? Le meurtre, à la dynamite, d'un Noir par deux administrateurs coloniaux, vite dénoncé par la presse. Pour éviter un scandale international, le président du Conseil charge alors l'explorateur de démontrer le caractère isolé du drame. Le résultat ? Un rapport mettant tellement en lumière les dérives d'un système inefficace, coûteux et inhumain qu'il sera tenu secret jusqu'en 1965 et publié pour la première fois en 2014 ! J. N.

Le Rapport Brazza, de Pierre de Brazza, préface de Catherine Coquery-Vidrovitch (rééd. Le Passager clandestin, 352 p., 14 €).



Le miracle de la Résistance

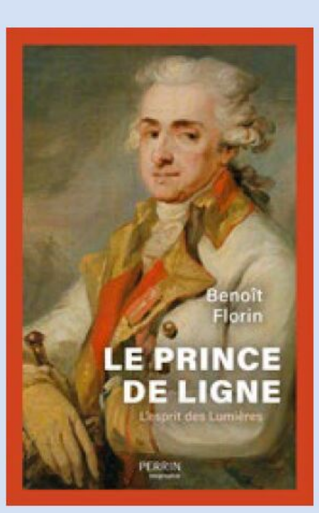
Reconnaissons à l'auteur son audace : s'attaquer à un sujet original, que l'on résumerait ainsi « De l'utilité de la bilocation en temps de guerre ». Sœur Yvonne-Aimée (1901-1951) a transformé son couvent breton en plaque tournante pour résistants et aviateurs fugitifs. Hélas, elle est arrêtée par la Gestapo en 1943. Son réseau tombe-t-il ? Non ! En se bilocalisant, Yvonne-Aimée prévient ses camarades de combat et les sauve. Elle recevra la Légion d'honneur des mains du général de Gaulle. Quant à l'Église, elle refuse sa canonisation. La raison ? « Trop de miracles » ! J. N.

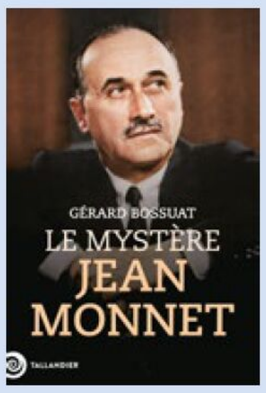
Malestroit, de Jean de Saint-Chéron (Grasset, 224 p. 20 €).

La plume et l'esprit

Écrire sur un des plus allègres stylistes du XVIIIe siècle n'est pas une mince gageure : il faut tenir le rythme du héros, qui mène joyeuse vie à travers l'Europe, depuis la guerre de Sept Ans (1756-1763) jusqu'au congrès de Vienne. Benoît Florin remporte le pari car, s'il cède parfois la plume au grand mémorialiste que fut Ligne, il ne le croit pas toujours sur parole et tire le meilleur parti des recherches des trente dernières années. Un magnifique portrait, fidèle à ce personnage qui se flattait d'avoir « l'esprit couleur de rose ». T. S.

Le Prince de Ligne. L'esprit des Lumières, de Benoît Florin (Perrin, 430 p., 25 €).





Les secrets d'un père fondateur

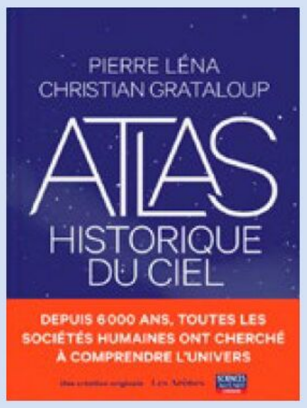
Il n'avait aucun diplôme, a vécu la plupart du temps sans poste officiel, et pourtant… Jean Monnet (1888-1979), dont les cendres ont été transférées au Panthéon, a marqué le XXe siècle, a parcouru la planète en tissant un réseau exceptionnel, des États-Unis à la Chine, de l'URSS à la Grande-Bretagne. Il a été marchand de cognac, banquier, architecte de l'Europe… Cette biographie, fouillée et précise, a bénéficié d'archives inédites, dont certaines ont été retrouvées il y a peu… dans les coffres d'un bijoutier de la place Vendôme ! D. L.

Le Mystère Jean Monnet, de Gérard Bossuat (Tallandier, 736 p., 26 €).

Un peu plus près des étoiles

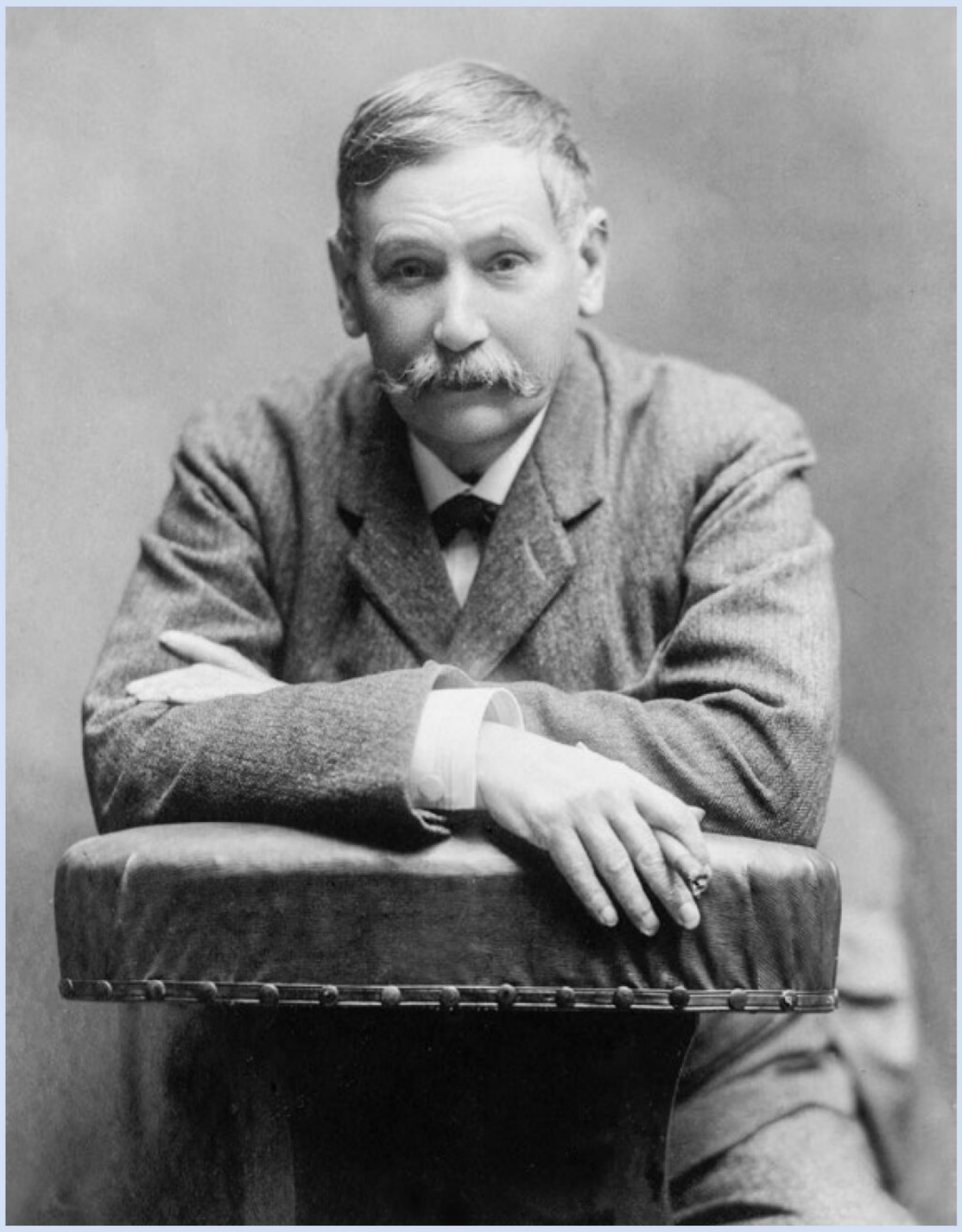
Depuis des millénaires, l'homme observe la voûte céleste pour trouver des réponses à ses questions existentielles, scientifiques ou théologiques. Siècle après siècle, s'est construit l'astronomie, par des civilisations qui ont mis toute leur détermination à en percer les mystères. L'astrophysicien Pierre Léna et le géohistorien Christian Grataloup, avec cet atlas parfaitement construit, rendent intelligibles au plus grand nombre l'organisation et les problématiques de l'immensité stellaire. M. S.

Atlas historique du ciel, de Pierre Léna et Christian Grataloup (Les Arènes, 256 p., 27 €).



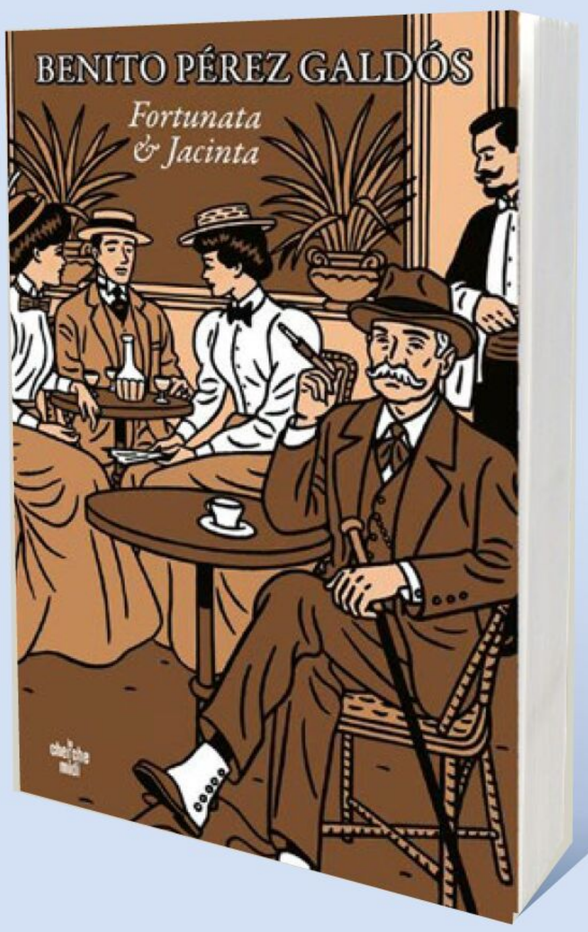
Dans les secrets des cœurs

L'écrivain Benito Pérez Galdós brosse, à travers une œuvre monumentale, les mœurs d'une Espagne s'ouvrant à la modernité.



EVERETT COLLECTION/ABACA

Visionnaire L'auteur fonde les bases d'un « nouveau roman » espagnol à travers sa description du Madrid des années 1860.



La vie posthume des œuvres littéraires est des plus aléatoires. Qui lit aujourd'hui Pierre Benoit, dont *L'Atlantide* (1919) se vendit à des millions d'exemplaires? Quel théâtre se risquerait à monter *Timocrate* (1656), pièce de Thomas Corneille, dont le succès inégalé le rendit plus célèbre que son frère Pierre? L'énigme est plus troublante encore quand il s'agit de monuments de la littérature mondiale.

Faire paraître aujourd'hui un livre majeur de ce que nous pourrions appeler un «géant inconnu» constitue un geste éditorial qu'il faut saluer: après avoir publié *Les Romans de l'interdit*, de Benito Pérez Galdós (1843-1920), Le Cherche-Midi nous offre les 1200 pages de son chef-d'œuvre, *Fortunata et Jacinta*. Par bien des côtés, la trajectoire de celui qu'on présente comme l'égal de Balzac et de Dickens n'est pas sans rappeler celle de Hemingway: traîné dans la boue par la critique et adulé par les lecteurs.

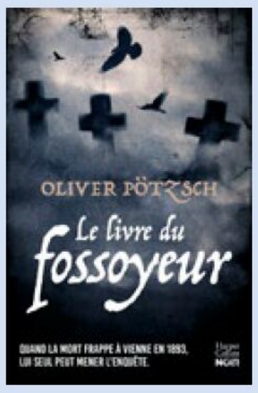
Un texte inaugural

Mais contrairement à ce dernier, qui reçut le Nobel en 1954, Pérez Galdós ne fut jamais invité à Stockholm par ceux que l'écrivain américain qualifie de «Suédois imbibés d'aquavit», ce qui n'empêcha pas son œuvre d'être traduite à un rythme soutenu. Pour ne s'en tenir qu'à la langue française, Giraud et C^ie^ Éditeurs publient, dès 1885, *Doña Perfecta*. Dans sa préface, Albert Savine, membre de l'Académie espagnole et de l'Académie des belles-lettres de Barcelone, précise que les Espagnols «considèrent à cette heure M. Benito Pérez Galdós comme leur premier romancier». Le courageux éditeur annonce comme «à paraître prochainement» quatre autres titres du maître du «roman castillan».

Depuis cette date, les éditions des romans de Pérez Galdós n'ont jamais cessé. Pour ne citer que les plus récentes, en dix ans, sept éditeurs ont repris le flambeau, dont Le Cherche-Midi. Le travail effectué par ce dernier est remarquable. Avec en cadeau un *Benito Pérez Galdós, le regard tranquille*, essai inédit de Mario Vargas Llosa. Le titre, *Fortunata et Jacinta*, dit tout: deux histoires de femmes mariées. Madrid 1886. Avec ses rues, ses places, ses édifices, ses cafés. La famille Bringas emménage dans les étages supérieurs du palais royal, une ville dans la ville, dont les logements sont réservés aux fonctionnaires de la Couronne. Pour son malheur, Fortunata tombe amoureuse de Juanito Santa Cruz, fils de famille et parasite social. Le film peut commencer… **GÉRARD DE CORTANZE**

Fortunata et Jacinta, de Benito Pérez Galdós (Le Cherche-Midi, 1248 p., 32,90 €).

Une histoire d'os



Vienne, 1893. Fraîchement débarqué en Autriche, l'inspecteur allemand Leopold von Herzfeldt jubile. Il enquête à la fois sur un homme enterré vivant et sur une série de meurtres de jeunes femmes. C'était oublier la légendaire animosité des Viennois à l'encontre des Prussiens, sans compter l'antisémitisme d'un de ses collègues. Il faut dire que les méthodes du jeune ambitieux, qui préfigurent l'avènement de la police scientifique, bousculent la conservatrice police autrichienne. Mais Herzfeldt, flanqué d'une délicieuse collègue et d'un fossoyeur folklorique, ne s'avoue jamais vaincu. Cette nouvelle série, bien documentée et rythmée à souhait, est une vraie réussite. On attend impatiemment le prochain opus ! ISABELLE MITY

Le Livre du fossoyeur, d'Oliver Pötzsch (Harper Collins, 540 p., 22,50 €).

Plongée dans la *Murder Mania* londonienne

Londres, 1850. Maude Horton a une mission : faire la lumière sur la mort de sa sœur, embarquée sur un navire à destination de l'Arctique, et dont le journal de bord révèle le nom et le mobile du meurtrier. Le sinistre personnage s'étant reconverti en organisateur de circuits touristiques pour assister à des exécutions publiques, Maude feint d'adhérer au goût du morbide en vogue à l'époque. Récit de voyage et polar historique, cette intrigue originale captive par son atmosphère gothique. I. M.

La Glorieuse Vengeance de Maude Horton, de Lizzie Pook (Gallmeister, 430 p., 24,90 €).

La vie en bleu

En 1916, à Onlay, petit village du Morvan, une lettre bleue, fatale missive annonciatrice de mort, coupe net le fil tout tracé de l'existence de Marie. La voilà veuve, seule dans la ferme familiale, avec son beau-père malade. Au prix d'une lutte sans merci contre le chagrin, la mauvaise conscience et les convenances, son instinct de vie va finir par triompher de la fatalité et des carcans. D'une plume délicate et poétique, qui résonne encore longtemps après avoir fermé le roman, Emmanuel Robert-Espalieu livre le touchant portrait d'une guerrière de l'arrière. I. M.

La Lettre bleue, d'Emmanuel Robert-Espalieu (Fayard, 264 p., 20,90 €).

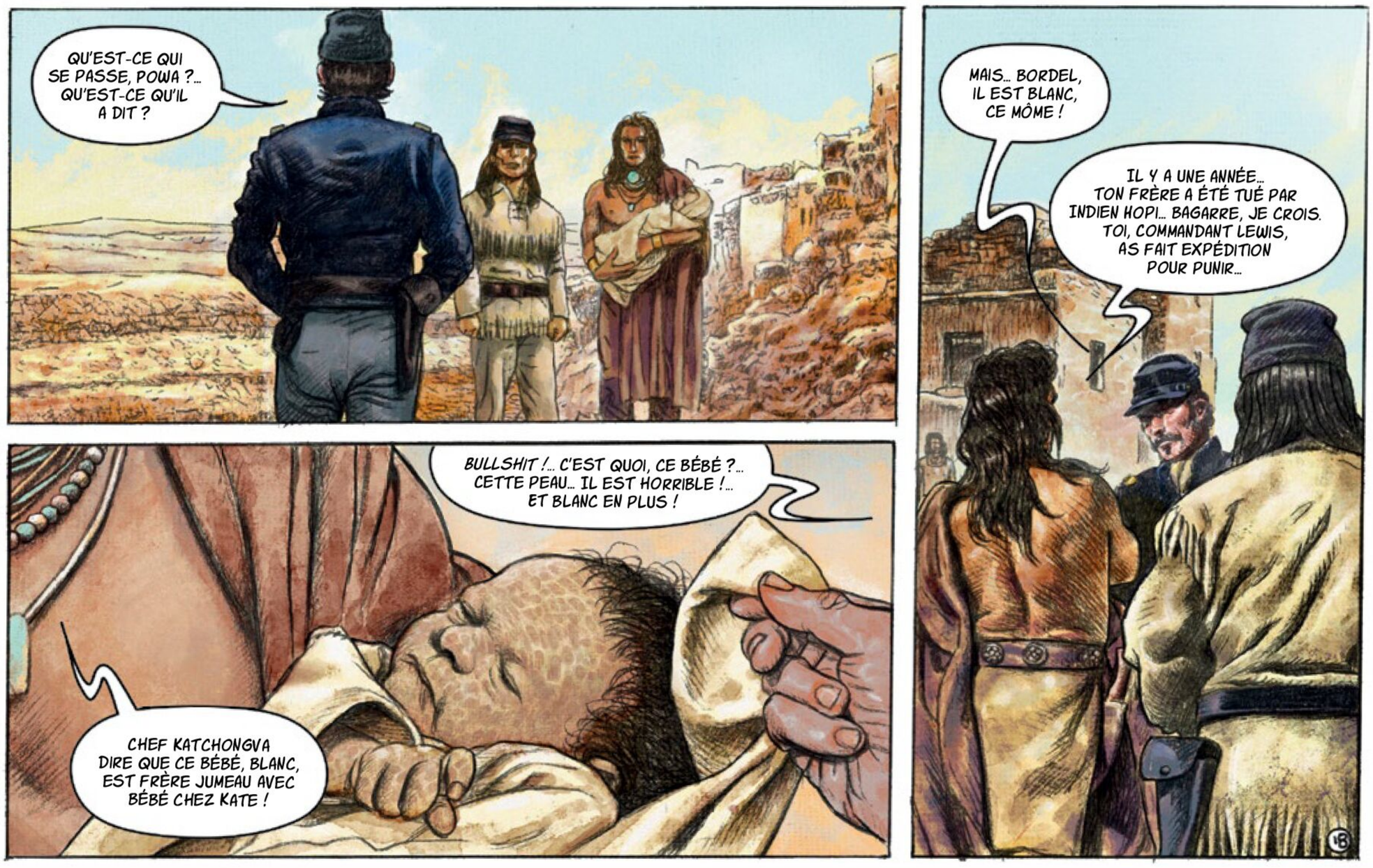
LE REGARD DE GÉRARD DE CORTANZE

Frida Kahlo, marché, domaine public et liberté

Morte le 13 juillet 1954, Frida Kahlo vient de voir ses œuvres entrer, depuis le 1er janvier 2025, dans le domaine public – c'est-à-dire être accessibles à tous en libre accès. S'agissant de l'œuvre d'une artiste qui affirmait qu'elle n'« aimerait pas être célèbre », celle-ci est devenue à ce point « tendance » qu'on la retrouve désormais aussi bien sur des tee-shirts que des flacons de vernis à ongles ou des coques de téléphone. Objet marketing aux 30 millions de résultats sur Google, comment une telle œuvre, confrontée aux aléas de la marchandisation, peut ne pas y perdre son âme ?

Née dans les années 1980, la « Fridamania », depuis, n'a fait que s'amplifier. Des BD, des mangas, des romans, le cinéma se sont emparés de son image. Les studios Pixar en ont même fait un personnage du dessin animé *Coco*, sans oublier Jean Paul Gaultier qui habilla Madonna en bustier « Frida » ou Mattel qui a mis en vente une poupée Barbie « Jour des morts » fabriquée en Chine… Si l'œuvre de Frida Kahlo a su résister à l'outrancière commercialisation qui en a été faite, gageons que son entrée dans le domaine public constitue une fantastique opportunité et non son arrêt de mort.

DPA/PHOTONONSTOP



Castor et Pollux au pays des Peaux-Rouges

En revisitant une célèbre légende amérindienne, les auteurs de cet album, premier d'une série, soumettent le lecteur à un suspense insoutenable !

Responsable d'un massacre d'Indiens Hopis, le commandant Lewis confie un bébé rescapé aux bons soins d'une veuve. Survivant en marge de la civilisation, celle-ci n'aime pas non plus les Peaux-Rouges, et n'accepte sa tâche qu'à contrecœur. C'est donc seul et sans amour que l'enfant va grandir, dans un coin perdu de l'Arizona. Mais il ne s'agit pas d'un enfant comme les autres: il révèle peu à peu une personnalité aussi magnétique qu'inquiétante. Sa mère adoptive ne lui donne pas d'autre nom que Dead Smile, «parce qu'il ne sourit que quand il tue froidement».

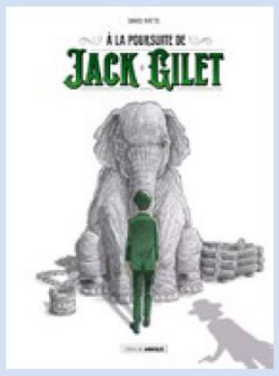
Équilibre des forces

Si cet ange de la Mort a de quoi inquiéter les Blancs, il reçoit, en revanche, de grandes marques de vénération de la part des Indiens de la région. On découvre que l'enfant a un frère jumeau à la peau blanche, que les Hopis élèvent de leur côté, et qui semble incarner le bien et la paix.

L'album obéit aux codes traditionnels du western: des paysages semi-désertiques et grandioses, des cow-boys crapuleux, de sanglantes charges de cavalerie et de mystérieux rituels indiens. Et les somptueuses planches d'Eugenio Sicomoro rendent ouvertement hommage aux films américains de la grande époque. Le récit pèche un peu d'un point de vue historique: la cavalerie américaine n'a guère combattu les Hopis, peuple très pacifique et surtout pas en 1840, date à laquelle l'Arizona appartenait toujours au Mexique! Mais l'album se place, en réalité, sur un plan plus mythologique qu'historique. Le scénariste Makyo reprend et adapte en effet une des grandes légendes amérindiennes: celle des jumeaux opposés, l'un symbolisant les forces du Bien et l'autre, celles du Mal. Difficile de dire à la fin du tome, si les frères sont voués à une lutte inexpiable, comme on pourrait s'y attendre, ou à recréer un équilibre menacé, ce qui serait plus dans l'esprit des mythes amérindiens. Affaire à suivre! **LAURENT VISSIÈRE**

Le Sacrifice des aigles (t. 1 : « Dead Smile ») de Makyo et Eugenio Sicomoro (Delcourt, 56 p., 16 €).

Trente millions d'amis… et un bourreau



Les animaux peuvent-ils être jugés pour leurs crimes et condamnés pénalement ? Aussi curieux qu'il y paraisse, ce fut le cas, et récemment encore, dans nombre de sociétés, comme aux États-Unis. En 1916, une éléphante y fut ainsi jugée et pendue pour avoir écrasé la tête de son dresseur. Sur la base de ce fait divers incroyable, David Ratte imagine la vie d'un bourreau pour animaux – Jack Gilet – qui parcourt les routes pour exécuter ânes, cochons, boucs… et, bien sûr, éléphante. Original, l'album se présente comme une fable sur l'absurdité de la justice humaine. L. V.

À la poursuite de Jack Gilet, de David Ratte (Grand Angle, 128 p., 19,90 €).

La cité de la peur

Août 1941, la « romance de Paris » s'évanouit pour les milliers de Juifs qui prennent le chemin de la cité de La Muette à Drancy, camp dirigé par les Français puis par les Allemands. Une étape vers les camps, les convois se succédant jusqu'en juillet 1944. Cette BD nous fait vivre le quotidien de ces détenus – 67 000 au total –, la faim, le froid, la tuberculose, les suicides parfois, la solidarité, le creusement d'un tunnel vite découvert. Ils s'interrogent sur leur devenir, « Radio-Chiottes » ponctue leur survie. Mais l'avenir est écrit, les wagons attendent. D. L.

La Muette. Drancy, un camp aux portes de Paris, de Valérie Villieu et Simon Géliot (La Boîte à bulles, 250 p., 29 €).

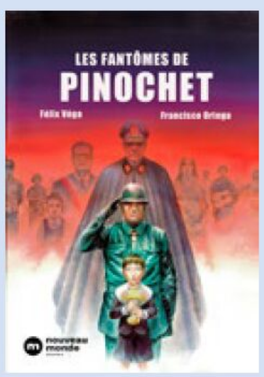
Cléo version MeToo

Assise sur un rocher, le fantôme de Cléopâtre contemple la baie d'Alexandrie, où rien ne subsiste des splendeurs de la cité antique. La dernière reine d'Égypte se met alors à raconter ce que fut sa vie, trépidante, passionnée et, en fin de compte, tragique.

Ce roman graphique ne manque ni de sel ni d'humour, mais sans atteindre la perfection de *Sur les terres d'Horus* ou du *Roi de Paille*. Faire parler Cléopâtre comme une adolescente d'aujourd'hui et lui prêter une pensée féministe militante constituent des choix, certes compréhensibles, mais terriblement anachroniques. Et la magie de l'album s'en ressent un peu… L. V.

Moi, Cléopâtre, dernière reine d'Égypte d'Isabelle Dethan (Dargaud, 208 p., 26,95 €).

Hantises chiliennes



Cet album graphique électrise le lecteur dès les premières pages, entre rêve et réalité. La réalité ? Les derniers moments de Pinochet, dictateur du Chili entre 1973 et 1990, décédé en 2006 après avoir été arrêté en Grande-Bretagne en 1998, puis libéré en 2000. Le rêve ? Les auteurs retracent la vie de cet homme depuis son enfance, hantée par ses peurs, puis confronté à son procès pour crimes contre l'humanité et finalement condamné à l'infamie éternelle. Ses victimes sont convoquées et témoignent, rien ne nous est épargné de leurs souffrances. Le dessin est fort, les couleurs sont vives, le rouge domine. Les pages sont également nourries de documents d'époque, retravaillés. D. L.

Les Fantômes de Pinochet, de Félix Vega et Francisco Ortega (Nouveau Monde, 134 p., 19,90 €).

Chez Spirou, on ne manque pas de cran

En 1943, la bande des ADS (les « Amis de Spirou ») résiste à l'occupant, qui vient d'interdire leur journal préféré. Jean Doisy, rédacteur en chef de *Spirou* et résistant, comprend la responsabilité qu'il a prise en insufflant un esprit de courage et de sacrifice chez de si jeunes enfants : dire « non » peut conduire à la mort. Les enfants découvrent aussi Madame Brigitte, qui a sauvé 3 000 petits Juifs. En revanche, l'apparition (précoce) du Marsupilami en Belgique occupée ne se justifie guère. L. V.

Les Amis de Spirou (t. 2), de Morvan, Évrard et Ben Bk (Dupuis, 72 p., 16 €).

Henri, canal historique

Henri IV souffrait d'une rétention urinaire handicapante. C'est le point de départ d'un récit débridé, où l'on voit son médecin, sur le conseil d'une rebouteuse, tenter de déboucher le conduit obstrué grâce à un procédé extrême… Avec truculence (et malgré des anachronismes de langage), les auteurs mettent en scène le petit monde de la cour. Un album original et enjoué. L. V.

La Chandelle du bon roy Henri de Philippe Charlot et Éric Hübsch (Grand Angle, 64 p., 16,90 €).

DOMINE JEROME/ABACA

INCAMERASTOCK/ALAMY STOCK PHOTO

Julie Gayet & Olympe de Gouges

La comédienne incarne cette femme de lettres et figure de la Révolution française, dans un téléfilm qu'elle a coréalisé, bientôt diffusé sur France 2. Plus qu'un rôle : le prolongement de ses engagements féministes. PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE GATIGNOL

HISTORIA – Est-ce à votre scolarité que vous devez d'avoir «rencontré» Olympe de Gouges?

Julie Gayet – Non, car à l'époque, quand on étudiait la Révolution, on parlait des femmes qui ont marché sur Versailles, de Charlotte Corday, de Marie-Antoinette, et c'est tout. Je ne sais même pas si M^me^ Roland était abordée. Concernant Olympe, il a fallu attendre 1981 – année de l'abolition de la peine de mort, pour laquelle elle militait déjà – pour que l'historien Olivier Blanc sorte une première biographie. Il a fait partie de l'association montalbanaise qui a entrepris des recherches sur ses écrits et permis la parution de ses œuvres complètes aux éditions Cocagne. Son théâtre, ses textes politiques ou philosophiques, ses pamphlets et tous ses «placards» [écrits affichés dans des lieux publics, ndlr] ont été publiés grâce à leur travail.

Finalement, comment l'avez-vous découverte?

Elle est entrée dans ma vie grâce au roman graphique de Catel et Bocquet, puis j'ai lu *Ainsi soit Olympe de Gouges*, le magnifique essai de Benoîte Groult. Cet ouvrage m'apparaît comme celui qui résume le mieux sa pensée et ses actions humanistes, tout en soulignant l'avant-gardisme de ses idées en matière de droits des femmes. Grâce à ce texte, j'ai plus largement découvert que celles-ci étaient partie prenante de la Révolution et il m'a semblé nécessaire d'envisager une série sur leur rôle. Olympe n'était pas un destin isolé, elle faisait partie d'un mouvement et le courant d'égalité et de parité concernait toute l'Europe. Initialement, concernant ce projet audiovisuel, nous souhaitions aussi évoquer Théroigne de Méricourt, l'actrice Claire Lacombe ou la chocolatière Pauline Léon, et raconter ce qui s'était passé en Suisse, en Angleterre… Quand France Télévisions a décliné l'idée d'une série, mais donné son accord pour un unitaire, nous avons néanmoins sauté sur l'occasion: la plus connue et la plus politique de toutes ces figures permettait d'ouvrir une porte…

Selon vous, tout le monde devrait connaître Olympe de Gouges. Pourquoi?

Pour que les femmes puissent se projeter et ne pas avoir l'impression de devoir toujours tout recommencer; elles doivent savoir qu'il y en avait d'autres avant elles. Dans mon métier, j'ai eu la chance de débuter avec Agnès Varda qui, pour moi, a été un modèle par imprégnation. Le fait même qu'elle s'autorise à réaliser, produire, à être une artiste indépendante dans un monde d'hommes, m'a permis de penser que je pouvais être plus qu'une simple comédienne. Des choses se sont quand même transmises à travers les générations: je vous renvoie au joli compte Instagram @merelachaise qui met en lumière les figures méconnues enterrées au Père-Lachaise. Mais l'histoire des femmes est invisibilisée; elles existent peu dans l'espace public: à Paris, en 2024, seuls 19 % des rues portaient des noms féminins. Et l'engagement des féministes est encore et toujours décrédibilisé: Olympe l'a été de son vivant, comme plus tard Gisèle Halimi.

“Olympe ne s'interdit rien: ni d'écrire du théâtre ni de monter une compagnie, ce qui est très fort à une époque où l'éducation des femmes les police”

Qu'est-ce qui vous semble remarquable chez elle?

Issue d'une bourgeoisie de province, presque autodidacte, elle s'instruit elle-même et manifeste une curiosité, une liberté qui lui ouvrent le champ des possibles. Elle ne s'interdit rien: ni d'écrire du théâtre ni de monter une compagnie, ce qui est très fort à une époque où l'éducation des femmes les police. Et elle ne lâche jamais! Sa première pièce, *Zamore et Mirza*, remet en cause l'esclavage. Elle l'envoie anonymement à la Comédie-Française; la troupe accepte de l'interpréter puis se rétracte lorsqu'elle découvre qu'une femme l'a écrite. Pendant cinq ans, Olympe s'entête pour qu'elle soit jouée, au risque d'être emprisonnée, et elle parvient à ses fins. Les grands mécènes qui occupaient les loges l'ont fait •••

« Le film met en avant l'humanité et la sororité d'Olympe ; elle pensait que les femmes devaient cesser de s'opposer les unes aux autres, qu'elles seraient plus fortes ensemble »

••• huer, mais la pièce a tout de même été représentée trois fois. Dès lors, elle appartenait au répertoire du Français et ne pouvait être reprise ailleurs : c'était une façon de l'éteindre…

Vous vous réjouissez que sa Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne soit au programme du bac de français, mais suffit-elle à la résumer?

Avant cela, elle avait élaboré le projet d'une caisse patriotique pour permettre le financement de foyers pour les vieillards du peuple et leur éviter de mourir dans la rue, mais aussi d'ateliers où les travailleurs blessés pouvaient apprendre un autre emploi… Elle avait des préoccupations sociales, un point de vue très concret sur les choses. C'est en cela qu'elle était une véritable républicaine et qu'elle considérait qu'il n'y avait aucune raison de la guillotiner. Elle a toujours défendu la Révolution et, jusqu'au bout, elle a voulu croire à un monde nouveau. Hygiéniste avant l'heure, elle avait conscience de l'importance de mettre les bébés au monde dans ce qu'elle appelait des « maisons propres », alors que les femmes mouraient encore par milliers en couches. Elle a écrit une pièce sur les vœux forcés [*Le Couvent*, ndlr] ; elle était favorable à la reconnaissance des enfants illégitimes…

Pourquoi son séjour en prison occupe-t-il une grande partie du film?

Pour que l'on comprenne très vite sa capacité à évoluer dans n'importe quel milieu, sa grande humanité et sa sororité, car elle a aussi beaucoup parlé du fait que les femmes devaient cesser de s'opposer les unes aux autres et de médire sur leur propre sexe. Elle considérait qu'elles seraient plus fortes ensemble, comme Gisèle Halimi des siècles plus tard.

Pourquoi est-ce à la reine qu'elle dédie sa fameuse Déclaration? Peut-on imaginer qu'elle mise sur une forme de sororité?

Je crois qu'elle est plus politique et maligne que ça. Elle pense que la reine comprendra son intérêt de la

Bio express Olympe de Gouges

Marie Gouze naît à Montauban, le 7 mai 1748. Mariée contre son gré à 17 ans, veuve à 18 et mère d'un fils, elle gagne Paris au début des années 1770. Sous le nom d'Olympe de Gouges, elle fréquente les milieux littéraires, monte un théâtre itinérant et commence à écrire vers 1783. En 1785, sa première pièce, *Zamore et Mirza*, remet en cause l'esclavage. En 1788, elle publie sa première brochure politique, *Lettre au Peuple ou projet d'une caisse patriotique par une citoyenne*. Elle participe activement à tous les épisodes de la Révolution. En 1791, elle fait paraître la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne. Elle y réclame les mêmes droits que ceux accordés aux hommes : liberté d'entreprendre, d'élire ou d'être élue… Après la chute de la monarchie, cette non-violente prend publiquement parti pour les Girondins. Son opposition à Robespierre et aux Montagnards lui vaut d'être arrêtée en juillet 1793 et guillotinée le 3 novembre. Tombée dans l'oubli, elle est mise à l'honneur lors de la cérémonie d'ouverture des JO de Paris.

signer et de gagner le cœur de millions de Françaises. Mais elle n'a pas été reçue par Marie-Antoinette et je crois que cela aurait été une tout autre histoire si celle-ci avait signé ce texte avant-gardiste. Parce qu'il ne s'agissait pas d'un copier-coller de la Déclaration des droits de l'homme, mais d'une vraie réflexion pour ceux des femmes. Avec 17 articles et cette fameuse phrase qui pointe la contradiction de l'époque : à partir du moment où « la femme a le droit de monter sur l'échafaud, elle doit également avoir celui de monter à la tribune ». C'est une révolution dans la Révolution.

Pourquoi vous tient-il à cœur que l'on redécouvre ses textes ?

C'est ce qui rend le plus grâce à Olympe. Je trouve son écriture extrêmement moderne, très parlée, et j'aimerais qu'on lise son théâtre et ses écrits philosophiques. Sur le droit, c'est un peu plus aride mais on la sent, on perçoit son ton, la femme qu'elle était. C'est aussi pour cette raison que le film fait entendre ses mots à plusieurs reprises, dont sa lettre d'adieu à son fils. Elle avait beaucoup de répartie et sa façon de ne rien s'interdire, de ne jamais cesser quand on le lui demandait, de continuer à s'adresser au peuple directement étaient si transgressives qu'elle devait paraître très énervante, très perturbante. Quand un homme est « grande gueule », on lui trouve de la personnalité ; quand il s'agit d'une femme, c'est une emmerdeuse ou une hystérique… Elle a vexé Beaumarchais en écrivant une suite à son *Mariage de Figaro*. Il a publié des choses atroces à son sujet qui ont été reprises pendant des siècles. On a répercuté ce qui avait été écrit contre elle, sans voir l'intérêt d'entreprendre des recherches sur son travail. C'est fou de penser qu'avant l'association de Montauban, personne n'avait eu cette curiosité ! Si sa dimension politique n'intéressait pas les historiens, son théâtre méritait au moins de l'attention. Ses dernières pièces tiennent de la chronique et sont très modernes pour l'époque. Elle apporte quelque chose de nouveau : les éditions Cocagne stipulent qu'elle ouvre un cycle qui se prolongera jusqu'à Brecht. Et elle signe tout de même l'une des premières pièces contre l'esclavage !

Certains de ses combats sont toujours d'actualité. Cela ne vous désespère pas ?

Les femmes qui ont vu le film éprouvent le même choc que celui que j'ai ressenti en lisant Benoîte Groult : c'est impossible qu'Olympe ait pu penser tout ça et fou d'imaginer qu'il ait fallu attendre 1944 pour que nous obtenions le droit de vote (voir *Historia* n°928). Mais c'est aussi ce qui incite à plus de pugnacité. Aujourd'hui, selon que vous donnez naissance à un garçon ou à une fille, ils n'auront pas le même traitement, alors que l'égalité salariale devrait être LA base ! Les femmes sont aussi affectées à des typologies de métiers. Leur place dans le domaine des maths recule et des polytechniciennes ont lancé un appel pour s'en émouvoir. Il existe, pourtant, de grandes figures féminines dans cette discipline, comme la mathématicienne Sophie Germain : une « mère Lachaise » née en 1776.

> « Son écriture est extrêmement moderne, très parlée. Sur le droit, un peu plus aride, on la sent, on perçoit son ton, la femme qu'elle était »

Bio express Julie Gayet

Née à Suresnes en 1972, Julie Gayet étudie le chant lyrique dès l'enfance, mais s'oriente vers la comédie. En 1995, Agnès Varda lui confie son premier rôle d'envergure dans *Les Cent et Une Nuits de Simon Cinéma*. Tout en menant sa carrière à l'écran (*Clara et moi*, *Quai d'Orsay* ou le thriller *Six Jours*, sorti début 2025), elle se lance dans la production de films et documentaires : *Grave*, le premier long-métrage de Julia Ducournau, future lauréate de la Palme d'or, *Visages, villages* d'Agnès Varda et JR ou *L'Insulte*, drame nommé à l'Oscar du meilleur film étranger en 2018… Membre du collectif 50 / 50 qui promeut la parité, l'égalité et la diversité dans le 7e art et l'audiovisuel, elle réalise, en 2013, avec Mathieu Busson, le documentaire *Cinéast(e)s* consacré aux réalisatrices. En 2015, elle fonde l'association Info-Endométriose avec la chirurgienne-gynécologue Chrysoula Zacharopoulou. Depuis 2017, elle est engagée aux côtés de la Fondation des femmes qui finance les associations de terrain. À Rochefort, en 2021, elle crée le festival Sœurs Jumelles dédié à la rencontre de la musique et des images. Mère de deux fils, elle épouse François Hollande en 2022.

En 1967, grâce à son exceptionnelle dextérité, Hamilton Naki s'impose aux côtés du professeur Barnard lors de la première transplantation cardiaque. Problème : nous sommes en Afrique du Sud, il est Noir… et il est jardinier !

PAR JEAN-NOËL FABIANI-SALMON – ILLUSTRATION D'ANTOINE MOREAU-DUSAULT

Ce soir du 3 décembre 1967, le Groote Schuur Hospital du Cap, en Afrique du Sud, connaît une effervescence inhabituelle. Dans les salles de chirurgie cardiaque, le bruit court que le chirurgien-chef, le Dr Christiaan Barnard (1922-2001), va tenter la première transplantation cardiaque de l'histoire. Tout est prêt. Chris Barnard a attribué les rôles : Marius, son frère, pourra l'aider en salle d'opération et Hamilton fera le prélèvement du cœur chez le donneur. Puis, quand il aura fini, il viendra les rejoindre pour les aider pour la greffe proprement dite. Indispensable Hamilton… Mais là, il faudra être discret. Si les journaux apprennent qui est vraiment Hamilton Naki (1926-2005), on se dirigera vers un scandale épouvantable… Alors, il faut de la discrétion. Heureusement le contexte de la transplantation s'y prête bien. Mais qui est donc Hamilton Naki pour justifier toutes ces précautions ? Hamilton est le jardinier de l'hôpital… Métier logique pour un Noir en ces temps d'apartheid ; il entretient les pelouses du parc de l'hôpital et, surtout, le green du court de tennis qu'utilisent tous les médecins.

Le coup de la girafe

Mais un jour, Robert Goetz, chef du laboratoire de chirurgie expérimentale, a besoin d'un coup de main pour l'aider pendant une intervention sur une… girafe. Il demande à Hamilton de tenir fermement les écarteurs pendant qu'il effectue son opération. Personne n'est plus serviable que Hamilton. Un brave homme avec un visage ouvert, toujours souriant. Hamilton demande alors à Goetz s'il peut l'assister dans ses interventions animales. Il ferait volontiers cela de façon bénévole, en plus de son travail de jardinier. Goetz, qui est toujours à la recherche de bras pour l'aider, saute sur l'occasion et Hamilton devient, peu à peu, un assistant privilégié. Tous les jours, ou presque, il participe à la préparation des animaux, contribue aux opérations et, parfois, les réalise lui-même ! Goetz lui laisse prendre de plus en plus de responsabilités, d'autant qu'il a noté chez

le jeune Noir une habileté manuelle exceptionnelle. En plus de cela, il apprend à toute vitesse. Ce talent n'a pas échappé à Barnard, qui n'hésite pas à lui confier un programme de recherche expérimentale sur la transplantation cardiaque. Si bien qu'au début de l'année 1967, l'homme au Cap qui est le mieux capable d'effectuer une greffe cardiaque – et qui en a la meilleure expérience – n'est autre que le jardinier de l'hôpital! Et Chris Barnard en est bien conscient…

Un prodige à l'œuvre

Ainsi, pour cette première, Barnard se trouve à la tête d'une équipe relativement inexpérimentée. Il va réaliser l'opération, mais qui, pour le prélèvement chez le donneur? C'est Hamilton qui effectue cette délicate intervention sur Denise Darvall, victime d'un accident de la route. Aussitôt Barnard prépare le receveur, en installant la circulation extracorporelle. Hamilton est un aide extraordinaire. Il sait présenter les choses pour que tout semble simple. Parfois, il indique discrètement où le chirurgien doit couper ou, plutôt, il ne présente aux ciseaux que la zone du tissu cardiaque qui doit être sectionnée. Important en transplantation! Quand on résèque [enlever en coupant, ndlr] le cœur malade, il ne faut laisser que les oreillettes en place, l'aorte et l'artère pulmonaire, et il faut couper ce qu'il faut: ni trop ni trop peu. Et Hamilton sait où doit passer la juste recoupe pour en avoir tant fait chez l'animal. Christiaan, hésitant encore sur certains points techniques, se laisse guider. Et tout réussit parfaitement. Quand on déclampe [desserrer des clamps pour permettre la reprise de la circulation, ndlr] l'aorte pour remettre le cœur en tension, pas une goutte de sang ne s'échappe! Un prodige de précision. Une photo de l'équipe est prise le lendemain et paraît dans la presse. On voit Hamilton Naki au deuxième rang, un grand sourire illuminant son visage. Et la direction de l'hôpital de passer un rectificatif en précisant que «l'homme noir» sur la photo est un personnel d'entretien qui a posé là par erreur. L'omerta est totale. Il faudra attendre 2002 pour que Hamilton Naki soit décoré de l'ordre de Mapungubwe, la «Légion d'honneur» de l'Afrique du Sud, pour service exceptionnel rendu au pays et que l'université du Cap elle-même lui décerne un master de médecine d'honneur. Distinctions rares pour un jardinier!

Le Livre des Morts d'Ani

Un trésor égyptien fascinant

Notre exceptionnel fac-similé du *Livre des Morts d'Ani* donne à ce chef-d'œuvre de l'Antiquité égyptienne, conservé au British Museum, toute l'envergure qu'il mérite.

Édition limitée et numérotée

1 499 exemplaires

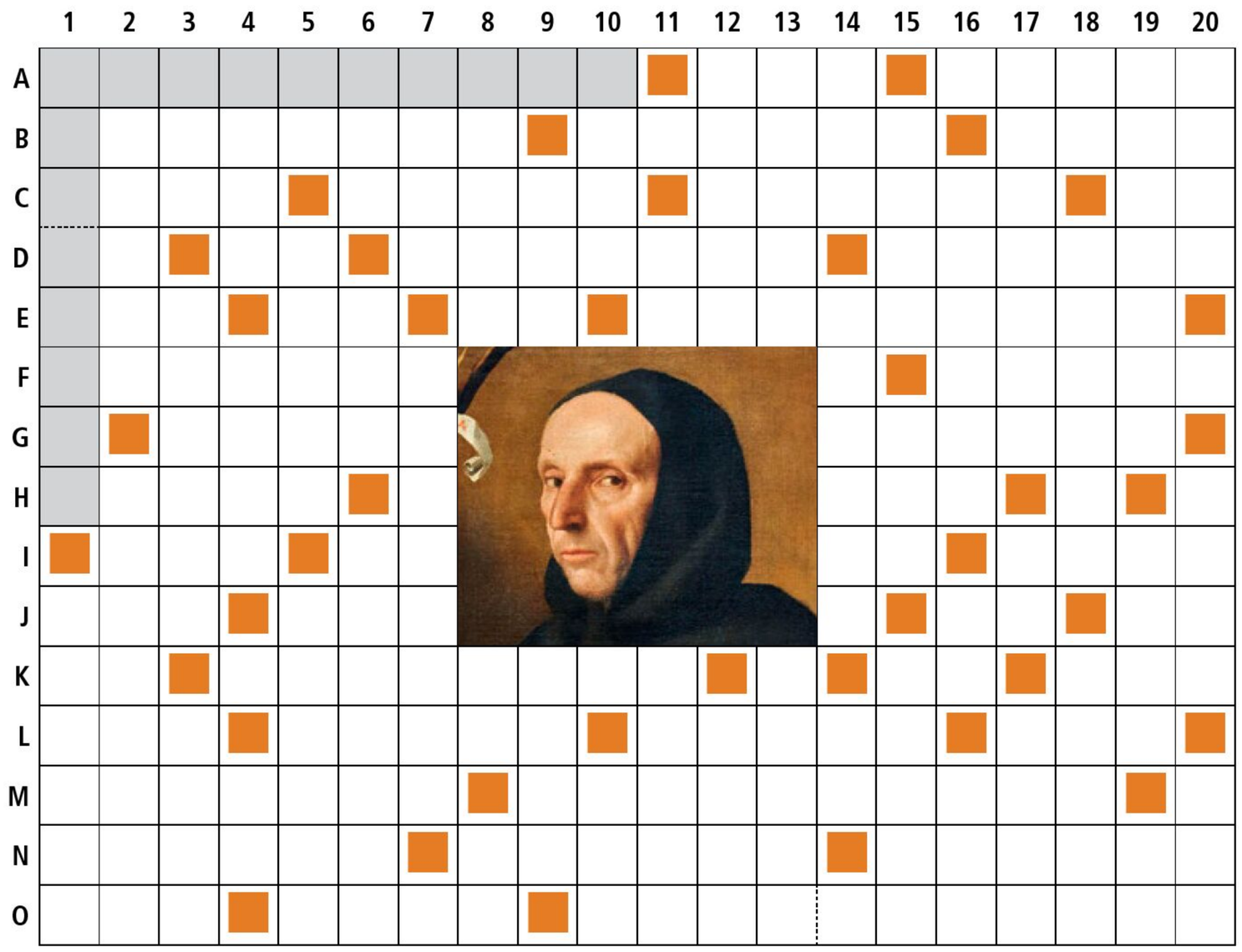
Fac-similé : 37 planches taille réelle imprimées sur papier Peydur Feinlinen 270 g. H. 38 cm ; L. 55 à 74 cm
Livre de commentaires : 256 pages, relié avec vignette illustrée et marquage, 230 ill. couleur. 23 × 32 cm.
Coffret : Chevalet pliable intégré, ruban de dépliage. 40 × 76 cm

CITADELLES & MAZENOD

Retrouvez nos ouvrages de prestige sur
www.citadelles-mazenod.com

Mots croisés Par Pascal Wion

En partenariat avec www.cruciverbiste.club



CC0 VERONA, MUSEO DI CASTELVECCHIO

HORIZONTALEMENT : **A.** Personnage en illustration. Leur dévouement ne connaît pas de frontières. Écrivain français (1828-1885) à qui l'on doit *L'Homme à l'oreille cassée*. – **B.** Roi des Wisigoths qui épousa Clotilde, fille de Clovis. La société idéale de Thomas More. Pour lui, la célébrité, ce fut la Bérézina. – **C.** Ville du Japon qui fut capitale impériale de 710 à 784. Il fut le l'argentier de Charles VII. Il a vaincu la flotte française à Aboukir en 1798. Romains dans un cromlech. – **D.** Continent légendaire. Homme de théâtre italien qui a obtenu le prix Nobel de littérature en 1997. Bonaparte y remporta une victoire sur les Autrichiens le 14 juin 1800. Muse de l'Astronomie. – **E.** Peintre alsacien, cofondateur du mouvement dada. Accord franco-russe. En plein cœur de Venise. Nom porté par trois pharaons de la XII[e] dynastie. – **F.** Les traités qui y furent signés en 1697 mirent fin à la guerre entre Louis XIV et la ligue d'Augsbourg. Premier ministre britannique qui fit entrer le Royaume-Uni dans la CEE en 1973. – **G.** Ville de conférence. Évêque de Lisieux surtout connu pour ses écrits scientifiques (v. 1322-1382). – **H.** Région de Normandie traversée par la Risle. Sa pointe fait face à la mer d'Iroise. – **I.** C'est souvent ainsi que l'on désigne l'auteur de *La Barbarie à visage humain*. Commence dimanche et finit lundi. Question de bon sens. Attribut d'Apollon. – **J.** Écrivain à mystères. Nom de plusieurs dynasties chinoises. Ennemi de la presse. Passage du Rhin en hiver. – **K.** Pronom. Cavalier, par exemple. Psychiatre français qui exerça à Bonneval (1900-1977). Criminel français qui fut surnommé «l'horloger de Montreuil». – **L.** Il a remplacé le RMI en 2009. On lui doit la création d'une nomenclature binominale en botanique et en zoologie. Sa guerre prit fin avec la convention de Pékin en octobre 1860. Coule au Maroc. – **M.** Ville du Frioul-Vénétie Julienne qui fut le siège d'un patriarcat de 568 à 1751. Régime politique qui prit fin avec le coup d'État du 18 brumaire. – **N.** D'une région d'Afrique s'étendant le long du Nil. Fils de Laïos. Il a répondu de façon «bizarre» à Michel Simon dans *Drôle de Drame*. – **O.** Fleuve du pays de Galles. Sa bataille se déroula en Belgique du 17 au 31 octobre 1914. Nom que les Anciens donnaient à l'Anatolie (en deux mots).

VERTICALEMENT : **1.** Couvent de Florence dont ce personnage fut le prieur. Photographe américain (1890-1976) à qui a été décernée la médaille David-Octavius-Hill en 1967. – **2.** Il fut roi de Jérusalem de 1162 à 1174. Qui évoque un personnage comiquement grotesque. – **3.** Siège de Toulon. Personnification de l'âme dans la mythologie grecque. Affluent de la Seine. – **4.** Roi de Norvège. Philosophe français, disciple de Bergson (1888-1974). Le deuxième du nom. – **5.** Déclaration de peste. Elle fut proclamée «sainte patronne de l'Alsace» par le pape Pie XII en 1946. Astronome anglais (1656-1742). – **6.** Attribut de Cupidon. Entrée en action. Il fut écartelé en 1757 pour avoir tenté d'assassiner le roi Louis XV. – **7.** Léon Blum y fut jugé en 1942. Il fut président du Præsidium du Soviet suprême de l'URSS de 1938 à 1946. – **8.** Frère et époux de Téthys dont il eut 3000 fils et 3000 filles. L'étain en symbole. Vecteur de la fièvre jaune. – **9.** Est limitrophe du canton de Schwytz. Poète de la Grèce antique. – **10.** Département normand. Haut lieu de la mythologie grecque. – **11.** Avant Jésus-Christ. Mère des Néréides. – **12.** Mathématicien français qui accompagna Bonaparte en Égypte. Nom porté par deux pharaons de la VI[e] dynastie. – **13.** Temple d'Égypte creusé dans le roc. Siège de deux conciles. – **14.** Pilote d'Ariane. Gave des Pyrénées. Début d'hymne. – **15.** Dieu gaulois. L'Égypte de Nasser. Pictogramme d'origine japonaise. – **16.** Le maréchal Soult y fut vaincu par Wellington en février 1814. Cité des Agéens. Fils de Créüse. – **17.** Ville sacrée de l'hindouisme. Mesure prise par Mao. Dont les voies sont impénétrables? – **18.** Fleuve de Sibérie. Capitale du Niger. Anticipé. – **19.** S'envoie en l'air dans le plus simple appareil. Mère de Zeus. Erbium. – **20.** Arthur s'est longtemps intéressé à ses enfants. Académicienne entrée au Panthéon en 2018. Amérindien.

Solution du n° 937

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
A	V	A	C	L	A	V	H	A	V	E	L	■	P	O	L	Y	N	I	C	E
B	E	L	O	I	■	A	U	G	E	R	E	A	U	■	L	E	I	R	I	S
C	L	E	U	■	A	N	G	E	L	A	■	E	Y	L	A	U	■	A	R	C
D	O	S	E	E	■	E	O	■	A	T	E	R	I	E	N	■	I	N	C	A
E	U	I	■	B	E	S	■	K	Y	O	T	O	■	B	O	O	Z	■	E	U
F	R	A	V	E	L	■	I							E	S	T	O	C	■	T
G	S	■	A	R	I	E	N							L	■	T	A	R	N	■
H	■	P	U	T	S	C	H							■	M	O	R	E	A	U
I	J	O	B	■	E	L	A							G	I	■	D	O	R	E
J	A	■	A	I	E	U	L							A	R	P	■	N	S	■
K	C	E	N	S	■	S	E	O	I	R	■	A	S	O	■	E	S	■	E	T
L	O	S	■	T	I	E	R	S	L	I	V	R	E	■	O	D	E	S	S	A
M	B	O	E	R	S	■	E	T	■	F	E	E	■	O	B	A	M	A	■	N
N	I	P	H	I	G	E	N	I	E	■	I	S	I	S	■	L	■	R	O	I
O	N	E	P	E	R	■	T	E	X	E	L	■	O	T	T	O	M	A	N	S

L'humeur

d'Emmanuel de Waresquiel

Panama, une affaire française

Les menaces d'annexion du canal de Panama proférées par le nouveau président des États-Unis, Donald Trump, en janvier dernier, au nom des intérêts commerciaux américains et de la lutte contre ceux de la Chine qui, depuis quelques années, multiplie les traités avec le gouvernement panaméen, ne disent rien de l'histoire chaotique de l'ouvrage interocéanique le plus long du monde et encore moins du rôle essentiel qu'a joué la France à ses débuts. Trump en sait-il quelque chose? J'en doute. Panama, ce sont à la fois les rêves de grandeur d'une IIIe République opportuniste, qui cherche, dans le monde entier, les raisons de sa légitimité et le caillou dans la chaussure qui manquera de peu de la faire tomber. C'est un petit-neveu de Napoléon, marin et géographe, Lucien Bonaparte Wyse, qui, dès 1876, conduit les premières expéditions d'exploration de l'isthme de Panama et crée une société civile internationale pour les financer. Deux ans plus tard, il obtient de la Colombie une concession de terre et le droit de faire construire et d'exploiter à cet emplacement un canal pour une période de 99 ans. C'est compter sans Ferdinand de Lesseps, qui rêve de rééditer l'exploit du canal de Suez en Amérique centrale. En 1879, il rachète les droits de la concession Wyse puis crée une nouvelle Compagnie universelle du canal interocéanique.

Échec financier, corruption et… scandale

L'aventure de Panama est lancée. Elle commence mal. Lesseps se heurte à la frilosité des capitalistes français et tout autant aux réticences du gouvernement américain, qui ne veut tolérer aucune emprise étrangère sur son territoire. Et puis Lesseps se trompe. Il fait adopter le projet d'un canal «à niveau» entre les deux océans, mais le redoutable massif de la Culebra l'obligera à de gigantesques travaux d'excavation dans la boue et les fièvres. En 1887, il fait appel à Gustave Eiffel pour concevoir deux écluses. Fatalement, le coût des travaux dépasse très vite les prévisions et la Compagnie dépose son bilan en février 1889. C'est un autre français, le polytechnicien Philippe Bunau-Varilla, qui sauve le projet et finit par céder la concession du canal au gouvernement américain. Mais Varilla ne se contente pas de ses plans d'ingénieur et d'administrateur, il prend la tête d'un parti panaméen qui, en 1903, arrache son indépendance au gouvernement colombien, avec le soutien des États-Unis. La nouvelle république de Panama est née. Les Américains achèvent les travaux et inaugurent le canal en août 1914. En 1977, Jimmy Carter abroge le traité de 1903 et rend à la république de Panama sa souveraineté sur le canal et sur la zone d'exclusivité américaine. Le nouveau traité entre en vigueur le 31 janvier 1999. Panama n'a pas seulement été pour la France un échec financier mais l'occasion de l'une des plus retentissantes crises politiques de la IIIe République. Par la corruption de nombre de parlementaires payés en sous-main en échange de leur soutien, par le recours à des intermédiaires douteux, à commencer par l'affairiste franco-américain Cornelius Herz, Panama devient, en 1892, un scandale. Le tout-puissant Clemenceau lui-même est touché et ne s'en remettra qu'en 1914. On se souvient du célèbre discours de Paul Déroulède contre le «Tigre» à la Chambre des députés: «Je nomme [le traître]. C'est M. Clemenceau.» La république se relèvera mais demeureront l'antisémitisme et la méfiance des Français vis-à-vis de leurs représentants. L'affaire Dreyfus, les émeutes nationalistes de février 1934 sont au bout de cette crise-là.

E. de Waresquiel

> “Panama, ce sont les rêves de grandeur d'une IIIe République à la recherche de sa légitimité et le caillou dans la chaussure qui manque de la faire tomber”

DEPUIS 1923

linvosges

L'AMOUR DU BEAU LINGE

L'EXPERT FRANÇAIS DU BEAU LINGE pour les familles d'aujourd'hui

*Offre de bienvenue : 10€ de remise supplémentaire offerts sur votre commande, valable une seule fois jusqu'au 31/04/2025, cumulables avec les produits déjà remisés, commandes d'un montant d'achats supérieur à 10€, remises déduites et frais de port non inclus, pourront être traitées sur notre site. LINVOSGES SAS – 475 682 480 RCS Epinal, 6 Place des Déportés 88400 GERARDMER

OFFRE DE BIENVENUE

10€ SUPPLÉMENTAIRES OFFERTS*

sur **linvosges.com** avec le code **HISTORIA10**

BASSINS BORDEAUX
DES LUMIÈRES

À PARTIR DU
21 FÉVRIER
2025

L'ÉGYPTE DES PHARAONS

L'EXPÉRIENCE IMMERSIVE

PRODUCTION CULTURESPACES STUDIO® CRÉATION ARTISTIQUE VIRGINIE MARTIN MISE EN SCÈNE ET ANIMATION CUTBACK SUPERVISION MUSICALE ET MIXAGE START-REC

INFORMATION
& RÉSERVATION

Image © Ayato Ito Nikit. Assassin's Creed TM & © Ubisoft Entertainment.

Ville de BORDEAUX · UBISOFT · BARCO · SUD OUEST · JUNKPAGE · sncfconnect · fnac · HISTORIA · le Bonbon · ici Radio TV Digital